

CA1
EA
70C52
FRE
DOCS

DOCS

CA1 EA 70C52 FRE

[Correspondance sur le Deuxieme
conference des pays francophones].

--

43270754



CANADA

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

LIBRARY

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

BIBLIOTHÈQUE

OTTAWA

Call No.	Access. No.
Cote	N° d'entrée
JX1585

...CU/Conf.

...1970.....

...Pam. Box

EXT 028/BIL (12/70)

W. M. 25
Chiffre
1970
M. Bertrand

M
.b 2647461

SOMMAIRE DE LA DOCUMENTATION

1. 13 mars 1970: Télégramme du Premier ministre à M. Bertrand
2. 12 mars 1970: Télégramme de M. Bertrand au Premier ministre
3. 12 mars 1970: Télégramme du Premier ministre à M. Bertrand (en annexe: sommaire des arrangements proposés pour la Conférence de Niamey)
4. 10 mars 1970: Télégramme de M. Bertrand au Premier ministre
5. 6 mars 1970: Télégramme du Premier ministre à M. Bertrand (en annexe: sommaire des arrangements proposés pour la Conférence de Niamey)
6. 27 février 1970: Lettre de M. Bertrand au Premier ministre (en annexe: sommaire des arrangements proposés pour la Conférence de Niamey)
7. 21 février 1970: Lettre de M. André Bissonnette à M. Claude Morin (en annexe: copie de l'invitation du Président du Niger, du message d'acceptation du Premier ministre en date du 12 février, et du télégramme de M. Jean-Marc Léger à M. Sharp)
8. 12 février 1970: Lettre du Premier ministre à M. Bertrand et copie d'un télégramme du Président Diouri Hamani au Premier ministre en date du 9 février
9. 27 janvier 1970: Télégramme de M. Claude Morin à M. Bissonnette avec texte d'une proposition concernant les arrangements pour la Conférence de Niamey
10. 16 janvier 1970: Télégramme de M. Bissonnette à M. Morin avec texte d'une proposition concernant les arrangements pour la Conférence de Niamey
11. 8 janvier 1970: Télégramme de M. Morin à M. Bissonnette avec texte d'une proposition concernant les arrangements pour la Conférence de Niamey

43-270-754
.b 2647461

AFINTER QBC

QUEBEC SAMEDI LE 14 MARS 70

M MARC LALONDE
BUREAU DU PREMIER MINISTRE
HOTEL DU GOUVERNEMENT
OTTAWA

JACCUSE RECEPTION DU MESSAGE TRANSMIS PAR LE PREMIER
MINISTRE DU CANADA A MONSIEUR JEAN-JACQUES BERTRAND,
PREMIER MINISTRE DU QUEBEC, RELATIVEMENT A LA CONFE-
RENCE DE NIAMEY.

JE PORTERAI CE MESSAGE A L'ATTENTION DE MONSIEUR
BERTRAND AU COURS DE LA FIN DE SEMAINE AU PLUS TARD
LUNDI, BIEN A VOUS

CLAUDE MORIN, SOUS-MINISTRE
MINISTERE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

(TDI 09H55/14 RB)

MESSAGE

TELEX

DATE	FILE/DOSSIER	SECURITY SECURITE
13.3.70		

FM/DE

MAR 13 00 22 70
NO

PRECEDENCE

TO/A

L(HONORABLE JEAN-JACQUES BERTRAND
PREMIER MINISTRE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

URGENT

INFO

HOTEL DU GOUVERNEMENT
QUEBEC (QUEBEC)

TELEX
011-3523

REF

SUB/SUJ

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE TELEGRAMME DU 12 MARS
PAR LEQUEL VOUS ME FAISIEZ SAVOIR QUE VOTRE GOUVERNEMENT
SERAIT REPRESENTE DANS LA DELEGATION CANADIENNE A LA
CONFERENCE DE NIAMEY.

2. JE ME FELICITE, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,
QUE NOUS AYONS PU NOUS ENTENDRE A CE SUJET. LES INTERETS
DU CANADA Y GAGNERONT Y COMPRIS CEUX DU QUEBEC. IL VA
SANS DIRE QUE, POUR LE GOUVERNEMENT CANADIEN, NOTRE
ACCORD SUR LES ARRANGEMENTS AD HOC, ET PARTICULIEREMENT
SUR LES AMENDEMENTS DU 12 MARS, SE FONDE EXCLUSIVEMENT SUR
LES PRINCIPES ENONCES DANS MON TELEGRAMME DU 12 MARS.

3. COMME VOUS LE SAVEZ, NOS COLLABORATEURS SE SONT
ENTRETENUS, DEPUIS NOTRE DERNIER ECHANGE DE TELEGRAMMES,
POUR METTRE AU POINT UN TEXTE FINAL DE NOS ARRANGEMENTS

00002

AD HOC ~~SUR LES FORMALITES DE CERTAINES PROCEDURES~~. JE VOUS COMMUNIQUE CI-DESSOUS LE TEXTE DES ARTICLES QUI ONT ETE MODIFIES SUITE A CES ENTRETIENS. JE PENSES POUR ACQUIS QUE MON TELEGRAMME DU 12 MARS, AMENDE A LA LUMIERE DU PRESENT TELEGRAMME, ETABLIT L'ETAT DEFINITIF DE CES ARRANGEMENTS.

4. ARTICLE I. A: CIT UN MINISTRE OU HAUT FONCTIONNAIRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS SERA DESIGNE POUR FAIRE PARTIE DE LA DELEGATION CANADIENNE DONT IL SERA LE VICE-PRESIDENT. LA DELEGATION COMPRENDRA DES MEMBRES ^{DU GOUVERNEMENT ET} / DE L'ADMINISTRATION FEDERALE ET DES DELEGUES EN PROVENANCE DES PROVINCES FINCI^T.

ARTICLE I. C: CIT LA DELEGATION S'EXPRIMERA PAR LA VOIX DE SON PRESIDENT OU, A DEFAUT, DE SON VICE-PRESIDENT. LE MINISTRE OU HAUT FONCTIONNAIRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS FOURRA PARLER AU NOM DU QUEBEC SUR TOUTE MATIERE DE ^{LA} /COMPETENCE CONSTITUTIONNELLE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS. LES DELEGUES EN PROVENANCE DES AUTRES PROVINCES POURRONT FAIRE DE MEME. IL Y AURA CONSULTATION PREALABLE SUR LES POINTS DE VUE A METTRE DE L'AVANT A LA CONFERENCE FINCI^T.

ARTICLE I. D: CIT DANS LE CAS D'UN VOTE EVENTUEL A LA CONFERENCE, LA DELEGATION CANADIENNE N'AURA QU'UN SEUL VOTE. SI LES MEMBRES DE LA DELEGATION NE S'ENTENDAIENT PAS SUR UNE MATIERE RELLEVANT DE LA COMPETENCE LEGISLATIVE EXCLUSIVE DES PROVINCES, LA DELEGATION S'ABSTIENDRAIT FINCI^T.

ARTICLE I. E: CIT LA SIGNATURE DU CANADA SERA

APPOSEE COMME SUIT: A LA PLACE QUI LUI EST RESERVEE ET SOUS LA SIGNATURE DU PRESIDENT DE LA DELEGATION APPARAITRONT IMMEDIATEMENT LA SIGNATURE DU MINISTRE OU HAUT FONCTIONNAIRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS AINSI QUE CELLES D'UN DELEGUE EN PROVENANCE DE CHACUNE DES AUTRES PROVINCES. ON S'EN TIENDRA POUR CES SIGNATURES A LA FORMULE SUIVANTE: CIT GERARD PELLETIER, SECRETAIRE D'ETAT DU CANADA FINCIT: CIT JULIEN CHOUMARD, SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC FINCIT.

POUR CE QUI EST DE L'ARTICLE I. G., LA SECTION RELATIVE AUX MEMBRES QUEBECOIS DE LA DELEGATION SE LIRA COMME SUIT, SANS AUTRES CHANGEMENTS DANS L'ARTICLE:

CIT QUEBEC: M. JULIEN CHOUMARD, SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC ET VICE-MINISTRE DU CONSEIL EXECUTIF; VICE-PRESIDENT DE LA DELEGATION; FINCIT ETC.

ARTICLE II. A. " UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS SERA NORMALEMENT VICE-PRESIDENT DE LA DELEGATION. ON FOURRA S'ENTENDRE SUR LA PRESIDENCE D'UN MINISTRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS, SELON LES CIRCONSTANCES ET LA NATURE DES INTERETS EN CAUSE A CHAQUE CONFERENCE. FINCIT. ETC.

PARTOUT DANS LE TEXTE OU CECI S'IMPOSE, ON AJOUTERA LES MOTS: CIT OU HAUT FONCTIONNAIRE FINCIT, QUAND IL EST DU FAIT ALLUSION AU MINISTRE DU GOUVERNEMENT/QUEBEC FINCIT.

AFINTER QBC

U R G E N T U R G E N T

QUEBEC LE 12 MARS 70

LE TRES HONORABLE P. E. TRUDEAU
PREMIER MINISTRE DU CANADA
GOUVERNEMENT DU CANADA
OTTAWA

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

JE REPOND IMMEDIATEMENT A VOTRE TELEGRAMME QUE JAI
RECU CET APRES-MIDI ET QUI PORTAIT SUR LA PARTICIPATION
DU QUEBEC A LA CONFERENCE DE NIAMEY.

JE SUIS HEUREUX DE CONSTATER QUE VOTRE GOUVERNEMENT
ACCEPTTE LES PRINCIPES QUE NOUS VOULIONS VOIR RESPECTER
ET DONT JE VOUS FAISAIS PART DANS MON TELEGRAMME DE
MARDI DERNIER. JE NE RELEVE PAS POUR LINSTANT CER-
TAINES AFFIRMATIONS CONTENUES DANS VOTRE LETTRE ET QUI
NE PARAISSENT SUJETTES A COMMENTAIRES. JAURAI
LOCCASION DE REVENIR ULTERIEUREMENT.

IL ME FAIT DONC PLAISIR DE VOUS DIRE QUE LE QUEBEC
PARTICIPERA A CETTE CONFERENCE. JE DEMANDE DONC AU
SOUS-MINISTRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES,
MONSIEUR CLAUDE MORIN, DE COMMUNIQUER AVEC VOS REPRESENTANTS
POUR REGLER LES DIVERSES QUESTIONS QUI
PEUVENT DEMEURER EN SUSPENDS.

J'AIMERAIS RENDRE PUBLICS LA CORRESPONDANCE ET LES
MESSAGES QUE NOUS AVONS ECHANGES SUR CETTE QUESTION
DEPUIS LE MOIS DE JANVIER. JE NE CROIS PAS QUE VOUS
AYEZ OBJECTION A CETTE PROPOSITION. AURIEZ-VOUS L'OBLI-
GEANCE DE ME CONFIRMER VOTRE ACCORD A CE SUJET

JE VOUS PRIE, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, D'AGREER
L'EXPRESSION DE MES SENTIMENTS LES MEILLEURS.

J. J. BERTRAND

(TDT 17H50/12 RB)

MESSAGE

TELEX

DATE	FILE/DOSSIER	SECURITY SECURITE
12. 3.70		

FM/DE AFFAIRES EXTERIEURES

MAR 12 10 40 AM '70

TO/A L'HONORABLE JEAN-JACQUES BERTRAND
PREMIER MINISTRE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

NO	PRECEDENCE
	URGENT

INFO HOTEL DU GOUVERNEMENT
QUEBEC (QUEBEC)

REF

SUB/SUJ

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

(COMMUNICATIONS: VEUILLEZ COPIER TEXTE CI-JOINT)

(le 12 mars 1970)

Monsieur le Premier ministre,

J'accuse réception de votre télégramme du 10 mars au sujet du rôle du Québec dans la participation du Canada à la prochaine conférence de Niamey et à l'Agence de coopération culturelle et technique.

Votre télégramme soulève des questions de très grande importance et, pour cette raison, j'ai pensé qu'il serait approprié que je l'étudie avec mes collègues du Cabinet. Je puis vous assurer que nous y avons mis toute l'attention et tout le sérieux que nous imposent nos responsabilités.

Les arrangements relatifs à la présence du Québec dans la délégation canadienne à Niamey s'insèrent dans un contexte bien déterminé dont il faut tenir compte. Il s'agit d'une réunion de pays visant à la conclusion d'une convention internationale de caractère formel. Cette convention établira une Agence qui traitera de nombreux sujets se rapportant à des compétences du gouvernement fédéral - telle la coopération économique et technique - tout autant que des gouvernements provinciaux.

A cette Conférence d'Etats souverains, convoqués pour examiner des documents que seuls des Etats souverains peuvent ^{adopter} ~~adopter~~, on a invité le Canada. Bien que la Conférence se situe au niveau des pays, le gouvernement canadien a invité le gouvernement québécois à y prendre part en se faisant représenter au sein de la délégation canadienne.

Dans les circonstances, la présence du Québec s'insère donc dans un cadre précis, déterminé par l'objet de la Conférence et par la convention qui doit y être adoptée. Ces dispositions sont d'ailleurs en tout point conformes à la pratique internationale reconnue. Le gouvernement canadien n'en souhaite pas moins assurer au gouvernement du Québec le rôle et la place qui lui reviennent à l'intérieur de ce cadre. Dans cet esprit, le gouvernement canadien est convaincu que le Canada doit être représenté à la prochaine Conférence de Niamey pour y faire l'apport important qu'on attend de lui, en conformité à sa politique francophone. Il souhaite tout aussi vivement que de nombreux représentants du gouvernement québécois puissent aussi faire au sein de la délégation une contribution originale, utile et reconnue aux travaux de la Conférence.

C'est pour cette raison ~~d'ailleurs~~ que nous vous avons suggéré des arrangements qui préservent au sein de la délégation canadienne l'identité du Québec et de ses représentants. Cette partie des arrangements est d'ailleurs agréée entre nous.

C'est ainsi par exemple que la mention du Québec apparaîtra sur la liste de la délégation du Canada, que les représentants du Québec pourront parler à la Conférence dans les matières de leur compétence constitutionnelle, que le

drapeau québécois sera déployé et que la signature
par le Canada de la convention de Niamey comprendra la
signature ^{d'un} ~~de~~ représentant ^{québécois} ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Nous avons aussi tenu à indiquer clairement dans ces arrangements l'importance du rôle du Québec à la Conférence comme à l'Agence. C'est pourquoi nous avons proposé que le nombre de représentants du Gouvernement québécois au sein de la délégation soit substantiel et qu'un ministre du Gouvernement québécois en assume la vice-présidence. Nous avons aussi proposé la présence de représentants québécois, et je crois que nous sommes d'accord à ce sujet, dans les organes majeurs de l'Agence, c'est-à-dire, la Conférence générale et le Conseil exécutif.

Vous vous étonnez que nous souhaitions changer l'arrangement ad hoc qui a prévalu sur le vote lors de conférences antérieures, en vue de l'adapter à une situation nouvelle. Il faut noter tout d'abord que les conférences précédentes procédaient par voie de consensus, non de vote, alors que la prochaine (ainsi que tout le fonctionnement de l'Agence) sera régie strictement par un système de votes. De plus, celui-ci prévoit qu'une abstention équivaut à un vote favorable, de telle sorte que l'abstention obligatoire que vous proposez en cas de désaccord dans la délégation priverait parfois le Canada, seul de tous les membres, de son droit de veto sur des mesures qui pourraient affecter ses intérêts essentiels, aussi bien d'ailleurs que la contribution financière du Canada à

l'Agence qui pourrait d'ici quelques années se chiffrer en millions.

En pratique, il me semble sage que la délégation tente de s'abstenir en cas de désaccord dans des domaines se rapportant à la compétence domestique exclusive des provinces: ceci sera sans doute possible et souhaitable dans la vaste majorité des cas. Mais l'abstention, pour utile qu'elle puisse être afin de résoudre certains différends éventuels, ne doit pas paralyser la politique étrangère et les politiques de coopération économique et technique du Canada. D'où l'effort que nous avons fait pour rendre plus précise notre entente sur le vote.

Cependant, nous serions prêts à nous accommoder pour la prochaine Conférence de Niamey d'un arrangement ad hoc et purement pratique, sous réserve de tenter de l'explicitier à l'avenir et tout en reconnaissant qu'il pourra poser de sérieuses difficultés d'interprétation à la Conférence au sein de la délégation. Ceci présupposerait qu'on laisse ouverte la question du vote dans les arrangements se rapportant aux conférences générales de l'Agence. Je vous propose donc le texte suivant: "Si les membres de la délégation ne s'entendaient pas sur une matière relevant de la compétence domestique exclusive des provinces, la délégation s'abstiendrait". Cette formule ne résoud pas le problème exposé plus

haut. Elle ne reflète pas de façon satisfaisante la responsabilité exclusive du gouvernement canadien en matière de politique étrangère et de relations internationales. Je me dois donc de préciser que, à la Conférence, la délégation n'en devra pas moins être guidée par la politique étrangère du Canada. L'arrangement ad hoc ne saurait en particulier empêcher la délégation de voter sur des questions comme celles se rapportant au budget et aux statuts de la Conférence.

Vous demandez aussi qu'il soit entendu que le ministre du gouvernement québécois pourra s'exprimer "au nom du Québec". Ces mots ont en effet été utilisés dans des arrangements ad hoc conclus entre nous pour des conférences antérieures. Votre lettre du 27 février acceptait un texte, sur l'expression des points de vue provinciaux, qui ne comprenait pas ce membre de phrase. Ce texte reconnaissait cependant que le ministre du gouvernement québécois pouvait parler sur toute matière de la compétence constitutionnelle du Québec. Du point de vue de la délégation canadienne, il est évident que, dans un tel cas, ce ministre parlera "au nom du Québec", puisqu'il mettra alors de l'avant des expériences et des points de vue provinciaux. Il est tout aussi évident que, du point de vue international, c'est en tant que membre de la délégation canadienne qu'il parlera.

Il ne saurait être question par là de reconnaître au Québec ou à ses représentants dans la délégation un statut international distinct de celui du Canada. Il s'agit plutôt de prévoir que les contributions canadiennes à la Conférence comprendront des exposés de membres provinciaux de la délégation à partir des expériences et des intérêts de leur province. Sur cette base, j'accepte l'addition des mots "au nom du Québec" dans le paragraphe en question de nos arrangements pour la Conférence de Niamey.

Comme cette lettre constitue une réponse positive aux deux amendements que vous proposiez, je prends pour acquis que vous acceptez les autres termes de ma proposition de vendredi. Pour plus de clarté, je me permets de reproduire en annexe/le texte de nos arrangements ad hoc ^{à cette lettre}.

Veillez agréer, Monsieur le Premier ministre, les assurances de ma très haute considération.

Pierre Elliott Trudeau

ANNEXE

ANNEXE

1. SOMMAIRE DES ARRANGEMENTS AD HOC POUR LA DEUXIEME CONFERENCE DES PAYS FRANCOPHONES

A. NOUS SERIONS D'ACCORD SUR L'UNE OU L'AUTRE DES FORMULES SUIVANTES: CIT UN MINISTRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS AGIRA COMME VICE-PRESIDENT DE LA DELEGATION CANADIENNE. LA DELEGATION CANADIENNE COMPRENDRA DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION FEDERALE, DES DELEGUES QUEBECOIS ET DES DELEGUES EN PROVENANCE D'AUTRES PROVINCES FINCIT.

CIT UN MINISTRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS FERA PARTIE DE LA DELEGATION CANADIENNE QUI COMPRENDRA DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION FEDERALE ET DES DELEGUES EN PROVENANCE DES PROVINCES FINCIT.

CIT UN MINISTRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS SERA DESIGNE POUR FAIRE PARTIE DE LA DELEGATION CANADIENNE QUI COMPRENDRA DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION FEDERALE ET DES DELEGUES EN PROVENANCE DES PROVINCES FINCIT.

CIT LA DELEGATION CANADIENNE COMPRENDRA DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION FEDERALE, DES DELEGUES QUEBECOIS ET DES DELEGUES EN PROVENANCE D'AUTRES PROVINCES FINCIT.

B. LA DELEGATION SE REUNIRA EN TEMPS UTILE, AVANT SON DEPART, POUR COORDONNER LA PARTICIPATION CANADIENNE A LA CONFERENCE;

C. LA DELEGATION CANADIENNE S'EXPRIMERA PAR LA VOIX DE SON PRESIDENT OU, A DEFAUT, DE SON VICE-PRESIDENT. LE MINISTRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS POURRA PARLER AU NOM DU QUEBEC SUR

TOUTE MATIERE DE LA COMPETENCE CONSTITUTIONNELLE DU GOUVERNE-
MENT QUEBECOIS. LES DELEGUES EN PROVENANCE DES AUTRES
PROVINCES POURRONT FAIRE DE MEME. IL Y AURA CONSULTATION
PREALABLE SUR LES POINTS DE VUE A METTRE DE L'AVANT A LA
CONFERENCE;

(SI LA VICE-PRESIDENCE N'EST PAS ACCEPTEE PAR LE
GOUVERNEMENT QUEBECOIS, LA PREMIERE PHRASE DE CET
ARTICLE SE LIRAIT COMME SUIVANT: CIT LA DELEGATION
CANADIENNE S'EXPRIMERA PAR LA VOIX DE SON PRESIDENT
FINCIT.)

D. DANS LE CAS D'UN VOTE EVENTUEL A LA CONFERENCE LA DELEGA-
TION CANADIENNE N'AURA QU'UN SEUL VOTE. SI LES MEMBRES
DE LA DELEGATION NE S'ENTENDAIENT PAS SUR UNE MATIERE
RELEVANT DE LA COMPETENCE DOMESTIQUE EXCLUSIVE DES
PROVINCES, LA DELEGATION S'ABSTIENDRAIT.

E. REMPLACER L'ARTICLE PAR LA FORMULE SIMPLIFIE SUIVANTE:
CIT LA SIGNATURE DU CANADA SERA APPOSEE COMME SUIVANT:
A LA PLACE QUI LUI EST RESERVEE ET SOUS LA SIGNATURE DU
PRESIDENT DE LA DELEGATION APPARAITRONT IMMEDIATEMENT LA
SIGNATURE DU MINISTRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS AINSI QUE
CELLES D'UN DELEGUE EN PROVENANCE DE CHACUNE DES AUTRES
PROVINCES. ON S'EN TIENDRA POUR CES SIGNATURE A LA
FORMULE SUIVANTE: CIT GERARD PELLETIER, SECRETAIRE D'ETAT
DU CANADA FINCIT; CIT MARCEL MASSE, MINISTRE DES AFFAIRES
INTER-GOUVERNEMENTALES DU QUEBEC FINCIT.

& F. LA PRESENCE DU QUEBEC POURRA ETRE IDENTIFIEE COMME SUIV,
A LA LUMIERE DES USAGES LOCAUX. IL EN SERA DE MEME DES
AUTRES PROVINCES.

1. LORS DE LA SEANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE, DE MEME
QU'A LA SEANCE DE CLOTURE, LE PRESIDENT DE LA SEANCE,
OU LES AUTRES ORATEURS, POURRONT IDENTIFIER LE QUEBEC AU
SEIN DE LA DELEGATION CANADIENNE PAR UNE MENTION APPROPRIEE.

2. LA VOITURE DES DELEGUES QUEBECOIS PORTERA UNE PLAQUE
AVEC LA DOUBLE MENTION CANADA ET QUEBEC, ET LES FANIONS
CONSISTANT EN DES DRAPEAUX MINIATURES DU CANADA ET DU
QUEBEC.

3. LE DRAPEAU DU QUEBEC POURRA FLOTTER SUR L'HOTEL OU
LOGERA LE MINISTRE QUEBECOIS.

4. A LA SALLE DE CONFERENCE OU A L'EXTERIEUR DE CETTE
SALLE, SI L'ON FAIT FLOTTER LES DIVERS DRAPEAUX, CELUI
DU QUEBEC SERA DEPLOYE POURVU QU'IL LE SOIT EN ASSOCIATION
AVEC CELUI DU CANADA, LA PRESENCE ETANT DONNEE A CELUI-CI.

5. DANS LA SALLE DE CONFERENCE, LA DELEGATION CANADIENNE
SERA IDENTIFIEE PAR UNE PLAQUE SE LISANT CANADA. UNE
PLAQUE PLACEE DERRIERE LA PLAQUE CANADA IDENTIFIERA LE
QUEBEC AU SEIN DE LA DELEGATION, COMME SUIV: CANADA-
QUEBEC. LES LETTRES INDIQUANT LE NOM DU QUEBEC SERONT
DE DIMENSION COMPARABLE A CELLES INDIQUANT LE NOM DU
CANADA.

G. LA LISTE OFFICIELLE DE LA DELEGATION CANADIENNE
SERA PRESENTEE A LA CONFERENCE SELON LE FORMAT
SUIVANT:

"DELEGATION DU CANADA

M. GERARD PELLETIER SECRETAIRE D'ETAT DU CANADA
PRESIDENT ET CHEF DE LA
DELEGATION.

M.

QUEBEC: M. MARCEL MASSE, MINISTRE
DES AFFAIRES INTERGOUVERNE-
MENTALES DU QUEBEC.

M.

NOUVEAU-BRUNSWICK: M.

ONTARIO: M.

MANITOBA: M.

CONSEILLERS: "

II. ARRANGEMENTS RELATIFS AU ROLE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS DANS
LA PARTICIPATION CANADIENNE A L'AGENCE

A. CONFERENCES GENERALES

UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS SERA NORMALE-
MENT VICE-PRESIDENT DE LA DELEGATION. ON POURRA
S'ENTENDRE SUR LA PRESIDENCE D'UN MINISTRE DU GOUVER-
NEMENT QUEBECOIS, SELON LES CIRCONSTANCES ET LA NATURE
DES INTERETS EN CAUSE A CHAQUE CONFERENCE.

(ACCORD POUR ELIMINER CE PARAGRAPHE SI LA VICE-
PRESIDENCE N'EST PAS ACCEPTEE PAR LE GOUVERNEMENT
QUEBECOIS).

POUR QUE LA DELEGATION COMPRENNE UN NOMBRE SATISFAISANT DE REPRESENTANTS QUEBECOIS ET AUTRES, ON PROPOSERA QUE LE NOMBRE DE DELEGUES PAR PAYS NE SOIT PAS LIMITE A CINQ. CEPENDANT, LES FRAIS DE DELEGUES SUPPLEMENTAIRES POURRAIENT NE PAS ETRE A LA CHARGE DE L'AGENCE.

IL Y AURA UNE PRESENCE ADEQUATE DE REPRESENTANTS QUEBECOIS DANS LES COMMISSIONS ET COMITES, COMPTE TENU DES REGLEMENTS DE LA CONFERENCE GENERALE.

LES ARRANGEMENTS AD HOC PREVUE POUR LA CONFERENCE CONSTITUTIVE S'APPLIQUERONT AUX CONFERENCES GENERALES EN CE QUI CONCERNE LES REUNIONS DE LA DELEGATION AVANT LES CONFERENCES, L'EXPRESSION DES POINTS DE VUE FEDERAUX ET PROVINCIAUX, L'IDENTIFICATION DU QUEBEC ET LA LISTE DE LA DELEGATION. SI DES MODIFICATIONS ETAIENT REQUISES PAR LES CIRCONSTANCES, LES AUTORITES FEDERALES ET PROVINCIALES INTERESSEES VERRAIENT A S'ENTENDRE A CE SUJET.

B. CONSEIL EXECUTIF

LE QUEBEC OCCUPERA UN DES POSTES DISPONIBLES POUR LE CANADA AU CONSEIL EXECUTIF.

C. SECRETARIAT GENERAL

IL Y AURA CONSULTATION A L'INTERIEUR DE LA DELEGATION AU SUJET D'UNE CANDIDATURE CANADIENNE AU SECRETARIAT GENERAL.

D. FINANCES

LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX FRAIS DE L'AGENCE
SERA PRESENTEE DE LA FACON SUIVANTE DANS LES
RAPPORTS DE L'AGENCE: "CONTRIBUTION DU CANADA:
\$ _____, DONT LE GOUVERNEMENT CENTRAL A CONTRIBUE
\$ _____, LE QUEBEC \$ _____, L'ONTARIO \$ _____,
ETC..."

TOUT EN NOTANT QUE LES CONTRIBUTIONS NATIONALES
SERONT VERSEES GLOBALEMENT AU BUDGET GENERAL DE
L'AGENCE, LE QUEBEC ENTEND COMPUTER SA PARTICIPA-
TION A LA CONTRIBUTION DU CANADA SUR LES BASES
SUIVANTES:

(A) FRAIS D'OPERATION DU SECRETARIAT:

- PARTICIPATION DU QUEBEC JUSQU'A CONCURRENCE D'UN
MONTANT EGAL A CELUI QUE CONTRIBUERA LE GOUVERNEMENT
FEDERAL;

(B) PROGRAMMES D'ACTION DE L'AGENCE:

- LA CONTRIBUTION CANADIENNE AU COUT DES PROGRAMMES
DE L'AGENCE SERA EN PRINCIPE FOURNIE PAR LE GOUVER-
NEMENT FEDERAL, MAIS LE QUEBEC POURRAIT ACCROITRE
SA PARTICIPATION A LA CONTRIBUTION CANADIENNE SELON
L'INTERET QU'IL PORTERA A CES PROGRAMMES.

LES AUTRES PROVINCES PEUVENT EVIDEMMENT PARTICIPER
A LA CONTRIBUTION SI ELLES LE SOUHAITENT.

FIN DE L'ANNEXE

QJE421(102016)

CN QQC546 737 CNT FD QUEBEC QUE 10 707P EST

MES HONORABLE PIERRE ELLIOT TRUDEAU, PREMIER MINISTRE
GOUVERNEMENT DU CANADA OTTAWA ONT

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, J'AI BIEN RECU VOTRE LETTRE DU
7 MARS DERNIER RELATIVEMENT AU ROLE DU QUEBEC DANS LA
PARTICIPATION DU CANADA A LA PROCHAINE CONFERENCE DE NIAMEY ET
A L'AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE. J'AI ETUDIE
CETTE LETTRE ET TOUT LE DOSSIER DE LA QUESTION AVEC MES
COLLEGUES DU CABINET.

C'EST AVEC REGRET QUE NOUS CONSTATONS QU'UN DESACCORD EVIDENT
SUBSISTE SUR PLUSIEURS POINTS FONDAMENTAUX, ET CE MALGRE DES
NEGOCIATIONS QUI ONT DURE PLUSIEURS SEMAINES.
AINSI, EN CE QUI CONCERNE LE VOTE DE LA DELEGATION CANADIENNE,
VOS DERNIERES PROPOSITIONS S'ELOIGNENT NETTEMENT DE L'ESPRIT

DE LA FORMULE DEJA AGREEE ENTRE NOUS. POURTANT CETTE FORMULE
S'ETAIT AVEREE SATISFAISANTE POUR QUATRE SESSIONS DE LA
CONFERENCE DES MINISTRES DE L'EDUCATION ET POUR LA PREMIERE
CONFERENCE DE NIAMEY L'AN DERNIER. C'EST POURQUOI NOUS L'AVIONS
REPRISE MOT POUR MOT, TOUT EN PRENANT SOIN DE VOIR A CE QU'ELLE
N'EMPECHE NULLEMENT LA DELEGATION CANADIENNE D'EXPRIMER SON
VOTE SUR DES SUJETS DE COMPETENCE FEDERALE. CETTE ADDITION,
QUE NOUS AVONS NOUS MEME PROPOSEE, VISAIT A TENIR COMPTE DU
FAIT QUE LORS DE L'INSTITUTION DE L'AGENCE CERTAINES QUESTIONS
D'INTERET FEDERAL POUVAIENT ETRE SOULEVEES. OR, VOTRE NOUVELLE
PROPOSITION SIGNIFIE EN REALITE QUE LA DELEGATION CANADIENNE
DIRIGEE PAR UN MINISTRE FEDERAL POURRAIT VOTER SUR
N'IMPORTE QUOI, MEME SUR DES QUESTIONS DE NOTRE STRICTE COM-
PETENCE ET MEME SI LE QUEBEC N'ETAIT PAS D'ACCORD. DANS CE CAS,
LAISSEZ VOUS ENTENDRE, CE VOTE NE NOUS ENGAGERAIT PAS.
POURQUOI ALORS TENIR A L'EXPRIMER ? CELA DIFFUSERAIT A L'ETRANGER

UNE FAUSSE IDEE DE LA REPARTITION CONSTITUTIONNELLE DES POUVOIRS
AU PAYS, SANS COMPTER QU'UN TEL VOTE, S'EXPRIMANT EN PRESENCE
DE DELEGUES QUEBECOIS DONNERAIT INEVITABLEMENT L'IMPRESSION QUE
NOTRE GOUVERNEMENT A REFUSE APRES COUP DE DONNER SUITE A DES
ENGAGEMENTS AUXQUELS IL AURAIT EU L'AIR DE CONSENTIR. VOUS
COMPRENDRIZ FACILEMENT QUE NOUS NE VOULONS PAS ETRE
MIS DANS UNE SITUATION OU NOUS SERIONS AMENER A PRENDRE DES
ATTITUDES QUI PARAITRAIENT CONSTAMMENT NEGATIVES.
VOUS N'AVEZ PAS VOULU NON PLUS INSERER DANS VOS PROPOSITIONS
LA POSSIBILITE POUR LE QUEBEC DE PARLER EN SON NOM. SI VOUS
AVIEZ ACCEPTE QUE LE MINISTRE QUEBECOIS SOIT CO-PRESIDENT DE LA
DELEGATION CANADIENNE, LE CONTEXTE N'AURAIT PEUT ETRE PAS EXIGE
CETTE PRECISION. ~~XXXXXXXX~~ TOUTEFOIS CELA AUSSI A ETE REFUSE
, ET CE

QUE JE RETIENS C'EST QUE, SELON VOTRE DERNIERE PROPOSITION,
NON SEULEMENT LE MINISTRE QUEBECOIS N'EST PAS CO-PRESIDENT,
MAIS VOUS N'ACCEPTEZ MEME PAS QU'IL PARLE AU NOM DU QUEBEC. LA

ENCORE VOUS VOUS ELOIGNEZ DES ARRANGEMENTS DONT NOUS AVIONS
CONVENUS DE PART ET D'AUTRE LORS DE CONFERENCES ANTERIEURES. JE
NE M'EXPLIQUE PAS CET AUTRE CHANGEMENT D'ATTITUDE DE VOTRE PART.
MAIS NE LAISSEZ ENTENDRE QUE QUELQUES PAYS FRANCOPHONES ET
NOTAMMENT LA FRANCE, POURRAIT ADOPTER A CE SUJET UN POINT DE VUE
SIMILAIRE AU NOTRE, ET VOUS COMPTER VOUS Y OPPOSER CE QUI
ENTRAINERAIT SELON VOUS UNE CRISE GRAVE DE LA FRANCOPHONIE.
NOUS SOUHAITONS VIVEMENT QU'UNE TELLE CRISE SOIT EVITEE CAR
S'IL EST UN GOUVERNEMENT QUI TIENT A CE QUE LA FRANCOPHONIE
S'ORGANISE, C'EST BIEN CELUI DU QUEBEC. PEUT ETRE LA MEILLEURE
FAÇON DE L'EVITER SERAIT ELLE POUR LE CANADA D'ACCEPTER
CERTAINES MODIFICATIONS A DES STATUTS QUI, DE TOUTE FAÇON,
NE SONT ACTUELLEMENT QU'A L'ETAT DE PROJETS. JE CROIS VOUS AVOIR
DEMONTRÉ QUE LES MOTIFS QUI NOUS ONT POUSSÉ A SUGGERER DES
MODIFICATIONS AUX PROJETS DE STATUT N'ONT RIEN DE SOMBRE.
AUSSI, J'ACCEPTÉ MAL QU'AVANT MEME QUE LA CONFERENCE COMMENCE

VOUS NOUS ACCUSIEZ EN QUELQUE SORTE DE METTRE LA FRANCOPHONIE
EN DANGER.

POUR LE QUEBEC IL EXISTE, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, CE QUE
J'APPELERAI UN SEUIL DE DIGNITE QUE NOUS NE POUVONS PAS
FRANCHIR. DANS CETTE PERSPECTIVE, JE ME PERMETS DONC DE RESUMER
ENCORE UNE FOIS LES POINTS FONDAMENTAUX AUXQUELS LE QUEBEC NE
PEUT RENONCER: PREMIEREMENT, LA PRESENCE ET L'ACTION DU QUEBEC
DOIVENT ETRE ADEQUATEMENT IDENTIFIE. DEUXIEMEMENT LE QUEBEC
DOIT POUVOIR PARLER EN SON NOM ET PRENDRE SES PROPRES
ENGAGEMENTS DANS LES MATIERES DE SA COMPETENCE. TROISIEMEMENT
LES PROCEDURES DE VOTE DOIVENT REFLETER CETTE DUALITE EN
PREVOYANT UNE ABSTENTION OBLIGATOIRE EN CAS DE DESACCORD
DANS DES MATIERES DE COMPETENCE QUEBECOISE. QUATRIEMEMENT
LES STATUTS DE L'AGENCE DOIVENT S'INSPIRER DES MEMES PRINCIPES
ET PERMETTRE UNE PARTICIPATION DIRECTE DU QUEBEC AUX TRAVAUX
DE L'AGENCE.

ETANT DONNE QUE LA DATE DE LA CONFERENCE APPROCHE TRES
RAPIDEMENT, JE VOUS DEMANDERAI DE BIEN VOULOIR M'INFORMER
DE VOTRE ACCEPTATION DES PRINCIPES ENONCES SI DESSUS AVANT
DEMAIN SOIR AFIN QUE NOS DELEGUES PUISSENT COMPLETER A TEMPS
LEURS ARRANGEMENTS DE VOYAGE.

VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, L'EXPRESSION DE MES
SENTIMENTS LES MEILLEURS

LE PREMIER MINISTRE DU QUEBEC JEAN JACQUES BERTRAND.

945P EST MAR 10/670

CNCPTTEL OTT TG*
PMO PCO OTT

QUEBEC LE 27 FEVRIER 1970

LE TRES HONORABLE PIERRE ELLIOTT TRUDEAU
PREMIER MINISTRE DU CANADA
GOUVERNEMENT DU CANADA
OTTAWA

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

JAI RECU VOTRE LETTRE DU 12 FEVRIER RELATIVEMENT A LA
CONFERENCE CONSTITUVE DE L'AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE
ET TECHNIQUE DES PAYS FRANCOPHONES.

APRES AVOIR ETUDIE AVEC MES COLLEGUES LES NOUVELLES
CONTRE-PROPOSITIONS QUE VOUS ANNEXEZ A VOTRE LETTRE,
JAIMERAIS VOUS FAIRE PART DE MES COMMENTAIRES ET VOUS
SUGGERER QUELQUES MODIFICATIONS.

VOUS RECONNAITREZ CERTES AVEC MOI L'INTERET TOUT
PARTICULIER QUE LE QUEBEC PORTE A L'INSTITUTION ET AU
BON FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DONT LA CREATION EST
PROJETEE., JAI EU LOCCASION DE L'INDIQUER AU PRESIDENT
DIORI LORS DE SA VISITE AU QUEBEC, EN SEPTEMBRE DERNIER,
CELUI-CI FAIT D'AILLEURS ETAT DE CE GRAND INTERET DANS
LA LETTRE QUI L VIENT DE ME FAIRE PARVENIR.

SI LE QUEBEC EST INTERESSE A CETTE AGENCE, CEST
: QUIL CROIT POUVOIR Y APPORTER QUELQUE CHOSE D'ORIGINAL
ET POSITIF.. POUR QUE CET APPORT SOIT EFFICACE ET UTILE,
IL NOUS APPARAIT CEPENDANT ESSENTIEL QUE LES MODALITES
DE SA PARTICIPATION A L'AGENCE REFLETENT BIEN NON SEULE-
MENT LA PLACE QU'OCUPE DE FAIT LE QUEBEC AU CANADA,
MAIS AUSSI L'IMPORTANCE RELATIVE DE

SA POPULATION FRANCOPHONE PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DE LA POPULATION FRANCOPHONE DU PAYS. IL IMPORTE EGALEMENT QUE CES MODALITES TIENNENT COMPTE DU FAIT QUE LE QUEBEC DISPOSE D'ORGANISMES ET D'INSTITUTIONS FRANCOPHONES IMPORTANTES ET NOMBREUSES QU'ON NE RETROUVE PAS DANS LES AUTRES PROVINCES ET QUI POURRONT RENDRE DES SERVICES A L'AGENCE

JE NE CROIS PAS QUE LES ARRANGEMENTS QUE VOUS NOUS PROPOSEZ DANS VOTRE LETTRE DU 12 JANVIER TIENNENT SUFFISAMMENT COMPTE DE CETTE REALITE. OR, IL IMPORTE D'AUTANT PLUS DE LA REFLETER QU'IL S'AGIT DE LA MISE EN OEUVRE D'UNE AGENCE DESTINEE A PROMOUVOIR LA FRANCOPHONIE. HISTORIQUEMENT, AU CANADA, C'EST LE QUEBEC QUI A JOURE CE ROLE ET QUI, COMME VOUS LE SAVEZ, A DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PROVOQUE TOUTES LES REFORMES QUI TENTENT AUJOURD'HUI DE DONNER AUX CANADIENS L'EXPRESSION FRANCAISE ET A LA LANGUE FRANCAISE LA PLACE QUI LEUR REVIENT AU CANADA. C'EST MEME A CAUSE DU QUEBEC QUE LE GOUVERNEMENT FEDERAL A COMMENCE A METTRE PLUS D'ACCENT SUR LES RELATIONS DU CANADA AVEC LES PAYS FRANCOPHONES ET QU'IL ESSAIE DE CORRIGER LE DESEQUILIBRE MAJEUR QUI EXISTE ENTRE LA COOPERATION QU'IL A DEPUIS QUELQUE TEMPS ETABLIE AVEC CES PAYS ET LA COOPERATION TRADITIONNELLEMENT BEAUCOUP PLUS CONSIDERABLE QU'IL ENTRETIENT AVEC LES PAYS DU COMMONWEALTH BRITANNIQUE. IL SEMBLE DONC LOGIQUE ET CONFORME A CETTE EVOLUTION ET A LA VIE CANADIENNE ELLE-MEME QUE LA PARTICIPATION DU QUEBEC A L'AGENCE SE SITUE DANS CETTE CONTINUITE ET RESPECTE LES FAITS AUXQUELS JE VIENS DE FAIRE ALLUSION.

PAR AILLEURS, LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC ENTEND AGIR DANS DES DOMAINES QUI SONT CONSTITUTIONNELLEMENT LES SIENS ET DONT, CONFORMEMENT AUX POSITIONS QU'IL A MAINTES FOIS EXPRIMEES, IL NE PEUT NI NE VEUT CONFIER LA RESPONSABILITE A UN AUTRE GOUVERNEMENT. OR, COMME VOUS L'AVEZ SANS DOUTE, L'AGENCE QUI DOIT ETRE INSTITUTE A NIAMEY TOUCHERA TOUJOURS

CERTAINES, OU PRESQUE TOUJOURS. CETTE SITUATION EXPLIQUE A LA FOIS NOTRE INTERET ENVERS L'AGENCE ET NOTRE SOUCI, COMME GOUVERNEMENT RESPONSABLE ET COMME GOUVERNEMENT FRANCOPHONE, DE JOUER UN ROLE MAJEUR, FAISEMENT IDENTIFIABLE ET LUCIDEMENT ACCEPTE PAR TOUS NOS PARTENAIRES CANADIENS, Y COMPRIS LE GOUVERNEMENT FEDERAL.

TOUT CELA SIGNIFIE DONC, A NOTRE AVIS, QUE LES ARRANGEMENTS PROPOSES DOIVENT NETTEMENT RECONNAITRE LA PLACE ET LE ROLE REELS DU QUEBEC DANS LA FRANCOPHONIE CANADIENNE ET DANS LA FRANCOPHONIE EN GENERAL. A CET EGARD, IL FAUT BIEN CONSTATER QU'AUCUNE AUTRE PROVINCE CANADIENNE N'EST DANS LA SITUATION DU QUEBEC.

CEST POURQUOI, DANS CETTE OPTIQUE, IL NOUS PARAIT TOUT A FAIT RAISONNABLE D'EXIGER, POUR LE QUEBEC, LA RECONNAISSANCE DE CES FAITS INDEMNIFIABLES ET L'INSERTION DE CERTAINES GARANTIES QUANT A LA NATURE DE NOTRE PARTICIPATION A L'AGENCE, UNE FOIS CELLE-CI CREEE. IL S'AGIT TOUT SIMPLEMENT DE NOUS ASSURER QUE LE ROLE IMPORTANT DU QUEBEC, DONT EVIDEMMENT PERSONNE NE DOUTE AUJOURD'HUI, NE SERA PAS ULTERIEUREMENT REMIS EN CAUSE.

CE SONT LA LES PRINCIPES GENERAUX QUI NOUS ONT GUIDES DANS LA PREPARATION DES MODIFICATIONS QUE NOUS VOUDRIONS VOIR APPORTER AUX CONTRE-PROPOSITIONS QUE VOUS M'AVEZ TRANSMISES. JE VOUDRAIS MAINTENANT INSISTER SUR QUELQUES POINTS PRECIS CONCERNANT CES ARRANGEMENTS, TANT POUR NOTRE PARTICIPATION A LA CONFERENCE CONSTITUTIVE DE L'AGENCE QU'A L'AGENCE ELLE-MEME.

A- ARRANGEMENTS AD HOC POUR LA DEUXIEME CONFERENCE
DES PAYS FRANCOPHONES:

1. IL NOUS SEMBLE NORMAL QUE LE MINISTRE QUEBECOIS SOIT CO-PRESIDENT DE LA DELEGATION CANADIENNE ET NON VICE-PRESIDENT. CELA NE TROUBLERAIT EN RIEN LA POLITIQUE ETRANGERE DU CANADA ET S'APPUIERAIT SUR LE FAIT QUE, DE TOUTES LES PROVINCES CANADIENNES, CEST BIEN LE QUEBEC QUI PEUT LE PLUS PARTICIPER A LA FRANCOPHONIE, TANT PAR SA POPULATION QUE SON GOUVERNEMENT ET SES INSTITUTIONS. POUR LES DEUX DERNIERES CONFERENCES INTERNATIONALES DE MINISTRES DE LEDUCATION DE PAYS FRANCOPHONES, CEST LE MINISTRE DELEGUE DU QUEBEC QUI A AGI COMME PRESIDENT DE LA DELEGATION CANADIENNE. DANS LE CAS PRESENT ET COMME LES SUJETS A ETRE DISCUTES SONT SUSCEPTIBLES DE SETENDRE A DES DOMAINES DE COMPETENCE FEDERALE, IL ME SEMBLE QUE LE MINISTRE FEDERAL ET LE MINISTRE QUEBECOIS POURRAIENT AGIR CHACUN COMME CO-PRESIDENT. JE VOUS SIGNALAIS INCIDEMMENT QU'IL N'EST PAS EXACT D'INDIQUER DANS L'EXEMPLE QUE VOUS APPORTEZ A LA PAGE 3 DE L'ANNEXE A VOTRE LETTRE QUE M. MARCEL MASSE AGISSAIT COMME VICE-PRESIDENT ET SUPPLEANT, LORS DE LA PREMIERE CONFERENCE DE NIAMEY.

2) POUR CE QUI EST DU VOTE, NOUS PREFERONS LE PRINCIPE DE LA FORMULE DEJA ADMISE ENTRE NOUS LORS DE CONFERENCES ANTERIEURES, NOTAMMENT LORS DE LA PREMIERE CONFERENCE DE NIAMEY A SAVOIR QUE LE CANADA S'ABSTIENT S'IL N'Y A PAS ACCORD AUSEIN DE LA DELEGATION. CEPENDANT, POUR PREVOIR DES SITUATIONS QUI SERONT

EN JEU DES QUESTIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE STRICTE DU GOUVERNEMENT FEDERAL, NOUS SERIONS D'ACCORD POUR QUE CETTE FORMULE NE S'APPLIQUE PAS DANS CES CAS ET POUR QUE LE CO-PRESIDENT NOMME PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL VOTE ALORS SELON LES INSTRUCTIONS DE SON GOUVERNEMENT

3) QUANT A LA SIGNATURE DE LA CONVENTION, JE ME PERMETS DE VOUS REFERER A LA PARTIE DE L'ANNEXE DE CETTE LETTRE QUI TRAITE DE LA QUESTION.

B- ARRANGEMENTS RELATIFS AU ROLE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS DANS LA PARTICIPATION A L'AGENCE:

EN CE QUI CONCERNE CES ARRANGEMENTS, JE NAI PAS BESOIN D'ENTRER DANS LES DETAILS. LES MODIFICATIONS QUE JE PROPOSE EN ANNEXE S'INSPIRENT DES PRINCIPES ENONCES PRECEDEMMENT.

A LA PAGE 5 DE L'ANNEXE A VOTRE LETTRE, VOUS FAITES ALLUSION AUX STATUTS JURIDIQUES DE L'AGENCE. J'AURAI AIME QUE VOUS M'INDIQUEZ, DANS VOTRE LETTRE, CE QUE VOUS PENSEZ DE CES PROJETS. POUR LES RENDRE PLUS FLEXIBLES, NOS FONCTIONNAIRES AVAIENT DEJA SUGGERE QUELQUES MODIFICATIONS DANS NOTRE PROPOSITION INITIALE. NOUS NAVONS JAMAIS EU DE REPONSE OFFICIELLE A CES SUGGESTIONS ET VOS NOUVELLES CONTRE-PROPOSITIONS N'EN FONT PAS ETAT. JE TIENS A INDICER, A CE PROPOS, QUE LES CHANGEMENTS QUE NOUS AIMERIONS VOIR APPORTER AUX PROJETS DE STATUTS VISENT ESSENTIELLEMENT A ETABLIR NETTEMENT LE ROLE, LA PLACE ET LA SPECIFICITE DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC DANS SA PARTICIPATION A L'AGENCE, EN PLUS D'ETRE CONFORMES A NOS

PAGE 6

POSITIONS CONSTITUTIONNELLES. COMME NOUS AVONS
NOUS-MEMES D'AVANCE PROPOSE QUE SOIENT CLAIREMENT
RECONNUES L'UNICITE DE LA REPRESENTATION CANADIENNE
ET CELLE DU VOTE, ET CE AFIN DE DISSIPER TOUTE
EQUIVOQUE, J'AIMERAIS SAVOIR CE QUE VOUS PENSEZ DES
CHANGEMENTS QUE NOUS VOULONS APPORTER AUX PROJETS
DE STATUTS. MEME SI JE NE LES REPRENDS PAS EN
ANNEXE, JE VOUDRAIS QUE VOUS CONSIDERIEZ CES CHAN-
GEMENTS COMME FAISANT ENCORE PARTIE INTEGRANTE
DE NOTRE PROPOSITION.

EN SOMME, DANS TOUTE CETTE AFFAIRE IL M'APPARAIT
ESSENTIEL DE REFLETER A L'EXTERIEUR DU PAYS LA REALITE
CONSTITUTIONNELLE, HISTORIQUE ET DEMOGRAPHIQUE DU
CANADA, TELLE QUE SES CITOYENS LA CONNAISSENT. IL
M'APPARAIT ESSENTIEL DE RESPECTER LES ASPIRATIONS
DU QUEBEC ET DE SON GOUVERNEMENT. A CE TITRE, LES
MODIFICATIONS QUE JE VOUDRAIS VOIR APPORTER A VOS
CONTRE-PROPOSITIONS ONT UN CARACTERE FONDAMENTAL.

JE VOUS PRIE, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,
D'AGREER L'EXPRESSION DE MES SENTIMENTS LES MEILLEURS.

J. J. BERTRAND

MODIFICATIONS PROPOSEES

1 - SOMMAIRE DES ARRANGEMENTS AD HOC POUR LA
DEUXIEME CONFERENCE DES PAYS FRANCOPHONES

A- METTRE CO-PRESIDENT* A LA PLACE DE VICE-PRESIDENT*

B- ARTICLE ACCEPTE TEL QUEL.

C- REMPLACER LES DEUX PREMIERES LIGNES PAR: LA DELE-
GATION CANADIENNE SEXPRIMERA PAR LA VOIX DU CO-PRE-
SIDENT NOMME PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL OU, A DEFAUT,
DE SON CO-PRESIDENT: (AUCUN CHANGEMENT SUGGERE DANS
LE RESTE DE L'ARTICLE).

D- REMPLACER L'ARTICLE PAR LE SUIVANT: DANS
LE CAS D'UN VOTE EVENTUEL A LA CONFERENCE,
LA DELEGATION CANADIENNE N'AURAIT QU'UN SEUL VOTE.
SI LES MEMBRES DE LA DELEGATION NE SENTENDAIENT
PAS, LE CANADA S'ABSTIENDRAIT. CETTE REGLE NE
S'APPLIQUERAIT CEPENDANT PAS AUX VOTES PORTANT SUR
DES SUJETS DE COMPETENCE FEDERALE EXCLUSIVE:

E- REMPLACER L'ARTICLE PAR LE SUIVANT: AU MO-
MENT DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION CREANT
L'AGENCE, SOUS LA SIGNATURE DE CELUI DES CO-
PRESIDENTS NOMMES PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL
ET A LA PLACE RESERVEE AU CANADA, APPARAI-
TRONT IMMEDIATEMENT LA SIGNATURE DU CO-
PRESIDENT ET MINISTRE DELEGUE DU QUEBEC, AINSI
QUE CELLES D'UN DELEGUE EN PROVENANCE DE
CHACUNE DES AUTRES PROVINCES DUMENT IDENTIFIEES.
ON S'EN TIENDRA POUR CES SIGNATURES A LA FORMULE
SUIVANTE: M. GERARD PELLETIER, SECRETAIRE D'ETAT
DU CANADA: * M. MARCEL MASSE, MINISTRE DES
AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES DU QUEBEC*

...2

F- ARTICLE ACCEPTE TEL QUEL

G- REMPLACER CET ARTICLE PAR LE SUIVANT: LA
LISTE OFFICIELLE DE LA DELEGATION CANADIENNE
SERA PRESENTEE A LA CONFERENCE SELON LE FORMAT
SUIVANT:

DELEGATION DU CANADA

~~GOUVERNEMENT FEDERAL:~~ M. GERARD PELLETIER,
SECRETARE DETAT DU CANADA,
CO-PRESIDENT DE LA DELEGATION
CANADIENNE

M.....,

QUEBEC: M. MARCEL MASSE, MINISTRE
DES AFFAIRES INTERGOUVER-
NEMENTALES DU QUEBEC,
CO-PRESIDENT DE LA DELEGATION
CANADIENNE

M.....,

NOUVEAU-BRUNSWICK: M.....

ONTARIO: M.....

MANITOBA: M.....

CONSEILLERS: M....., ETC.*

VI - ARRANGEMENTS RELATIFS AU ROLE DU GOUVERNEMENT
QUEBECOIS DANS LA PARTICIPATION CANADIENNE A L'AGENCE

A- CONFERENCES GENERALES:

ENLEVER LE 1ER PARAGRAPHE.

REPLACER LE 2E PARAGRAPHE PAR CECI:

* UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT FEDERAL ET UN MEMBRE
DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS AGIRONT COMME CO-PRESIDENTS
DE LA DELEGATION CANADIENNE:

TROISIEME PARAGRAPHE ACCEPTE, SAUF QU'IL FAUDRAIT EVITER
DE FORMER UNE DELEGATION DEMESUREE.

REPLACER LE 4E PARAGRAPHE PAR: IL Y AURA ^{Toujours} ~~TOUJOURS~~ UNE
PRESENCE ADEQUATE DE REPRESENTANTS QUEBECOIS DANS LES
COMMISSIONS ET COMITES DE L'AGENCE:.

CINQUIEME PARAGRAPHE ACCEPTE TEL QUEL.

B- CONSEIL EXECUTIF:

REPLACER LE PARAGRAPHE PAR LE SUIVANT:

LE QUEBEC OCCUPERA UN DES POSTES DU CONSEIL
EXECUTIF DISPONIBLES POUR LE CANADA:

C- SECRETARIAT GENERAL:

LA DELEGATION CANADIENNE FERA EN SORTE QU'UN QUEBECOIS
OCCUPE UN DES TROIS POSTES PREVUS POUR LE SECRETARIAT
GENERAL

D- FINANCES

PARAGRAPHE ACCEPTE TEL QUEL.

FIN

(FDT 181125 RB TLX 011-3523)

SVP ACCUSEZ RECEPTION

NOUS ACCUSONS RECEPTION VOTRE TEL

\$

INTERNAL A OTT

OTTAWA, le 21 février 1970.

Monsieur le Sous-ministre,

Faisant suite à la lettre du 12 février 1970 du Premier ministre Trudeau au Premier ministre Bertrand, je me permets de vous faire parvenir sous ce pli les documents suivants:

- 1) Copie d'une lettre d'invitation que le Premier ministre Trudeau a reçu hier du Président Diori concernant la Conférence constitutive de l'Agence de Coopération culturelle et technique, qui aura lieu du 16 au 20 mars 1970, à Niamey au Niger;
- 2) Copie d'un télégramme du 12 février 1970 que le Premier ministre a transmis au Président Diori. Ce télégramme a été envoyé en réponse au télégramme que le Président avait transmis au Premier ministre le 9 février, et dont une copie était jointe à la lettre de M. Trudeau à M. Bertrand.
- 3) Texte d'un télégramme en date du 20 février que M. Jean-Marc Léger, Secrétaire exécutif provisoire de l'Agence, a transmis à M. Sharp. Ce télégramme traite de l'organisation de la Conférence.

Nous aurons sans doute l'occasion de discuter prochainement les questions soulevées par M. Léger.

Veuillez agréer, monsieur le Sous-ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-secrétaire adjoint,

P.A. Bissonnette

P.A. Bissonnette

Monsieur Claude Morin
Sous-ministre
Ministère des Affaires intergouvernementales
Hôtel du Gouvernement
Québec - P.Q.

Niamey, le 17 Février 1970

N° 166/PRN

Le Président de la République

Monsieur Le Premier Ministre,

Conformément au mandat dont m'avait chargé la première Conférence des pays entièrement ou partiellement de langue française, à laquelle votre pays était représenté, je me propose, comme je vous l'indiquais dans mon télégramme du 8 février 1970, d'inviter la Conférence à reprendre ses travaux à NIAMEY du 16 au 20 mars prochain. Cette deuxième session sera consacrée à l'examen et l'adoption des textes constitutifs et du programme d'activité de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique dont, vous vous en souviendrez, la création avait été recommandée l'année dernière par la Résolution finale de NIAMEY.

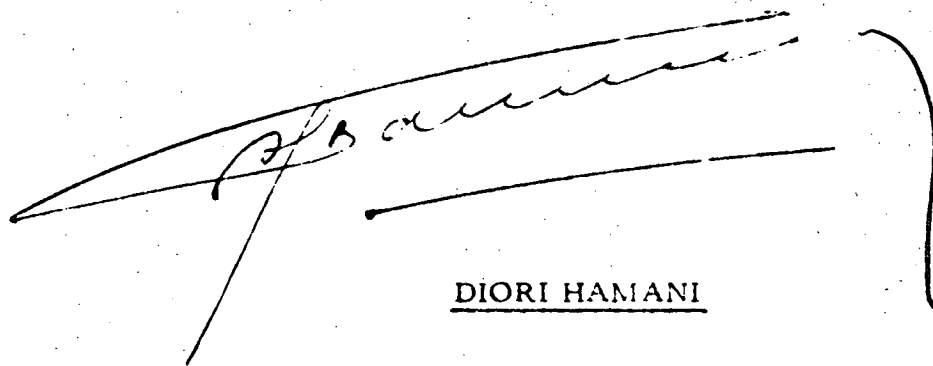
Je vous serais très obligé de bien vouloir, si cette proposition recueille votre agrément, désigner une délégation, si possible de niveau ministériel, habilitée, à l'issue de cette nouvelle réunion, à approuver la constitution de l'Agence et marquer l'adhésion de votre pays.

J'ai demandé au Secrétaire Exécutif Provisoire de vous faire parvenir les projets élaborés par ses soins, qui serviront de base aux travaux de la prochaine Conférence. Il vous adressera également en temps utile, les renseignements nécessaires sur l'organisation de cette Conférence.

Son Excellence
Monsieur Pierre E. TRUDEAU
Premier Ministre du CANADA
O T T A W A

.../...

Je me réjouis d'accueillir prochainement à NIAMEY
les représentants que vous aurez désignés, et, dans cette
attente, je vous prie d'agréer, Monsieur Le Premier Ministre,
les assurances de ma très haute considération./

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Diouri Hamani', is written over a horizontal line. The signature is slanted upwards to the right. Below the signature, there is another horizontal line.

DIORI HAMANI

FEV 12/70

S E DIORI HAMANI

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER

NIAMEY NIGER

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE MESSAGE DU 9 FEVRIER INVITANT
LE GOUVERNEMENT DU CANADA A SE FAIRE REPRESENTER A LA CONFERENCE
DES PAYS ENTIEREMENT OU PARTIELLEMENT DE LANGUE FRANCAISE QUI SE
REUNIRA A NIAMEY DU 16 AU 20 MARS.

J'AI LE PLAISIR DE VOUS FAIRE SAVOIR QUE MON GOUVERNEMENT
ACCEPTE VOTRE INVITATION AUX DATES QUE VOUS PROPOSEZ ET QU'IL
COMPTE ETRE REPRESENTE A CETTE CONFERENCE PAR UNE DELEGATION AU
NIVEAU MINISTERIEL MUNIE DES PLEINS POUVOIRS.

TRES HAUTE CONSIDERATION.

PIERRE-ELLIOTT TRUDEAU

C O P I E

le 20 février 1970

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 17 février, Son Excellence Monsieur Diiori Hamani, Président de la République du Niger, a récemment invité le Premier ministre à désigner une délégation de niveau ministériel, muni des pouvoirs nécessaires, afin de représenter votre pays à la deuxième conférence des pays entièrement ou partiellement de langue française qui se tiendra à Niamey du 16 au 20 mars 1970. Celle-ci sera consacrée à l'examen et l'adoption des textes constitutifs et du programme d'activité de l'Agence de Coopération culturelle et technique dont la création avait été recommandée l'année dernière par la résolution finale de Niamey.

Jé suis chargé de vous communiquer tous renseignements utiles concernant l'organisation de cette conférence et la participation de votre pays. Je vous ai écrit le 3 février dernier pour vous transmettre les documents dont l'examen sera à l'ordre du jour de cette conférence. L'organisation des travaux de la conférence prévoit que la séance d'ouverture aura lieu le lundi 16 en matinée. Dès l'après-midi du même jour, la conférence poursuivra ses travaux en commissions. Celles-ci seront au nombre de trois: La Commission Vocation de l'Agence, qui en étudiera le domaine d'action et les quatre synthèses des travaux des groupes d'experts. La Commission juridique, qui se verra confier l'étude des statuts et des textes qui s'y rapportent, la Commission financière, à laquelle seront soumis le budget et le programme. Les commissions se réuniront du lundi après-midi au mercredi après-midi. Leurs rapports seront soumis à l'Assemblée plénière le jeudi 19 et, au besoin, le vendredi 20 mars. Comme toutes les délégations seront représentées au sein de ces trois commissions, il apparaît hautement souhaitable que chaque délégation comporte au moins trois membres et de préférence quatre. Chaque gouvernement aura ainsi l'assurance de faire savoir pleinement ses vues dans les diverses commissions et d'apporter sa pleine contribution au déroulement des travaux de la conférence et à l'orientation de la nouvelle organisation internationale.

J'ai le plaisir de vous faire savoir que, pendant leur séjour à Niamey, les membres de votre délégation seront les hôtes du gouvernement du Niger. J'apprécierais donc d'être informé par télégramme du nombre et de la qualité des représentants de votre pays qui participeront à la conférence pour que je puisse prévoir leur hébergement à Niamey dans les meilleures conditions. En outre, par suite des dispositions qui ont été prises avec les compagnies aériennes intéressées, des conditions avantageuses de transport pourront être faites aux membres de votre délégation à la condition que leurs demandes de titres de transport soient acheminées par l'entremise du secrétariat

L'honorable Michell Sharp
Ministre des Affaires extérieures

exécutif provisoire. Vos services trouveront en annexe tous les renseignements utiles à ce sujet. Je vous serais reconnaissant de me faire connaître avant le 1er mars les dates d'arrivée et de retour qui conviendraient aux membres de votre délégation pour me permettre de faire les réservations nécessaires.

Je souhaite que ces dispositions vous agréent et facilitent la participation active de la délégation de votre pays à tous les travaux de la conférence. Je reste à votre disposition pour vous transmettre tous les renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître nécessaires.

Veillez agréer, je vous prie, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Jean-Marc Léger,
Secrétaire exécutif provisoire

ANNEXE

MONTREAL PARIS VOLS QUOTIDIENS - AC 870 19H40 08H20

PRIX AR : F 4 170,00 FF - Y 2 436,00 FF

PARIS NIAMEY 13/3/70 VOL UT 1835 20H15 02H40 LE 14/3

- - 15/3/70 VOL SUPPLEMENTAIRE

PRIX AR : F 2 794,00 FF - Y 1 722,00 FF (DEDUCTION FAITE D'UNE
REMISE SPECIALE POUR CONGRES DE 35 POURCENT)

NIAMEY PARIS 21/3/70 VOL UT 1838 00H45 07H00

- - - VOL SUPPLEMENTAIRE

PARIS MONTREAL VOLS QUOTIDIENS

AF 031 11H30 13H05

AC 871 14H05 15H40

Le 12 / 06 / 1970

Monsieur le Premier ministre,

L'invitation du Président Diouri Hamani du Niger à la Conférence constitutive de l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones vient de nous parvenir. La Conférence est prévue pour le 16 mars prochain. Je joins à cette lettre copie de cette invitation. Le Président a aussi fait distribuer aux futurs pays membres la documentation (de plusieurs centaines de pages) préparée pour cette Conférence par le Secrétariat provisoire de l'Agence sous la direction de M. Jean-Marc Léger. Nous avons reçu cette documentation la semaine dernière et nous vous l'avons immédiatement transmise.

Il ne nous reste donc que quelques semaines pour étudier ces textes, engager la consultation entre nous, avec les autres provinces et les pays francophones et définir nos positions, surtout sur les questions politiques et financières que soulèvent ces textes. De plus, comme l'appui et la

.../2

L'Honorable Jean-Jacques Bertrand
Premier ministre de la Province de Québec
Hôtel du Gouvernement
Québec (Québec)

contribution du Canada à l'Agence seront sans doute un facteur important de son succès, il nous incombe de ne pas donner à nos amis francophones l'impression qu'il y a là matière à controverse au Canada, ce qui pourrait porter préjudice à l'établissement de l'Agence. Il me semble donc urgent que nous nous entendions sur les arrangements relatifs au rôle du gouvernement québécois dans la participation canadienne à l'Agence.

Depuis le début du mois de janvier nos fonctionnaires ont discuté de cette question. De plus, j'ai eu l'occasion de prendre connaissance des déclarations que vous faisiez à la presse le 28 janvier dans lesquelles vous décriviez l'attitude de votre gouvernement à l'égard de la participation canadienne à l'Agence de coopération culturelle et technique. Vos préoccupations à ce sujet me semblent correspondre à celles du gouvernement canadien, c'est-à-dire assurer un rôle important au gouvernement québécois, tout en respectant l'unité du pays et les responsabilités du gouvernement canadien sur le plan international. Comme la Conférence se tiendra au niveau des pays et qu'il est prévu que l'Agence sera établie à ce même niveau, conformément à la résolution finale de la Conférence de Niamey et aux textes préparés par le Secrétariat provisoire, il s'agit donc pour nous de définir ensemble les modalités qui permettront aux représentants du gouvernement québécois de jouer un rôle majeur au sein de la délégation canadienne tant à la Conférence que dans l'Agence.

Je me permets de vous communiquer ci-joint un sommaire d'arrangements à cet effet. Ces propositions représentent selon nous la conclusion à laquelle on pourrait en venir suite aux discussions de nos fonctionnaires. Elles visent à assurer que les représentants du gouvernement québécois participent, au

.../3

sein de la délégation canadienne, aux négociations qui présideront à l'établissement de l'Agence, et qu'ils prendront part par la suite aux activités des organes majeurs de l'Agence. Ces arrangements cherchent à donner expression à l'importance et à l'intérêt du gouvernement québécois en la matière, tout en reflétant en même temps l'ampleur de la contribution qu'entend faire le Canada à la francophonie.

Je crois que ces propositions satisfont les intérêts de nos deux gouvernements et j'espère qu'elles emporteront votre assentiment.

Veillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

Signed by
The Prime Minister

NIAMEY, le 9 février 1970

S.E. M. Pierre E. Trudeau,
Premier Ministre,
Ottawa, Canada

Conformément aux décisions prises à la Conférence des pays entièrement ou partiellement de langue française réunie à Niamey du 17 au 20 février 1969, je me propose d'inviter celle-ci à reprendre ses travaux à Niamey du 16 au 20 mars prochain. Cette deuxième session serait consacrée à l'examen et l'adoption des textes constitutifs et du programme d'activité de l'Agence de coopération culturelle et technique dont la création avait été recommandée l'année dernière. Il serait donc hautement souhaitable que votre gouvernement puisse s'y faire représenter par une délégation au niveau ministériel munie de pouvoirs nécessaires. Le Secrétariat exécutif provisoire vous a adressé directement les projets élaborés par ses soins qui serviront de bases aux discussions et vous communiquera tous renseignements utiles sur l'organisation de cette nouvelle réunion. Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me faire connaître si la date prévue recueille votre agrément.

Très haute considération,

Diori Hamani,
Président de la République du Niger,
NIAMEY.

I. Sommaire des arrangements ad hoc pour la deuxième
Conférence des pays francophones

- A - Un ministre du gouvernement québécois agira comme Vice-Président de la délégation canadienne. La délégation canadienne comprendra des membres de l'administration fédérale, des délégués québécois et des délégués en provenance d'autres provinces;
- B - La délégation se réunira en temps utile, avant son départ, pour coordonner la participation canadienne à la Conférence;
- C - La délégation canadienne s'exprimera par la voix de son Président ou, à défaut, de son Vice-Président. Le ministre du gouvernement québécois pourra parler sur toute matière de la compétence constitutionnelle du gouvernement québécois. Les délégués en provenance des autres provinces pourront faire de même. Il y aura consultation préalable sur les points de vue à mettre de l'avant à la Conférence;
- D - Dans le cas d'un vote éventuel à la Conférence, la délégation canadienne n'aura qu'un seul vote. Si les membres de la délégation ne s'entendaient pas, le Canada votera selon les instructions du gouvernement canadien à la lumière de la politique étrangère du Canada. Il demeure entendu qu'un tel vote n'engagera pas en soi un gouvernement provincial à mettre en application des mesures en un domaine de sa compétence constitutionnelle;
- E - Au moment de la signature de la convention créant l'Agence, sous la signature du Président de la délégation et à la place réservée au Canada, pourront apparaître immédiatement la signature du Vice-Président ainsi que celles d'un délégué en provenance de chacune des autres provinces et de tout autre délégué qui pourrait être désigné à cet

effet. Ces signatures seront apposées au nom du Canada sur la base de pleins pouvoirs émanant du gouvernement canadien. On s'en tiendra pour ces signatures à la formule suivante: "Gérard Pelletier, Secrétaire d'Etat du Canada"; "Marcel Masse, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec";

F - La présence du Québec pourra être identifiée comme suit, à la lumière des usages locaux. Il en sera de même des autres provinces.

1. Lors de la séance solennelle d'ouverture, de même qu'à la séance de clôture, le Président de la séance, ou les autres orateurs, pourront identifier le Québec au sein de la délégation canadienne par une mention appropriée.
2. La voiture des délégués québécois portera une plaque avec la double mention Canada et Québec, et des fanions consistant en des drapeaux miniatures du Canada et du Québec.
3. Le drapeau du Québec pourra flotter sur l'hôtel où logera le ministre québécois.
4. A la salle de conférence ou a l'extérieur de cette salle, si l'on fait flotter les divers drapeaux, celui du Québec sera déployé pourvu qu'il le soit en association avec celui du Canada, la préséance étant donnée à celui-ci.
5. Dans la salle de conférence, la délégation canadienne sera identifiée par une plaque se lisant Canada. Une plaque placée derrière la plaque Canada identifiera le Québec au sein de la délégation, comme suit: Canada-Québec. Les lettres indiquant le nom du Québec seront de dimension comparable à celles indiquant le nom du Canada.

G - La liste officielle de la délégation canadienne sera présentée à la Conférence selon le format suivant:

(Les noms des membres de la délégation à la première Conférence de Niamey sont cités à titre d'exemple)

Délégation du Canada

Président et chef de la délégation: M.Gérard Pelletier,
Secrétaire d'Etat du
Canada

Vice-Président et suppléant: M. Marcel Masse,
ministre des Affaires
intergouvernementales
du Québec

Délégués: M. Jean-Pierre Goyer,
Secrétaire parlementaire
du Secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures du
Canada

Québec: M. Guy Frégault, Commissaire
général de la Coopération

M. Arthur Tremblay, sous-
ministre de l'Education

Nouveau-Brunswick: M. Armand Saintonge, sous-
ministre de l'Education

M. Euclide Daigle, Secrétaire
administratif, Société na-
tionale des Acadiens

Ontario: M. Jean-Marc Tessier,
Surintendant adjoint aux
programmes, ministère de
l'Education

Manitoba:

Conseillers:

M. Julien Aubert, Directeur de la Coopération au ministère de l'Éducation du Québec

M. Henri Gaudefroy, Directeur général de la liaison et de l'éducation à l'Agence canadienne de développement international

M. Michel de Goumois, Conseiller de l'Ambassade du Canada au Niger

M. Charles Lussier, sous-secrétaire adjoint du Canada

M. A. Ouellette, Chef de Cabinet du Secrétaire d'État

M. François Reny, Secrétaire privé du ministre d'État à la fonction publique du Québec

M. Paul Tardif, ministre des Affaires extérieures

M. Maxwell Yalden, Directeur du Cabinet du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures

II. Arrangements relatifs au rôle du gouvernement québécois dans la participation canadienne à l'Agence

A -- Conférences générales

La composition de la délégation canadienne à ces conférences reflétera l'importance du rôle du gouvernement québécois dans la participation canadienne à l'Agence. Ceci s'appliquera à la fonction et au nombre des représentants du gouvernement québécois au sein de la délégation.

Un membre du gouvernement québécois sera normalement Vice-Président de la délégation. On pourra s'entendre sur la présidence d'un ministre du gouvernement québécois, selon les circonstances et la nature des intérêts en cause à chaque conférence.

Pour que la délégation comprenne un nombre satisfaisant de représentants québécois et autres, on proposera que le nombre de délégués par pays ne soit pas limité à cinq. Cependant, les frais de délégués supplémentaires pourraient ne pas être à la charge de l'Agence.

La délégation s'entendra pour assurer une répartition efficace des représentants québécois et autres dans les commissions et comités à la lumière de règlements de la conférence, des intérêts en cause et du nombre de délégués disponibles.

Les arrangements ad hoc prévus pour la Conférence constitutive s'appliqueront aux conférences générales en ce qui concerne les réunions de la délégation avant les conférences, l'expression des points de vue fédéraux et provinciaux, le vote, l'identification du Québec et la liste de la délégation. Si des modifications étaient requises par les circonstances, les autorités fédérales et provinciales intéressées verraient à s'entendre à ce sujet.

B - Conseil exécutif

Le Québec occupera normalement le poste de représentant suppléant au Conseil exécutif, ce qui lui assurera l'un des deux postes dont dispose le Canada au Conseil d'après les statuts de l'Agence.

C - Secrétariat général

A la lumière d'une distribution géographique équitable des postes de Secrétaire général et de secrétaires généraux adjoints, il serait souhaitable qu'un Canadien occupe l'un de ces trois postes.

D - Finances

La contribution canadienne aux frais de l'Agence sera présentée de la façon suivante dans les rapports de l'Agence: "Contribution du Canada: \$_____, dont le gouvernement central a contribué \$_____, le Québec \$_____, l'Ontario \$_____, etc....."

Tout en notant que les contributions nationales seront versées globalement au budget général de l'Agence, le Québec entend computer sa participation à la contribution du Canada sur les bases suivantes:

- (A) Frais d'opération du Secrétariat: - participation du Québec jusqu'à concurrence d'un montant égal à celui que contribuera le gouvernement fédéral;
- (B) Programmes d'action de l'Agence: - la contribution canadienne au coût des programmes de l'Agence sera en principe fournie par le gouvernement fédéral, mais le Québec pourrait accroître sa participation à la contribution canadienne selon l'intérêt qu'il portera à ces programmes.

Les autres provinces peuvent évidemment participer à la contribution si elles le souhaitent.

ACTION COPY

QUE JAN27/70

URGENT URGENT

MONSIEUR ANDRE BISSONNETTE
SOUS-SECRETAIRE DETAT ADJOINT
MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES
GOUVERNEMENT DU CANADA

EN PREVISION DE NOTRE RENCONTRE DE DEMAIN A 11:00 HRS., VOICI
TEXTE DE NOTRE CONTRE-PROPOSITION. JE L AI DIVISEE EN DEUX: 1-
ARRANGEMENTS POUR CONFERENCE DE NIAMEY ET 2- AIDE-MEMOIRE SUR
L'AGENCE DE COOPERATION.

LA PRESENTE PROPOSITION FAIT SUITE A CELLE QUE VOUS M AVEZ
FAIT PARVENIR LA SEMAINE DERNIERE

JE VOUS L ENVOIE AUJOURDHUI POUR QUE VOUS AYEZ L OCCASION DE
L ETUDIER AVANT NOTRE REUNION X DEMAIN J EN AURAI DES COPIES
DACTYLOGRAPHIEES

CLAUDE MORIN SOUS-MINISTRES DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
DU QUEBEC

TEXTE DE LA PROPOSITION:

1 - COMMAIRE DES ARRANGEMENTS AD HOC CONCERNANT LA DEUXIEME
CONFERENCE DES PAYS FRANCOPHONES NIAMEY MARS 1970.

28.1.11.0

1. LE QUEBEC DELEGUERA A LA CONFERENCE DE NIAMEY UN MINISTRE QUI AGIRA COMME CO-PRESIDENT DE LA DELEGATION CANADIENNE.

CELLE-CI COMPRENDRA, EN OUTRE DES DELEGUES DU QUEBEC, DES DELEGUES FEDERAUX, DES DELEGUES DES AUTRES PROVINCES SI L'EN EST, ET DES CONSEILLERS EN AFFAIRES ETRANGERES DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

2. UNE REUNION DES PARTICIPANTS AURA LIEU AVANT LE DEPART POUR NIAMEY
3. LE MINISTRE QUEBECOIS PARLERA AU NOM DU QUEBEC SUR TOUTE MATIERE DU DOMAINE DE LA COMPETENCE CONSTITUTIONNELLE DU QUEBEC. LES DELEGUES DES AUTRES PROVINCES PARLERONT DE MEME. LA DELEGATION CANADIENNE S'EXPRIMERA PAR LA VOIX DE L'UN DE SES CO-PRESIDENTS.
4. LA PRESENCE DU QUEBEC POURRA ETRE IDENTIFIEE DE LA FACON SUIVANTE:
 - LORS DE LA SEANCE SOLENNELLE DOUVERTURE, DE MEME QUA LA SEANCE DE CLOTURE, LE PRESIDENT DE LA SEANCE, OU LES AUTRES ORATEURS, POURRONT IDENTIFIER LE QUEBEC AU SEIN DE LA DELEGATION CANADIENNE PAR UNE MENTION APPROPRIEE,
 - LA VOITURE DES DELEGUES QUEBECOIS PORTERA UNE PLAQUE AVEC LA DOUBLE MENTION CANADA ET QUEBEC, ET DES FANIONS CONSISTANT EN DES DRAPEAUX MINIATURES DU CANADA ET DU QUEBEC,

7 - LE DRAPEAU DU QUEBEC POURRA FLOTTER SUR L'HOTEL OU LOGERA LE
MINISTRE QUEBECOIS,

- A LA SALLE DE CONFERENCE OU A L'EXTERIEUR DE CETTE SALLE, SI
LON FAIT FLOTTER LES DIVERS DRAPEAUX, CELUI DU QUEBEC SERA
DEPLOYE POURVU QU'IL LE SOIT EN ASSOCIATION AVEC CELUI DU
CANADA, LA PRESEANCE ETANT DONNEE A CELUI-CI.

5. DANS LE CAS D'UN VOTE EVENTUEL A LA CONFERENCE, LA DELEGA-
TION CANADIENNE N'AURAIT QU'UN SEUL VOTE. SI LES MEMBRES DE
LA DELEGATION NE SENTENDAIENT PAS, LE CANADA S'ABSTIENDRAIT.

6. DANS LA SALLE DE CONFERENCE, LA DELEGATION CANADIENNE SERA
IDENTIFIEE PAR UNE PLAQUE SE LISANT CANADA. DES PLAQUES
PLACEES DERRIERE LA PLAQUE CANADA IDENTIFIERONT LES
PROVINCES REPRESENTEES AU SEIN DE LA DELEGATION COMME SUIT:
CANADA-QUEBEC; CANADA-NOUVEAU-BRUNSWICK; ETC. LES
LETTRES INDIQUANT LES NOMS DES PROVINCES SERONT DE DIMEN-
SION COMPARABLE A CELLES INDIQUANT LE NOM DU CANADA

7. LA LISTE OFFICIELLE DE LA DELEGATION CANADIENNE SERA
PRESENTEE A LA CONFERENCE SELON LE FORMAT SUIVANT:

DELEGATION DU CANADA

GOUVERNEMENT FEDERAL:

HONORABLE

CO-PRESIDENT

.....

.....

GOUVERNEMENT DU QUEBEC:

HONORABLE

CO-PRESIDENT

.....

.....

GOUVERNEMENT DU

NOUVEAU-BRUNSWICK:

.....

.....

GOUVERNEMENT DE

ONTARIO:

.....

.....

CONSEILLERS DE L'ADMINISTRATION FEDERALE:

.....

.....

II - AIDE MEMOIRE SUR L'AGENCE DE COOPERATION
CULTURELLE ET TECHNIQUE

LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC SERAIT DISPOSE A COLLABORER AVEC
LE GOUVERNEMENT DU CANADA, POUR LES FINS DE L'AGENCE DE
COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE, AUX CONDITIONS SUIVANTES:

1) ADHESION A L'AGENCE ET SIGNATURE DE LA CONVENTION

AU MOMENT DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION CREANT L'AGENCE,
SOUS LA SIGNATURE DU REPRESENTANT DU CANADA ET A LA PLACE RESERVEE
AU CANADA, APPARAITRONT IMMEDIATEMENT LA SIGNATURE DU MINISTRE
DELEGUE DU QUEBEC, AINSI QUE CELLES DES DELEGUES DES AUTRES
PROVINCES DUMENT IDENTIFIES.

2) CONFERENCE GENERALE

LA DELEGATION CANADIENNE AUPRES DE LA CONFERENCE GENERALE
DE L'AGENCE NE COMPENDRA PAS PLUS DE CINQ DELEGUES, DONT
DEUX DELEGUES DU QUEBEC. LES TROIS AUTRES MEMBRES DE LA
DELEGATION CANADIENNE REPRESENTERONT LE GOUVERNEMENT FEDERAL
ET LES GOUVERNEMENTS DES AUTRES PROVINCES ADHERENTES. LE
NOMBRE DES CONSEILLERS SERA DETERMINE DUN COMMUN ACCORD.

LE MINISTRE QUEBECOIS AGIRA COMME CO-PRESIDENT DE LA
DELEGATION CANADIENNE.

LE MINISTRE QUEBECOIS PARLERA AU NOM DU QUEBEC SUR TOUTE MATIERE DE LA COMPETENCE CONSTITUTIONNELLE DU QUEBEC. LES DELEGUES DES AUTRES PROVINCES PARLERONT DE MEME. LA DELEGATION CANADIENNE S'EXPRIMERA PAR LA VOI DE LUN DE SES CO-PRESIDENTS. LES POSITIONS EXPRIMEES A L'AVANCE ENTRE LES GOUVERNEMENTS INTERESSES.

DANS LE CAS D'UN VOTE EVENTUEL A LA CONFERENCE, LA DELEGATION CANADIENNE N'AURAIT QU'UN SEUL VOTE. SI LES MEMBRES DE LA DELEGATION NE SENTENDAIENT PAS, LE CANADA S'ABSTIENDRAIT.

SIL Y A DECISION FORMELLE IMPLIQUANT LA SIGNATURE D'UN DOCUMENT OFFICIEL QUELCONQU, SOUS LA SIGNATURE DU REPRESENTANT DU CANADA ET A LA PLACE RESERVEE AU CANADA, APPARAITRONT IMMEDIATEMENT LA SIGNATURE DU MINISTRE DELEGUE DU QUEBEC, AINSI QUE CELLES DES DELEGUES DES AUTRES PROVINCES DUMENT IDENTIFIEES.

LA PRESENCE DU QUEBEC SERA IDENTIFIEE DE LA FACON HABITUELLEMENT UTILISEE DANS DES CAS SIMILAIRES SUIVANT LES USAGES ETABLIS ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC

3) CONSEIL EXECUTIF

LE REPRESENTANT CANADIEN AUPRES DU O CONSEIL EXECUTIF SERA ALTERNATIVEMENT DESIGNE PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL ET CELUI DU QUEBEC, EN ACCORD LUN AVEC LAUTRE. LE NOMBRE DE CONSEILLERS SERA DETERMINE DUN COMMUN ACCORD.

4) SECRETARIAT GENERAL

LA DELEGATION CANADIENNE SEFFORCERA DE FAIRE NOMMER UN QUEBECOIS AU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL DE L'AGENCE OU, A DEFAUT, A LUN DES POSTES DE SECRETAIRES GENERAUX ADJOINTS.

5) COMITES

LE QUEBEC PARTICIPERA AUX COMITES DANS LA MESURE OU CEUX-CI TRAITERONT DE QUESTIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE CONSTITUTIONNELLE DU QUEBEC.

6) PARTICIPATION FINANCIERE

LE QUEBEC CONTRIBUERA AUX FRAIS D'OPERATION DU SECRETARIAT GENERAL JUSQU'A CONCURRENCE D'UN MONTANT EGAL A CELUI QUI CONTRIBUERA LE GOUVERNEMENT DU CANADA. LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX COUTS DES PROGRAMMES D'ACTION DE L'AGENCE SERA EN PRINCIPE FOURNIEE PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA. CEPENDANT, EN ACCORD AVEC LE GOUVERNEMENT DU CANADA, LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC POURRA CONTRIBUER DIRECTEMENT AU COUT DE CERTAINS PROGRAMMES PARTICULIERS REETANT POUR LUI UN INTERET SPECIAL. LES GOUVERNEMENTS DES AUTRES PROVINCES POURRONT AGIR DE MEME.

LES FRAIS DE TRANSPORT ET DE SEJOUR DES MEMBRES DES DELEGATIONS COMPOSANT LA DELEGATION CANADIENNE SERONT ASSUMES PAR LEURS GOUVERNEMENTS RESPECTIFS.

7) MODIFICATIONS AUX TEXTES JURIDIQUES

CERTAINS CHANGEMENTS SERONT APPORTES AUX TEXTES JURIDIQUES A ETRE TRANSMIS AUX GOUVERNEMENTS INTERESSES PAR LA CREATION DE L'AGENCE. CES CHN CHANGEMENTS VISENT A UNE PLUS GRANDE SIMPLICITE DANS LA FORMULATION DES TEXTES ET A UNE PLUS GRANDE SOUPLESSE DANS LE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE.

A) A LA PAGE 10, SOUS LE SIGNE COMPOSITION; REMPLACER LE TEXTE ACTUEL PAR LE SUIVANT:

• TOUT GOUVERNEMENT QUI A PARTICIPE A LA PREMIERE CONFERENCE DES PAYS FRANCOPHONES TENUE A NIAMEY EN FEVRIER 196,9, TOUT PAYS DONT LE FRANCAIS EST LA LANGUE OFFICIELLE OU LUNE DES LANGUES OFFICIELLES, OU TOUT PAYS QUI FIIT UN USAGE HABITUEL ET COURANT DE LA LANGUE FRANCAISE PEUT ACQUERIR LA QUALITE DE MEMBRE DE L'AGENCE EN DEVENANT PARTIE A CETTE CONVENTION CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE XX ET A SA PROCEDURE CONSTITUTIONNELLE. •

B) MODIFIER L'ARTICLE XX CONFORMEMENT A CE QUI PRECEDE.

C) INVERSER L'ARTICLE IV ET L'ARTICLE V.

D) REMPLACER LE 1ER PARAGRAPHE DU PREAMBULE (P. 5) PAR LES MOTS SUIVANTS:

LES PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION, •

E) AILLEURS DANS LE TEXTE, EXCEPTE AU DERNIER PARAGRAPHE DE LA PAGE 10 ET AU PREMIER PARAGRAPHE DE LA PAGE 11 AINSI QU'AUX PARAGRAPHERS 14.1, 14.2, 14.7 ET 14.8 DES PAGES 49 ET 50 OU LE MOT PAYS SERA REMPLACE PAR LE MOT GOUVERNEMENT; PARTOUT OU SE PRESENTENT LES EXPRESSIONS ETAT; ETAT-MEMBRE; PAYS; PAYS-MEMBRE; PAYS-ADHERENT; LES REMPLACER PAR LES MOTS MEMBRE OU ADHERENT SELON LE CAS. A LA PAGE 45, A LA PREMIERE LIGNE, ENLEVER LES MOTS DES PAYS MEMBRES: CES CORRECTIONS NE S'APPLIQUENT CEPENDANT PAS AU PARAGRAPHE 4.3 DE LA PAGE 39.

PAR AILLEURS LE QUEBEC EST DISPOSE A ETUDIER AVEC LE
GOUVERNEMENT DU CANADA, LA POSSIBILITE D APPORTER D AUTRES
CHANGEMENTS EN CE QUI CONCERNE LA STRUCTURE ET LE MODE
DE FONCTIONNEMENT DE L AGENCE, AINSI QU EN CE QUI CONCERNE
L ETENDUE DE SES ATTRIBUTIONS ET LA PORTEE DE SES PROGRAMMES

LE 27 A JANVIER 1970.

FIN

FM/DE	AFFAIRES EXTERIEURES	DATE	FILE/DOSSIER	SECURITY SECURITE
		16.1.70		
TO/A	M. CLAUDE MORIN SOUS-MINISTRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES QUEBEC	NO	PRECEDENCE	
			URGENT	
INFO				

REF

SUB/SUJ

TU M'AS FAIT TENIR PAR TELEX DU 8 JANVIER UN TEXTE SUR L'AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE. JE TE COMMUNIQUE CI-DESSOUS DES COMMENTAIRES SOUS FORME DE REVISION DE TON TEXTE. TU REMARQUERAS QUE J'AI SEPRE DANS MON TEXTE LES ARRANGEMENTS SE RAPPORTANT A LA CONFERENCE CONSTITUTIVE PROCHAINE ET LES ARRANGEMENTS RELATIFS A LA PARTICIPATION CANADIENNE A L'AGENCE. ANDRE BISSONNETTE.

DEBUT TEXTE:

I. SOMMAIRE DES ARRANGEMENTS AD HOC POUR LA DEUXIEME CONFERENCE DES PAYS FRANCOPHONES

- UN MINISTRE QUEBECOIS AGIRA COMME PRESIDENT SUPPLEANT DE LA DELEGATION CANADIENNE, LA PRESIDENCE ETANT ASSUREE PAR UN MINISTRE DU GOUVERNEMENT CANADIEN. LA DELEGATION CANADIENNE COMPRENDRA DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION FEDERALE, DES DELEGUES QUEBECOIS ET DES DELEGUES EN PROVENANCE DES AUTRES PROVINCES LE CAS ECHEANT.

...2

DISTRIBUTION
LOCAL/LOCALE

ORIGINATOR/REDACTEUR	DIVISION	TELEPHONE	APPROVED/AUTORISE
SIG.....			SIG..... (P. A. BISSONNETTE).....

2. LA DELEGATION SE REUNIRA EN TEMPS UTILE, AVANT SON DEPART, POUR COORDONNER LA PARTICIPATION CANADIENNE A LA CONFERENCE.
3. LE MINISTRE QUEBECOIS POURRA EXPOSER LES POINTS DE VUE ET LES EXPERIENCES DU QUEBEC SUR TOUTE MATIERE DE LA COMPETENCE CONSTITUTIONNELLE DU QUEBEC. LES DELEGUES DES AUTRES PROVINCES POURRONT FAIRE DE MEME. LA DELEGATION CANADIENNE S'EXPRIMERA NORMALEMENT PAR LA VOIX DE SON PRESIDENT OU, A DEFAUT DE SON PRESIDENT ADJOINT. IL Y AURA CONSULTATION PREALABLE SUR LES POINTS DE VUE A METTRE DE L'AVANT A LA CONFERENCE.
4. DANS LE CAS D'UN VOTE EVENTUEL A LA CONFERENCE, LA DELEGATION CANADIENNE N'AURA QU'UN SEUL VOTE. SI LES MEMBRES DE LA DELEGATION NE S'ENTENDAIENT PAS, LE CANADA VOTERA SELON LES INSTRUCTIONS DU GOUVERNEMENT CANADIEN A LA LUMIERE DE LA POLITIQUE ETRANGERE DU CANADA.
5. LA PRESENCE DU QUEBEC ET DES AUTRES PROVINCES POURRA ETRE IDENTIFIEE DE LA FACON SUIVANTE, A LA LUMIERE DES USAGES LOCAUX:
 - LORS DE LA SEANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE, DE MEME QU'A LA SEANCE DE CLOTURE, LE PRESIDENT DE LA SEANCE, OU LES AUTRES ORATEURS, POURRONT IDENTIFIER LE QUEBEC AU SEIN DE LA DELEGATION CANADIENNE PAR UNE MENTION APPROPRIEE.

...3

- LA VOITURE DES DELEGUES QUEBECOIS PORTERA UNE PLAQUE AVEC LA DOUBLE MENTION CANADA ET QUEBEC, ET DES FANIONS CONSISTANT EN DES DRAPEAUX MINIATURES DU CANADA ET DU QUEBEC.

- LE DRAPEAU DU QUEBEC POURRA FLOTTER SUR L'HOTEL OU LOGERA LE MINISTRE QUEBECOIS.

- A LA SALLE DE CONFERENCE OU A L'EXTERIEUR DE CETTE SALLE, SI L'ON FAIT FLOTTER LES DIVERS DRAPEAUX, CELUI DU QUEBEC SERA DEPLOYE POURVU QU'IL LE SOIT EN ASSOCIATION AVEC CELUI DU CANADA, LA PRESEANCE ETANT DONNEE A CELUI-CI.

- DANS LA SALLE DE CONFERENCE, LA DELEGATION CANADIENNE SERA IDENTIFIEE PAR UNE PLAQUE SE LISANT CANADA. DES PLAQUES PLACEES DERRIERE LA PLAQUE CANADA IDENTIFIERONT LES PROVINCES REPRESENTEES AU SEIN DE LA DELEGATION COMME SUIV: CANADA-QUEBEC, CANADA-NOUVEAU-BRUNSWICK, ETC. LES LETTRES INDIQUANT LES NOMS DES PROVINCES SERONT DE DIMENSION COMPARABLE A CELLES INDIQUANT LE NOM DU CANADA.

6. LA LISTE OFFICIELLE DE LA DELEGATION CANADIENNE SERA PRESENTEE A LA CONFERENCE SELON LE FORMAT SUIVANT:

DELEGATION DU CANADA

PRESIDENT:

PRESIDENT SUPPLEANT:

DELEGUES:

...4

QUEBEC : _____

NOUVEAU-BRUNSWICK : _____

ONTARIO : _____

MANITOBA : _____

CONSEILLERS :

7. LE CANADA PROPOSERA QUE LES DELEGATIONS A LA CONFERENCE CONSTITUTIVE ET AUX CONFERENCES GENERALES DE L'AGENCE NE SOIENT PAS LIMITEES A CINQ DELEGUES. CEPENDANT, LE CANADA ACCEPTERAIT QUE LES FRAIS DE DELEGUES SUPPLEMENTAIRES SOIENT A LA CHARGE DU MEMBRE, ET NON DE L'AGENCE.
8. AU MOMENT DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION CREANT L'AGENCE, SOUS LA SIGNATURE DU PRESIDENT DE LA DELEGATION ET A LA PLACE RESERVEE AU CANADA, POURRONT APPARAITRE IMMEDIATEMENT LA SIGNATURE DU PRESIDENT SUPPLEANT AINSI QUE CELLES D'UN DELEGUE EN PROVENANCE DE CHACUNE DES AUTRES PROVINCES ET DE TOUT AUTRE DELEGUE QUI POURRAIT ETRE DESIGNE A CET EFFET. CES SIGNATURES SERONT APPOSEES AU NOM DU CANADA SUR LA BASE DE PLEINS POUVOIRS EMANANT DU GOUVERNEMENT CANADIEN.

II. ARRANGEMENTS RELATIFS A LA PARTICIPATION CANADIENNE A L'AGENCE

1. CONFERENCES GENERALES - LA COMPOSITION DE LA DELEGATION CANADIENNE A CES CONFERENCES REFLETERA L'IMPORTANCE DU ROLE DU QUEBEC DANS LA PARTICIPATION CANADIENNE A L'AGENCE. CECI S'APPLIQUERA D'UNE PART AU NOMBRE DES DELEGUES ET CONSEILLERS QUEBECOIS AU SEIN DE LA DELEGATION. D'AUTRE PART, IL SERAIT NORMAL QU'UN MINISTRE QUEBECOIS SOIT PRESIDENT SUPPLEANT DE LA

DELEGATION, SANS POUR AUTANT EXCLURE LA PRESIDENCE EVENTUELLE D'UN MINISTRE QUEBECOIS, SELON LES CIRCONSTANCES ET LA NATURE DES INTERETS CANADIENS EN CAUSE A CHAQUE CONFERENCE.

IL S'ENSUIT QU'UN ACCORD INTERVIENDRAIT AU SEIN DE LA DELEGATION POUR ASSURER UNE PRESENCE ADEQUATE DES DELEGUES QUEBECOIS ET AUTRES AU SEIN DES COMMISSIONS ET COMITES DES CONFERENCES GENERALES. EN PRINCIPE, ET A MOINS QUE LES GOUVERNEMENTS INTERESSES AU CANADA NE DECIDENT D'Y APPORTER DES MODIFICATIONS REQUISES PAR LES CIRCONSTANCES, LES ARRANGEMENTS AD HOC PREVUS POUR LA PROCHAINE POURRAIENT S'APPLIQUER AUX CONFERENCES GENERALES EN CE QUI CONCERNE L'IDENTIFICATION DES PROVINCES, LE VOTE ET L'EXPRESSION DES POINTS DE VUE CANADIENS ET PROVINCIAUX.

2. CONSEIL EXECUTIF - EN ASSURANT LA REPRESENTATION CANADIENNE AU CONSEIL EXECUTIF, LE GOUVERNEMENT DU CANADA TIENDRA COMPTE DE L'IMPORTANCE DU ROLE DU QUEBEC DANS LA PARTICIPATION CANADIENNE A L'AGENCE. UN MINISTRE OU UN FONCTIONNAIRE QUEBECOIS SERAIT DONC NORMALEMENT NOMME COMME REPRESENTANT SUPPLEANT AU CONSEIL EXECUTIF. CECI N'EXCLUT PAS L'ACCESSION EVENTUELLE D'UN REPRESENTANT D'UNE AUTRE PROVINCE A CE POSTE.

...6

3. SECRETARIAT GENERAL - A LA LUMIERE D'UNE DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE EQUITABLE DES POSTES DE SECRETAIRE GENERAL ET DE SECRETAIRES GENERAUX ADJOINTS, IL SERAIT SOUHAITABLE QU'UN CANADIEN OCCUPE PLUS OU MOINS EN PERMANENCE L'UN DE CES TROIS POSTES.
4. FINANCES - LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX FRAIS DE L'AGENCE SERA PRESENTEE DE LA FACON SUIVANTE DANS LES RAPPORTS DE L'AGENCE: "CONTRIBUTION DU CANADA: \$ _____, DONT LE GOUVERNEMENT CENTRAL A CONTRIBUE \$ _____, LE QUEBEC \$ _____, L'ONTARIO \$ _____, ETC. ..."

LE QUEBEC PREVOIT QUE SA QUOTE-PARTE DE LA CONTRIBUTION CANADIENNE SERA D'ENVIRON CINQ POURCENT. LE QUEBEC POURRAIT AUGMENTER SA QUOTE-PART JUSQU'A CONCURRENCE D'UN MONTANT EGAL A LA CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT FEDERAL. LES AUTRES PROVINCES PEUVENT EVIDEMMENT PARTICIPER A LA CONTRIBUTION CANADIENNE SI ELLES LE SOUHAITENT.

FIN TEXTE

QUEBEC 8 JANVIER 1970

ANDRE J BISSONNETTE

SOUS-SECRETAIRE D ETAT AUX AFFAIRES EXTERIEURES

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

TOTTAWA

TU TROUVERAS CI-APRES LE TEXTE DONT JE TAI PARLE AU TELEPHONE.

JE TE L ENVOI AUSSI PAR COURRIER

C MORIN

AIDE MEMOIRE SUR LAGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET
TECHNIQUE

LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC SERAIT DISPOSE A COLLABORER AVEC
LE GOUVERNEMENT DU CANADA, POUR LES FINS DE LAGENCE DE COOPE-
RATION CULTURELLE ET TECHNIQUE, AUX CONDITIONS SUIVANTES:

1) ADHESION A LAGENCE ET SIGNATURE DE LA CONVENTION

AU MOMENT DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION CREANT L AGENCE,
SOUS LA SIGNATURE DU REPRESENTANT DU CANADA ET A LA PLACE

...2

RESERVEE AU CANADA, APPARAÎTRONT IMMÉDIATEMENT LA SIGNATURE DU REPRÉSENTANT DU QUÉBEC, AINSI QUE CELLES DES REPRÉSENTANTS DES AUTRES PROVINCES ADHÉRANT À L'AGENCE.

2) CONFÉRENCE GÉNÉRALE

LA DÉLÉGATION CANADIENNE AUPRÈS DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AGENCE NE COMPRENDRÀ PAS PLUS DE CINQ DÉLÉGUÉS. LA DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE FERA PARTIE DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE ET COMPRENDRÀ AU MOINS DEUX MEMBRES SUR CINQ. LES TROIS AUTRES MEMBRES DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE REPRÉSENTERONT LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES GOUVERNEMENTS DES PROVINCES ADHÉRENTES. LE NOMBRE DES CONSEILLERS SERA DÉTERMINÉ D'UN COMMUN ACCORD.

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE AGIRA COMME PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION CANADIENNE. UN AUTRE DÉLÉGUÉ AGIRA COMME VICE-PRÉSIDENT.

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE PARLERA AU NOM DU QUÉBEC SUR TOUTE MATIÈRE DE LA COMPÉTENCE CONSTITUTIONNELLE DU QUÉBEC. LES DÉLÉGUÉS DES AUTRES PROVINCES PARLERONT DE MÊME. LA DÉLÉGATION CANADIENNE S'EXPRIMERA PAR LA VOIX DE SON PRÉSIDENT, OU À DÉFAUT, CELLE DE SON VICE-PRÉSIDENT. LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION

CANADIENNE POURRA EXPRIMER LES VUES DU GOUVERNEMENT FEDERAL, DANS CE CAS, IL LE FERA CONFORMEMENT AUX INDICATIONS QUI LUI SERONT FOURNIES A CET EFFET PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL. LES POSITIONS EXPRIMEES DE PART ET D'AUTRE SERONT CEPENDANT COORDONNEES A L'AVANCE ENTRE LES GOUVERNEMENTS INTERESSES.

DANS LE CAS D'UN VOTE EVENTUEL A LA CONFERENCE, LA DELEGATION CANADIENNE N'AURAIT QU'UN SEUL VOTE. SI LES MEMBRES DE LA DELEGATION NE SENTENDAIENT PAS, LE CANADA S'ABSTIENDRAIT.

SIL Y A DECISION FORMELLE IMPLIQUANT LA SIGNATURE D'UN DOCUMENT OFFICIEL QUELCONQUE, SOUS LA SIGNATURE DU REPRESENTANT DU CANADA ET A LA PLACE RESERVEE AU CANADA, APPARAITRONT IMMEDIATEMENT LA SIGNATURE DU REPRESENTANT DU QUEBEC, AINSI QUE CELLES DES REPRESENTANTS DES AUTRES PROVINCES ADHERANT A L'AGENCE.

LA PRESENCE DU QUEBEC POURRA ETRE IDENTIFIEE DE LA FACON SUIVANTE:

...4

- LORS DE LA SEANCE SOLENNELLE DOUVERTURE, DE MEME QUA LA SEANCE DE CLOTURE, LE PRESIDENT DE LA SEANCE, OU LES AUTRES ORATEURS, POURRONT IDENTIFIER LE QUEBEC AU SEIN DE LA DELEGATION CANADIENNE PAR UNE MENTION APPROPRIEE

- LA VOITURE DES DELEGUES QUEBECOIS PORTERA UNE PLAQUE AVEC LA DOUBLE MENTION CANADA ET QUEBEC, ET DES FANIONS CONSISTANT EN DES DRAPEAUX MINIATURES DU CANADA ET DU QUEBEC

- LE DRAPEAU DU QUEBEC POURRA FLOTTER SUR L'HOTEL OU LOGERA LE MINISTRE QUEBECOIS

- A LA SALLE DE CONFERENCE OU A L'EXTERIEUR DE CETTE SALLE, SI LON FAIT FLOTTER LES DIVERS DRAPEAUX, CELUI DU QUEBEC SERA DEPLOYE POURVU QU'IL LE SOIT EN ASSOCIATION AVEC CELUI DU CANADA, LA PRESEANCE ETANT DONNEE A CELUI-CI

- DANS LA SALLE DE CONFERENCE, LA DELEGATION CANADIENNE SERA IDENTIFIEE PAR UNE PLAQUE SE LISANT CANADA. DES

PLAQUES PLACEES DERRIERE LA PLAQUE CANADA IDENTIFIERONT LES PROVINCES REPRESENTEES AU SEIN DE LA DELEGATION COMME SUIV: CANADA-QUEBEC, CANADA-NOUVEAU-BRUNSWICK, ETC. LES LETTRES INDIQUANT LES NOMS DES PROVINCES SERONT DE DIMENSION COMPARABLE A CELLES INDIQUANT LE NOM DU CANADA

3. CONSEILS EXECUTIF

LE REPRESENTANT CANADIEN AUPRES DU CONSEIL EXECUTIF OU SON SUPPLEANT, SERA NOMME PAR LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC, EN ACCORD AVEC LE GOUVERNEMENT DU CANADA. LE NOMBRE DE CONSEILLERS SERA DETERMINE D UN COMMUN ACCORD.

4) SECRETARIAT GENERAL

LA DELEGATION CANADIENNE SEFFORCERA DE FAIRE NOMMER UN QUEBECOIS AU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL DE L'AGENCE OU, DEFAUT, A L'UN DES POSTES DE SECRETAIRES GENERAUX ADJOINTS.

5) COMITES

LE QUEBEC PARTICIPERA AUX COMITES DANS LA MESURE OU

CEUX-CI TRAITERONT DE QUESTIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE
CONSTITUTIONNELLE DU QUEBEC.

6) PARTICIPATION FINANCIERE

LE QUEBEC CONTRIBUERA AUX FRAIS DOPERATION DU SECRE-
TARIAT GENERAL JUSQUA CONCURRENCE DUN MONTANT EGAL A
CELUI QUY CONTRIBUERA LE GOUVERNEMENT DU CANADA. LA
CONTRIBUTION CANADIENNE AUX COUTS DES PROGRAMMES DACTION
DE LAGENCE SERA EN PRINCIPE FOURNIEE PAR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA. CEPENDANT, EN ACCORD AVEC LE GOUVERNEMENT DU
CANADA, LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC POURRA CONTRIBUER
DIRECTEMENT AU COUT DE CERTAINS PROGRAMMES PARTICULIERS
REJETANT POUR LUI UN INTERET SPECIAL. LES GOUVERNEMENTS DES
AUTRES PROVINCES POURRONT AGIR DE MEME.

LES FRAIS DE TRANSPORT ET DE SEJOUR DES MEMBRES
DES DELEGATIONS COMPOSANT LA DELEGATION CANADIENNE SERONT
ASSUMES PAR LEURS GOUVERNEMENTS RESPECTIFS.

7) MODIFICATIONS AUX TEXTES JURIDIQUES

CERTAINS CHANGEMENTS SERONT APPORTES AUX TEXTES JURIDIQUES A ETRE TRANSMIS AUX GOUVERNEMENTS INTERESSES PAR LA CREATION DE L'AGENCE. CES CHANGEMENTS VISENT A UNE PLUS GRANDE SIMPLICITE DANS LA FORMULATION DES TEXTES ET A UNE PLUS GRANDE SOUPLESSE DANS LE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE.

A) A LA PAGE 10, SOUS LE TITRE COMPOSITION, REMPLACER LE TEXTE ACTUEL PAR LE SUIVANT:

TOUT GOUVERNEMENT QUI A PARTICIPE A LA PREMIERE CONFERENCE DES PAYS FRANCOPHONES TENUE A NIAMEY EN FEVRIER 1969, TOUT PAYS DONT LE FRANCAIS EST LA LANGUE OFFICIELLE OU LUNE DES LANGUES OFFICIELLES, OU TOUT PAYS QUI FAIT UN USAGE HABITUEL ET COURANT DE LA LANGUE FRANCAISE PEUT ACQUERIR LA QUALITE DE MEMBRE DE L'AGENCE EN DEVENANT PARTIE A CETTE CONVENTION CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE XX ET A SA PROCEDURE CONSTITUTIONNELLE.

B) MODIFIER L'ARTICLE XX CONFORMEMENT A CE QUI PRECEDE.

C) INVERSER L'ARTICLE IV ET L'ARTICLE V.

D) REMPLACER LE 1ER PARAGRAPHE DU PREAMBULE (P. 5)
PAR LES MOTS SUIVANTS:

LES PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

E) AILLEURS DANS LE TEXTE, EXCEPTE AU DERNIER PARAGRAPHE
DE LA PAGE 10 ET AU PREMIER PARAGRAPHE DE LA PAGE 11
AINSI QU'AUX PARAGRAPHES 14.1, 14.2, 14.7 ET 14.8 DES
PAGES 49 ET 50 OU LE MOT PAYS SERA REMPLACÉ PAR LE
MOT GOUVERNEMENT, PARTOUT OU SE PRESENTENT LES
EXPRESSIONS ETAT, ETAT-MEMBRE, PAYS, PAYS-
MEMBRE, PAYS ADHERENT, LES REMPLACER PAR LES
MOTS MEMBRE OU ADHERENT SELON LE CAS. A LA PAGE 45
A LA PREMIERE LIGNE, ENLEVER LES MOTS DES PAYS MEMBRES.
CES CORRECTIONS NE S'APPLIQUENT CEPENDANT PAS AU
PARAGRAPHE 4.3 DE LA PAGE 39.

PAR AILLEURS, LE QUEBEC EST DISPOSE A ETUDIER,
AVEC LE GOUVERNEMENT DU CANADA, LA POSSIBILITE D APPORTER
D'AUTRES CHANGEMENTS EN CE QUI CONCERNE LA STRUCTURE ET LE
MODE DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE, AINSI QU'EN CE QUI
CONCERNE L'ETENDUE DE SES ATTRIBUTIONS
ET LA PORTEE DE SES PROGRAMMES.

I JANVIER 1970.

MESSAGE

T E L E X

FM/DE

DATE	FILE / DOSSIER	SECURITY SECURITE
6. 3. 70		

		NO	PRECEDENCE
TO/A	L'HONORABLE JEAN-JACQUES BERTRAND PREMIER MINISTRE DE LA PROVINCE DE QUEBEC		U R G E N T
INFO	HOTEL DU GOUVERNEMENT QUEBEC (QUEBEC)		

REF

SUB/SUJ

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE LETTRE DU 27 FEVRIER
SUR LE ROLE DU QUEBEC DANS LA PARTICIPATION DU CANADA A
LA PROCHAINE CONFERENCE DE NIAMEY ET A L'AGENCE DE COOPE-
RATION CULTURELLE ET TECHNIQUE. COMME VOUS LE SAVEZ, NOS
FONCTIONNAIRES ONT DEPUIS ELABORE A CE SUJET DES ARRANGE-
MENTS QUI DISPOSENT DE LA PLUPART DES QUESTIONS SOULEVEES
DANS L'ANNEXE DE VOTRE LETTRE. JE REPRENDS DONC EN ANNEXE
VOTRE TEXTE EN Y INDIQUANT LES POINTS SUR LESQUELS NOUS
SOMMES D'ACCORD ET LES QUELQUES POINTS SUR LESQUELS UN
ACCORD FINAL DEVRAIT MAINTENANT ETRE POSSIBLE. IL ME
SEMBLE QUE LE SUCCES DE NOS NEGOCIATIONS A CE JOUR ILLUSTRE
BIEN L'INTERET QUE NOUS PORTONS A LA FRANCOPHONIE ET NOTRE
VOLONTE DE FAIRE TOUT CE QUI EST POSSIBLE POUR QUE L'AGENCE

DE COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE SOIT ETABLIE SUR
DES BASES SOLIDES.

EN CE QUI CONCERNE LES STATUTS JURIDIQUES DE
L'AGENCE VOUS MENTIONNIEZ DANS VOTRE LETTRE QUE VOS
FONCTIONNAIRES Y AVAIENT SUGGERE UNE MODIFICATION
SUBSTANTIELLE ET VOUS ME DEMANDIEZ CE QUE JE PENSAIS DE
CETTE PROPOSITION. A MON AVIS, LA SIGNIFICATION DE CES
AMENDEMENTS SERAIT DE PERMETTRE AU GOUVERNEMENT DU QUEBEC
DE SE CONSIDERER COMME UN MEMBRE DISTINCT DANS L'AGENCE.
VOTRE GOUVERNEMENT SE RESERVERAIT AINSI UNE PORTE DE
SORTIE PAR LAQUELLE IL POURRAIT A TOUT MOMENT SE DISSOCIER
DU CANADA. JE NE VOIS PAS COMMENT LE FEDERALISME CANADIEN
POURRAIT S'EN ACCOMMODER, ET ENCORE MOINS LE DROIT INTERNA-
TIONAL QUI VEUT QUE LA COOPERATION INTERGOUVERNEMENTALE
S'ETABLISSE AU NIVEAU DES ETATS SOUVERAINS. IL EST D'AILLEURS
ESSENTIEL, POUR DONNER A LA FRANCOPHONIE UN MOTEUR VRAIMENT
EFFICACE, QU'ELLE SOIT CREEE AU NIVEAU DES PAYS ET NON SELON
UNE FORMULE HYBRIDE QUI DEROGERAIT DE SON CARACTERE DE GRANDE
ORGANISATION INTERNATIONALE.

IL N'EST PAS ETONNANT QUE LE PRESIDENT DU NIGER
ET LE SECRETAIRE GENERAL PROVISoire, MONSIEUR JEAN-MARC
LEGER (QUI VOUS A D'AILLEURS CONSULTE), MANDATES PAR LA
PREMIERE CONFERENCE DE NIAMEY, AIENT CONCU L'AGENCE DE
COOPERATION SELON LES NORMES INTERNATIONALES UNIVERSELLEMENT

RECONNUES. LE GOUVERNEMENT CANADIEN APPUIE SANS RESERVE CETTE CONCEPTION ET ENTEND LA SOUTENIR AVEC LA PLUS GRANDE ENERGIE, AU NOM DE TOUT LE CANADA, LORS DE LA PROCHAINE CONFERENCE. JE NE VOIS PAS QUEL INTERET LE QUEBEC POURRAIT SERVIR EN NE SE RALLIANT PAS A UNE TELLE POSITION. PAR CONTRE, JE VOIS TRES BIEN OU NOUS EN VIENDRIONS SI LE GOUVERNEMENT QUEBECOIS FAVORISAIT UN CONCEPT D'AGENCE FONCIEREMENT IRRREALISABLE. ON DOUTERAIT A L'ETRANGER DE L'APPUI ENTIER DE NOTRE PAYS A L'AGENCE, ALORS QUE LE CANADA DOIT EN ETRE UN DES PRINCIPAUX PILIERS. SI QUELQUES PAYS FRANCOPHONES ET NOTAMMENT LA FRANCE (QUE LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC LE VEUILLE OU NON) S'ELOIGNAIENT SUR CE POINT DES CONCEPTIONS EXTREMEMENT SOLIDES MISES DE L'AVANT PAR LE PRESIDENT DU NIGER, NOUS FERIONS FACE A UNE CRISE GRAVE DE LA FRANCOPHONIE.

IL FAUDRAIT TOUT FAIRE POUR EVITER UNE TELLE SITUATION, ET J'AI DEJA FAIT PORTER CES DANGERS A L'ATTENTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE. EN EFFET, DANS DE TELLES CONDITIONS, IL EST FORT POSSIBLE QUE L'AGENCE NE VOIE PAS LE JOUR. LE CANADA, VOTRE GOUVERNEMENT, LES PAYS DE LA FRANCOPHONIE Y PERDRAIENT TOUS. SEULS SE REJOUIRAIENT LES ELEMENTS QUI NE CROIENT PAS A UN VERITABLE MULTILATERALISME ENTRE PAYS DE LANGUE FRANCAISE ET QUI PREFERENT L'EPARPILLEMENT PRESENT DE LA COOPERATION FRANCOPHONE. LE GOUVERNEMENT

QUEBECOIS, POUR AVOIR CHERCHE A SE RESERVER L'EVENTUALITE D'UNE PLACE SEPARÉE DANS L'AGENCE, POURRAIT FINALEMENT SE TROUVER RESPONSABLE DE L'AVOIR RENDUE IMPOSSIBLE. J'HESITE A CROIRE QUE VOUS/ POUVEZ ENVISAGER UNE TELLE EVENTUALITE.

CE SONT LA, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, LES RAISONS POUR LESQUELLES NOUS AVONS CONCLU QU'IL FALLAIT ACCEPTER SUR CE POINT LES STATUTS JURIDIQUES DE L'AGENCE TELS QUE PROPOSES PAR LE SECRETAIRE GENERAL ET LE PRESIDENT DIORI. J'OSE ESPERER QUE VOTRE GOUVERNEMENT EN VIENDRA AUX MEMES CONCLUSIONS.

JE N'AI PAS LE MOINDRE DOUTE QU'UN ACCORD ENTRE NOS DEUX GOUVERNEMENTS SUR NOTRE PARTICIPATION A LA CONFERENCE DE NIAMEY ET A L'AGENCE BENEFICIERA A TOUS LES CANADIENS EN PERMETTANT A NOS DEUX GOUVERNEMENTS DE REMPLIR PLEINEMENT LE ROLE QUI LEUR REVIENT.

VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, L'EXPRESSION DE MA TRES HAUTE CONSIDERATION.

PIERRE ELLIOTT TRUDEAU

ANNEXE:

I. SOMMAIRE DES ARRANGEMENTS AD HOC POUR LA DEUXIEME
CONFERENCE DES PAYS FRANCOPHONES

- A. NOUS SERIONS D'ACCORD SUR L'UNE OU L'AUTRE DES FORMULES SUIVANTES: CIT UN MINISTRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS AGIRA COMME VICE-PRESIDENT DE

LA DELEGATION CANADIENNE. LA DELEGATION CANADIENNE COMPRENDRA DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION FEDERALE, DES DELEGUES QUEBECOIS ET DES DELEGUES EN PROVENANCE D'AUTRES PROVINCES FINCIIT.

CIT UN MINISTRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS FERA PARTIE DE LA DELEGATION CANADIENNE QUI COMPRENDRA DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION FEDERALE ET DES DELEGUES EN PROVENANCE DES PROVINCES FINCIIT.

CIT UN MINISTRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS SERA DESIGNE POUR FAIRE PARTIE DE LA DELEGATION CANADIENNE QUI COMPRENDRA DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION FEDERALE ET DES DELEGUES EN PROVENANCE DES PROVINCES FINCIIT.

CIT LA DELEGATION CANADIENNE COMPRENDRA DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION FEDERALE, DES DELEGUES QUEBECOIS ET DES DELEGUES EN PROVENANCE D'AUTRES PROVINCES FINCIIT.

B. ARTICLE ACCEPTE TEL QUEL.

C. SI LA VICE-PRESIDENCE N'EST PAS ACCEPTEE PAR LE GOUVERNEMENT QUEBECOIS, LA PREMIERE PHRASE DE CET ARTICLE SE LIRAIT COMME SUIIT: CIT LA DELEGATION CANADIENNE S'EXPRIMERA PAR LA VOIX DE SON PRESIDENT FINCIIT. AUCUN CHANGEMENT N'EST SUGGERE DANS LE RESTE DE L'ARTICLE.

D. REMPLACER L'ARTICLE PAR LE SUIVANT: CIT DANS LE CAS D'UN VOTE EVENTUEL A LA CONFERENCE LA DELEGATION CANADIENNE N'AURA QU'UN SEUL VOTE. SI LES MEMBRES DE LA DELEGATION NE S'ENTENDAIENT PAS SUR UNE MATIERE RELEVANT DE LA COMPETENCE LEGISLATIVE EXCLUSIVE DES PROVINCES, LA DELEGATION S'ABSTIENDRAIT, A MOINS QUE LA POLITIQUE ETRANGERE DU CANADA NE PUISSE PAS S'ACCOMMODER D'UNE ABSTENTION FINCIT.

LA PHRASE SUIVANTE POURRAIT ETRE AJOUTEE SI LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC LE DESIRAIT: CIT DANS CE DERNIER CAS, IL DEMEURE ENTENDU QU'UN VOTE N'ENGAGERA PAS UN GOUVERNEMENT PROVINCIAL A METTRE EN APPLICATION DES MESURES EN UN DOMAINE DE SA COMPETENCE CONSTITUTIONNELLE FINCIT.

E. REMPLACER L'ARTICLE PAR LA FORMULE SIMPLIFIEE SUIVANTE: - CIT LA SIGNATURE DU CANADA SERA APPOSEE COMME SUIV: A LA PLACE QUI LUI EST RESERVEE ET SOUS LA SIGNATURE DU PRESIDENT DE LA DELEGATION APPARAITRONT IMMEDIATEMENT LA SIGNATURE DU MINISTRE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS AINSI QUE CELLES D'UN DELEGUE EN PROVENANCE DE CHACUNE DES AUTRES PROVINCES. ON S'EN TIENDRA POUR CES SIGNATURES A LA FORMULE SUIVANTE: CIT GERARD PELLETIER, SECRETAIRE

D'ETAT DU CANADA FINCIT; CIT MARCEL MASSE,
MINISTRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES DU
QUEBEC FINCIT.

F. ARTICLE ACCEPTE TEL QUEL.

G. ARTICLE ACCEPTE AVEC ACCORD ENTRE NOS REPRESENTANTS
POUR ELIMINER LES MOTS CIT GOUVERNEMENT FEDERAL
FINCIT. LA LISTE SE LIRAIT COMME SUIV:

"DELEGATION DU CANADA

M. GERARD PELLETIER

SECRETARE D'ETAT DU CANADA,
PRESIDENT ET CHEF DE LA
DELEGATION.

M.

QUEBEC:

M. MARCEL MASSE, MINISTRE DES
AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
DU QUEBEC.

M.

NOUVEAU-BRUNSWICK:

M.

ONTARIO:

M.

MANITOBA:

M.

CONSEILLERS:

.

II. ARRANGEMENTS RELATIFS AU ROLE DU GOUVERNEMENT QUEBECOIS DANS LA
PARTICIPATION CANADIENNE A L'AGENCE

A. CONFERENCES GENERALES

- ACCORD POUR ELIMINER LE PREMIER PARAGRAPHE.
- ACCORD POUR ELIMINER LE DEUXIEME PARAGRAPHE SI
LA VICE-PRESIDENCE N'EST PAS ACCEPTEE PAR LE
GOUVERNEMENT QUEBECOIS.

- TROISIEME PARAGRAPHE ACCEPTE TEL QUEL.
- ACCORD POUR QUE LE QUATRIEME PARAGRAPHE SE LISE COMME SUIVANT: CIT IL Y AURA UNE PRESENCE ADEQUATE DE REPRESENTANTS QUEBECOIS DANS LES COMMISSIONS ET COMITES, COMPTE TENU DES REGLEMENTS DE LA CONFERENCE GENERALE FINCIIT.
- CINQUIEME PARAGRAPHE ACCEPTE TEL QUEL.

B. CONSEIL EXECUTIF

ACCORD POUR QUE CET ARTICLE SE LISE COMME SUIVANT:
CIT LE QUEBEC OCCUPERA UN DES POSTES DISPONIBLES
POUR LE CANADA AU CONSEIL EXECUTIF FINCIIT.

C. SECRETARIAT GENERAL

ON M'AVISE QU'IL SEMBLE Y AVOIR ACCORD QUANT AUX
FOND SUR CET ARTICLE, MAIS UNE FORMULE RESTE A
REDIGER.

D. FINANCES

PARAGRAPHE ACCEPTE TEL QUEL.

T R A N S L A T I O N

QUEBEC 8 JANUARY 1970

ANDRE J BISSONNETTE

UNDER-SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA

YOU WILL FIND BELOW THE TEXT I SPOKE OF OVER THE TELEPHONE. I AM ALSO SENDING IT TO YOU BY MAIL.

C MORIN

AIDE MEMOIRE ON AGENCY FOR CULTURAL AND TECHNICAL
COOPERATION

THE GOVERNMENT OF QUEBEC WOULD BE PREPARED TO COOPERATE WITH THE GOVERNMENT OF CANADA FOR THE PURPOSES OF THE AGENCY FOR CULTURAL AND TECHNICAL COOPERATION, IN ACCORDANCE WITH THE FOLLOWING CONDITIONS:

1) MEMBERSHIP IN THE AGENCY AND SIGNATURE OF THE CONVENTION -- AT THE TIME OF SIGNING OF THE CONVENTION CREATING THE AGENCY, IMMEDIATELY UNDER THE SIGNATURE OF THE CANADIAN REPRESENTATIVE, AND IN THE PLACE RESERVED FOR CANADA, THE SIGNATURE OF THE QUEBEC REPRESENTATIVE WILL APPEAR, AS WELL AS THOSE OF THE REPRESENTATIVES OF THE OTHER PROVINCES ADHERING TO THE AGENCY.

2) GENERAL ASSEMBLY

THE CANADIAN DELEGATION TO THE GENERAL ASSEMBLY OF THE AGENCY WILL NOT INCLUDE MORE THAN FIVE DELEGATES. THE QUEBEC DELEGATION WILL FORM PART OF THE CANADIAN DELEGATION AND WILL

PROVIDE AT LEAST TWO OF THE FIVE MEMBERS. THE OTHER THREE MEMBERS OF THE CANADIAN DELEGATION WILL REPRESENT THE FEDERAL GOVERNMENT AND THE PROVINCIAL GOVERNMENTS THAT ARE MEMBERS. THE NUMBER OF ADVISERS WILL BE DETERMINED BY MUTUAL AGREEMENT.

THE CHAIRMAN OF THE QUEBEC DELEGATION WILL ACT AS CHAIRMAN OF THE CANADIAN DELEGATION. ANOTHER DELEGATE WILL ACT AS VICE-CHAIRMAN.

THE CHAIRMAN OF THE QUEBEC DELEGATION WILL SPEAK ON BEHALF OF QUEBEC ON ANY MATTER WITHIN THE CONSTITUTIONAL COMPETENCE OF QUEBEC. THE DELEGATES OF THE OTHER PROVINCES WILL DO LIKEWISE. THE CANADIAN DELEGATION WILL SPEAK THROUGH ITS CHAIRMAN OR, IN HIS ABSENCE, THE VICE-CHAIRMAN. THE CHAIRMAN OF THE CANADIAN DELEGATION MAY EXPRESS THE VIEWS OF THE FEDERAL GOVERNMENT. IN THAT EVENT, HE WILL DO SO IN ACCORDANCE WITH INSTRUCTIONS ISSUED TO HIM BY THE FEDERAL GOVERNMENT. THE VARIOUS POSITIONS EXPRESSED WILL, HOWEVER, BE COORDINATED IN ADVANCE AMONG THE GOVERNMENTS INVOLVED.

IN ANY VOTING AT THE CONFERENCE, THE CANADIAN DELEGATION WOULD HAVE ONLY ONE VOTE. IF THE MEMBERS OF THE DELEGATION DO NOT AGREE AMONG THEMSELVES, CANADA WOULD ABSTAIN.

IF THERE IS A FORMAL DECISION INVOLVING THE SIGNING OF ANY OFFICIAL DOCUMENT, IMMEDIATELY UNDER THE SIGNATURE OF THE CANADIAN REPRESENTATIVE AND IN THE PLACE RESERVED FOR CANADA, THERE WILL APPEAR THE SIGNATURE OF THE QUEBEC REPRESENTATIVE, AS WELL AS THOSE OF THE REPRESENTATIVES OF THE OTHER PROVINCES JOINING THE AGENCY.

THE PRESENCE OF QUEBEC MAY BE IDENTIFIED IN THE FOLLOWING MANNER:

- AT THE FORMAL OPENING SESSION, AS WELL AS AT THE CLOSING SESSION, THE CHAIRMAN OF THE MEETING, OR OTHER SPEAKERS, MAY IDENTIFY QUEBEC WITHIN THE CANADIAN DELEGATION BY AN APPROPRIATE REFERENCE;
- THE CAR OF THE QUEBEC DELEGATES WILL BEAR A PLAQUE HAVING THE NAMES OF BOTH CANADA AND QUEBEC AND WILL FLY MINIATURE FLAGS OF CANADA AND QUEBEC;
- THE QUEBEC MAY FLY OVER THE HOTEL WHERE THE QUEBEC MINISTER IS STAYING;
- IN THE CONFERENCE ROOM OR OUTSIDE THE ROOM, IF VARIOUS FLAGS ARE TO BE DISPLAYED, QUEBEC'S FLAG WILL BE FLOWN PROVIDED THAT IT IS IN ASSOCIATION WITH THAT OF CANADA, PRECEDENCE BEING GIVEN TO THE LATTER;
- IN THE CONFERENCE ROOM, THE CANADIAN DELEGATION WILL BE IDENTIFIED BY A PLAQUE READING "CANADA". PLAQUES PLACED BEHIND THE "CANADA" PLAQUE WILL IDENTIFY THE PROVINCES REPRESENTED WITHIN THE DELEGATION AS FOLLOWS: CANADA-QUEBEC, CANADA-NEW BRUNSWICK, ETC. THE LETTERS SPELLING OUT THE NAMES OF THE PROVINCES AND THAT OF CANADA WILL BE COMPARABLE IN SIZE.

3) EXECUTIVE COUNCIL

THE CANADIAN REPRESENTATIVE ON THE EXECUTIVE COUNCIL OR HIS ALTERNATE WILL BE NAMED BY THE GOVERNMENT OF QUEBEC, IN AGREEMENT WITH THE GOVERNMENT OF CANADA. THE NUMBER OF ADVISERS WILL BE DETERMINED BY MUTUAL AGREEMENT.

4) SECRETARIAT

THE CANADIAN DELEGATION WILL ENDEAVOUR TO HAVE A PERSON FROM QUEBEC APPOINTED TO THE POSITION OF SECRETARY

GENERAL OF THE AGENCY OR, FAILING THIS, TO ONE OF THE ASSISTANT SECRETARY GENERAL POSITIONS.

5) COMMITTEES

QUEBEC WILL PARTICIPATE IN THE COMMITTEES TO THE EXTENT THAT THEY DEAL WITH MATTERS FALLING WITHIN QUEBEC'S CONSTITUTIONAL COMPETENCE.

6) FINANCIAL PARTICIPATION

QUEBEC WILL CONTRIBUTE TO THE OPERATING COSTS OF THE SECRETARIAT UP TO AN AMOUNT EQUAL TO THAT CONTRIBUTED BY THE GOVERNMENT OF CANADA. THE CANADIAN CONTRIBUTION TO THE COSTS OF PROGRAMMES WILL, IN PRINCIPLE, BE PROVIDED BY THE GOVERNMENT OF CANADA. HOWEVER, IN AGREEMENT WITH THE GOVERNMENT OF CANADA, THE GOVERNMENT OF QUEBEC MAY CONTRIBUTE DIRECTLY TO THE COSTS OF CERTAIN SPECIAL PROGRAMMES OF PARTICULAR INTEREST TO IT. THE GOVERNMENTS OF THE OTHER PROVINCES MAY DO LIKEWISE.

TRANSPORTATION AND LIVING EXPENSES FOR MEMBERS OF THE DELEGATION MAKING UP THE CANADIAN DELEGATION WILL BE BORNE BY THEIR RESPECTIVE GOVERNMENTS.

7) CHANGES IN LEGAL TEXTS

A NUMBER OF CHANGES WILL BE MADE IN THE DRAFT STATUTES (TEXTES JURIDIQUES) WHICH ARE TO BE SENT TO THE GOVERNMENTS INVOLVED IN ESTABLISHING THE AGENCY. SUCH AMENDMENTS ARE INTENDED TO SIMPLIFY THE WORDING AND TO ACHIEVE GREATER FLEXIBILITY IN THE AGENCY'S OPERATIONS.

(A) ON PAGE 10, UNDER THE HEADING "MEMBERSHIP",
REPLACE THE PRESENT TEXT BY THE FOLLOWING:

"EVERY GOVERNMENT THAT TOOK PART IN THE FIRST CONFERENCE OF FRENCH-SPEAKING COUNTRIES HELD IN NIAMEY IN FEBRUARY 1969, EVERY COUNTRY WHERE FRENCH IS AN, OR THE, OFFICIAL LANGUAGE, OR EVERY COUNTRY WHICH NORMALLY AND GENERALLY USES THE LANGUAGE, MAY ACQUIRE MEMBERSHIP IN THE AGENCY BY BECOMING A PARTY TO THIS CONVENTION IN ACCORDANCE WITH ARTICLE XX AND THE PROCEDURE LAID DOWN IN THE CONSTITUTION."

- (B) AMEND ARTICLE XX TO CONFORM WITH THE FOREGOING.
- (C) REVERSE ARTICLES IV AND V.
- (D) REPLACE THE FIRST PARAGRAPH OF THE PREAMBLE (PAGE 5) BY THE FOLLOWING:

"THE PARTIES TO THIS CONVENTION,"

- (E) ELSEWHERE IN THE TEXT, EXCEPT IN THE LAST PARAGRAPH ON PAGE 10, ^{AND} / THE FIRST PARAGRAPH ON PAGE 11, AND PARAGRAPHS 14.1, 14.2, 14.7 AND 14.8 ON PAGES 49 AND 50 WHERE THE WORD "COUNTRY" WILL BE REPLACED BY THE WORD "GOVERNMENT", WHEREVER THE EXPRESSIONS "STATE", "MEMBER STATE", "COUNTRY" "MEMBER COUNTRY", "ADHERING COUNTRY" APPEAR, THEY ARE TO BE REPLACED BY THE WORDS "MEMBER" OR "ADHERING", AS THE CASE MAY BE. ON PAGE 45, FIRST LINE, DELETE THE WORDS "OF THE MEMBER COUNTRIES". HOWEVER, THESE CORRECTIONS DO NOT APPLY TO PARAGRAPH 4.3 ON PAGE 39.

QUEBEC IS ALSO PREPARED TO STUDY WITH THE GOVERNMENT OF CANADA THE POSSIBILITY OF MAKING OTHER CHANGES REGARDING THE STRUCTURE AND PROCEDURES OF THE AGENCY, THE EXTENT OF ITS POWERS AND THE SCOPE OF ITS PROGRAMMES.

MESSAGE

T R A N S L A T I O N

DATE	FILE / DOSSIER	SECURITY SECURITE
JAN16/70		

FM/DE

EXTERNAL AFFAIRS

TO/A

M. CLAUDE MORIN
DEPUTY MINISTER OF INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS

NO

PRECEDENCE

URGENT

INFO

QUEBEC

REF

SUB/SUJ

ON JANUARY 8 YOU SENT ME BY TELEX A TEXT DEALING WITH THE AGENCY FOR CULTURAL AND TECHNICAL COOPERATION. I AM COMMUNICATING COMMENTS BELOW, IN THE FORM OF A REVISION OF YOUR TEXT. YOU WILL SEE THAT IN MY TEXT I HAVE SEPARATED THE ARRANGEMENTS RELATING TO THE FORTHCOMING FOUNDING CONFERENCE AND THOSE RELATING TO CANADIAN PARTICIPATION IN THE AGENCY. ANDRE BISSONNETTE.

TEXT BEGINS:

I. SUMMARY OF AD HOC ARRANGEMENTS FOR THE SECOND CONFERENCE OF FRANCOPHONE COUNTRIES

1. A QUEBEC MINISTER WILL ACT AS DEPUTY CHAIRMAN OF THE CANADIAN DELEGATION; THE CHAIRMAN WILL BE A MINISTER OF THE CANADIAN GOVERNMENT. THE CANADIAN DELEGATION WILL INCLUDE MEMBERS OF THE FEDERAL ADMINISTRATION, QUEBEC DELEGATES AND DELEGATES FROM OTHER PROVINCES, SHOULD IT DEVELOP IN THAT WAY.

...2

**DISTRIBUTION
LOCAL / LOCALE**

ORIGINATOR / REDACTEUR

DIVISION

TELEPHONE

APPROVED / AUTORISE

SIG.....

SIG...{P...A...BISSONNETTE}...

2. THE DELEGATION WILL DULY MEET, BEFORE ITS DEPARTURE, TO COORDINATE CANADIAN PARTICIPATION IN THE CONFERENCE.
3. THE MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT MAY EXPRESS QUEBEC'S POINTS OF VIEW AND OUTLINE [THE PROVINCE'S] EXPERIENCE ON ANY MATTER WITHIN QUEBEC'S CONSTITUTIONAL COMPETENCE. DELEGATES FROM THE OTHER PROVINCES MAY DO LIKEWISE. THE CANADIAN DELEGATION WILL SPEAK THROUGH ITS CHAIRMAN OR, IN HIS ABSENCE, THE ASSISTANT CHAIRMAN. THERE WILL BE PRIOR CONSULTATION ON THE POINTS OF VIEW TO BE PUT FORWARD AT THE CONFERENCE.
4. IN THE EVENT OF A VOTE AT THE CONFERENCE, THE CANADIAN DELEGATION WILL HAVE ONLY ONE VOTE. IF THE MEMBERS OF THE DELEGATION DO NOT AGREE AMONG THEMSELVES, CANADA WILL VOTE IN ACCORDANCE WITH INSTRUCTIONS FROM THE GOVERNMENT OF CANADA, IN THE LIGHT OF CANADA'S FOREIGN POLICY.
5. THE PRESENCE OF QUEBEC AND THE OTHER PROVINCES MAY BE IDENTIFIED AS FOLLOWS, IN THE LIGHT OF LOCAL CUSTOM:
 - AT THE FORMAL OPENING SESSION AND AT THE CLOSING SESSION, THE CHAIRMAN OF THE MEETING, OR OTHER SPEAKERS, MAY IDENTIFY QUEBEC WITHIN THE CANADIAN DELEGATION BY AN APPROPRIATE REFERENCE.
 - THE QUEBEC DELEGATE'S CAR WILL BEAR A PLAQUE HAVING THE NAMES OF BOTH CANADA AND QUEBEC AND FLAGSTAFFS FLYING MINIATURE FLAGS OF CANADA AND QUEBEC.
 - THE QUEBEC FLAG MAY FLY OVER THE HOTEL IN WHICH THE QUEBEC MINISTER IS STAYING.

...3

- IN THE CONFERENCE ROOM OR OUTSIDE THIS ROOM, IF
FLAGS ARE FLOWN, QUEBEC'S FLAG WILL BE DISPLAYED
PROVIDED THAT IT IS FLOWN IN ASSOCIATION WITH THE
CANADIAN FLAG, PRECEDENCE BEING GIVEN TO THE LATTER.

- IN THE CONFERENCE ROOM THE CANADIAN DELEGATION WILL
BE IDENTIFIED BY A PLAQUE READING "CANADA". PLAQUES
PLACED BEHIND THE "CANADA" PLAQUE WILL IDENTIFY THE
PROVINCES REPRESENTED WITHIN THE DELEGATION, AS
FOLLOWS: CANADA-QUEBEC, CANADA-NEW BRUNSWICK, ETC.
THE LETTERS SPELLING OUT THE NAMES OF THE PROVINCES
AND THAT OF CANADA WILL BE COMPARABLE IN SIZE.

- 6. THE OFFICIAL LIST OF THE CANADIAN DELEGATION WILL BE
SUBMITTED TO THE CONFERENCE IN THE FOLLOWING FORMAT:

DELEGATION OF CANADA

CHAIRMAN: _____

DEPUTY CHAIRMAN: _____

DELEGATES: _____

QUEBEC: _____

NEW BRUNSWICK: _____

ONTARIO: _____

MANITOBA: _____

ADVISERS: _____

- 7. CANADA WILL PROPOSE THAT THE DELEGATIONS TO THE FOUNDING
CONFERENCE AND TO GENERAL ASSEMBLIES OF THE AGENCY NOT
BE LIMITED TO FIVE DELEGATES. HOWEVER, CANADA WOULD
AGREE THAT THE EXPENSES OF ADDITIONAL DELEGATES BE
BORNE BY THE MEMBER AND NOT BY THE AGENCY.

...4

8. AT THE TIME THE AGREEMENT CREATING THE AGENCY IS SIGNED, IMMEDIATELY UNDER THE SIGNATURE OF THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION AND IN THE PLACE RESERVED FOR CANADA, THE SIGNATURE OF THE DEPUTY CHAIRMAN MAY FOLLOW, AS WELL AS THAT OF A DELEGATE FROM EACH OF THE OTHER PROVINCES, AND OF ANY OTHER DELEGATE WHO MIGHT BE DESIGNATED FOR THIS PURPOSE. THESE SIGNATURES WILL BE APPENDED IN THE NAME OF CANADA ON THE BASIS OF FULL POWERS EMANATING FROM THE GOVERNMENT OF CANADA.

II. ARRANGEMENTS ON CANADIAN PARTICIPATION IN THE AGENCY

1. GENERAL ASSEMBLIES - THE COMPOSITION OF THE CANADIAN DELEGATION TO THESE CONFERENCES WILL REFLECT THE IMPORTANCE OF THE ROLE OF QUEBEC WITHIN CANADIAN PARTICIPATION IN THE AGENCY. ONE WAY IN WHICH THIS WILL APPLY WILL BE IN THE NUMBER OF QUEBEC DELEGATES AND ADVISERS WITHIN THE DELEGATION. ANOTHER WAY WOULD BE THAT NORMALLY A QUEBEC MINISTER WOULD BE DEPUTY CHAIRMAN OF THE DELEGATION. THIS WOULD NOT, HOWEVER, EXCLUDE THE POSSIBILITY OF A QUEBEC MINISTER BEING CHAIRMAN, DEPENDING ON THE CIRCUMSTANCES AND NATURE OF CANADIAN INTERESTS INVOLVED AT EACH CONFERENCE.

IT FOLLOWS THAT AN AGREEMENT WOULD BE REACHED WITHIN THE DELEGATION TO ENSURE AN ADEQUATE PRESENCE OF QUEBEC DELEGATES AND OTHERS WITHIN THE COMMITTEES AND SUB-COMMITTEES OF THE GENERAL ASSEMBLIES. IN PRINCIPLE, AND UNLESS THE GOVERNMENTS INVOLVED IN CANADA DECIDE TO MAKE CHANGES REQUIRED BY CIRCUMSTANCES, THE AD HOC

ARRANGEMENTS PROVIDED FOR THE FORTHCOMING CONFERENCE COULD APPLY TO THE GENERAL ASSEMBLIES WITH REGARD TO IDENTIFICATION OF THE PROVINCES, VOTING AND THE EXPRESSION OF CANADIAN AND PROVINCIAL POINTS OF VIEW.

2. EXECUTIVE COUNCIL - BY ENSURING CANADIAN REPRESENTATION ON THE EXECUTIVE COUNCIL, THE GOVERNMENT OF CANADA WILL TAKE INTO ACCOUNT THE IMPORTANCE OF THE ROLE OF QUEBEC WITHIN CANADIAN PARTICIPATION IN THE AGENCY. A QUEBEC MINISTER OR OFFICIAL WOULD THEREFORE NORMALLY BE NAMED AS ALTERNATE REPRESENTATIVE TO THE EXECUTIVE COUNCIL. THIS DOES NOT EXCLUDE THE POSSIBILITY OF A REPRESENTATIVE FROM ANOTHER PROVINCE ASSUMING THIS POSITION.
3. SECRETARIAT - IN THE LIGHT OF AN EQUITABLE, GEOGRAPHIC DISTRIBUTION OF THE POSITIONS OF SECRETARY-GENERAL AND ASSISTANT SECRETARIES-GENERAL, IT WOULD BE DESIRABLE FOR A CANADIAN TO OCCUPY ONE OF THESE THREE POSITIONS MORE OR LESS PERMANENTLY.
4. FINANCES - THE CANADIAN CONTRIBUTION TO THE BUDGET OF THE AGENCY WILL BE PRESENTED IN AGENCY REPORTS AS FOLLOWS: "CONTRIBUTION OF CANADA: \$ _____, OF WHICH THE CENTRAL GOVERNMENT CONTRIBUTED \$ _____, QUEBEC \$ _____, ONTARIO \$ _____, ETC." QUEBEC ESTIMATES THAT ITS SHARE OF THE CANADIAN CONTRIBUTION WILL BE APPROXIMATELY FIVE PER CENT. QUEBEC COULD INCREASE ITS SHARE TO AN AMOUNT EQUAL TO THE CONTRIBUTION OF THE FEDERAL GOVERNMENT. THE OTHER PROVINCES MAY OF COURSE JOIN IN THE CANADIAN CONTRIBUTION IF THEY SO DESIRE.

TEXT ENDS

T R A N S L A T I O N

QUEBEC JAN27/70

URGENT URGENT

MONSIEUR ANDRE BISSONNETTE
ASSISTANT UNDER-SECRETARY OF STATE
DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
GOVERNMENT OF CANADA

IN ANTICIPATION OF OUR MEETING TOMORROW AT 11:00, HERE IS THE TEXT OF OUR COUNTER-PROPOSAL. I HAVE DIVIDED IT IN TWO: 1 - ARRANGEMENTS FOR NIAMEY CONFERENCE AND 2 - AIDE MEMOIRE ON THE AGENCY FOR COOPERATION. THE PRESENT PROPOSAL IS A FOLLOW UP TO THE ONE WHICH YOU SENT ME LAST WEEK.

I AM SENDING IT TO YOU TODAY SO THAT YOU WILL HAVE AN OPPORTUNITY TO STUDY IT BEFORE OUR MEETING TOMORROW. I SHALL HAVE TYPED COPIES OF IT.

CLAUDE MORIN, DEPUTY MINISTER OF INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS OF QUEBEC

TEXT OF THE PROPOSAL:

1 - COMMENTS ON THE AD HOC ARRANGEMENTS CONCERNING THE SECOND CONFERENCE OF FRANCOPHONE COUNTRIES, NIAMEY, MARCH 1970.

1. QUEBEC WILL DELEGATE A MINISTER TO THE NIAMEY CONFERENCE WHO WILL ACT AS CO-CHAIRMAN OF THE CANADIAN DELEGATION.

THE DELEGATION WILL INCLUDE, IN ADDITION TO THE QUEBEC DELEGATES, FEDERAL DELEGATES, DELEGATES FROM THE OTHER PROVINCES, IF ANY, AND FOREIGN AFFAIRS ADVISERS FROM THE FEDERAL ADMINISTRATION.

2. A MEETING OF PARTICIPANTS WILL BE HELD BEFORE DEPARTURE FOR NIAMEY.

3. THE QUEBEC MINISTER WILL SPEAK IN THE NAME OF QUEBEC ON ALL MATTERS COMING WITHIN QUEBEC'S CONSTITUTIONAL COMPETENCE. THE DELEGATES OF THE OTHER PROVINCES WILL DO LIKEWISE. ONE OF THE CO-CHAIRMAN WILL SPEAK ON BEHALF OF THE CANADIAN DELEGATION.
4. QUEBEC'S PRESENCE MAY BE IDENTIFIED IN THE FOLLOWING MANNER:
 - DURING THE FORMAL OPENING SESSION, AS WELL AS AT THE CLOSING SESSION, THE CHAIRMAN OF THE MEETING, OR OTHER SPEAKERS, MAY IDENTIFY QUEBEC WITHIN THE CANADIAN DELEGATION BY AN APPROPRIATE REFERENCE,
 - THE QUEBEC DELEGATES' CAR WILL BEAR A PLAQUE WITH THE WORDS CANADA AND QUEBEC, AND FLAGSTAFFS FLYING MINIATURE FLAGS OF CANADA AND QUEBEC,
 - THE QUEBEC FLAG MAY FLY OVER THE HOTEL IN WHICH THE QUEBEC MINISTER IS STAYING,
 - IN THE CONFERENCE ROOM OR OUTSIDE THIS ROOM, IF FLAGS ARE FLOWN, QUEBEC'S FLAG WILL BE DISPLAYED PROVIDED THAT IT IS FLOWN IN ASSOCIATION WITH THE CANADIAN FLAG, PRECEDENCE BEING GIVEN TO THE LATTER.
5. IN THE EVENT OF A VOTE AT THE CONFERENCE, THE CANADIAN DELEGATION WOULD HAVE ONLY ONE VOTE. IF THE MEMBERS OF THE DELEGATION DO NOT AGREE AMONG THEMSELVES, CANADA WOULD ABSTAIN.
6. IN THE CONFERENCE ROOM, THE CANADIAN DELEGATION WILL BE IDENTIFIED BY A PLAQUE READING "CANADA"; PLAQUES PLACED

BEHIND THE "CANADA" PLAQUE WILL IDENTIFY THE PROVINCES REPRESENTED WITHIN THE DELEGATION AS FOLLOWS: "CANADA-QUEBEC"; "CANADA-NEW BRUNSWICK", ETC. THE LETTERS SPELLING OUT THE NAMES OF THE PROVINCES AND THAT OF CANADA WILL BE COMPARABLE IN SIZE.

- 7. THE OFFICIAL LIST OF THE CANADIAN DELEGATION WILL BE SUBMITTED TO THE CONFERENCE IN ACCORDANCE WITH THE FOLLOWING FORMAT:

CANADIAN DELEGATION

FEDERAL GOVERNMENT: HONOURABLE CO-CHAIRMAN

.....
.....

GOVERNMENT OF QUEBEC: HONOURABLE CO-CHAIRMAN

.....
.....

GOVERNMENT OF NEW BRUNSWICK:

.....

GOVERNMENT OF ONTARIO:

.....

FEDERAL GOVERNMENT ADVISERS:

.....

II - AIDE MEMOIRE ON THE AGENCY FOR CULTURAL AND TECHNICAL COOPERATION.

THE GOVERNMENT OF QUEBEC WOULD BE PREPARED TO COOPERATE WITH THE GOVERNMENT OF CANADA FOR THE PURPOSES OF THE AGENCY FOR CULTURAL AND TECHNICAL COOPERATION ON THE FOLLOWING CONDITIONS:

1) MEMBERSHIP IN THE AGENCY AND SIGNATURE OF THE CONVENTION - AT THE TIME OF SIGNING THE CONVENTION CREATING THE AGENCY, IMMEDIATELY UNDER THE SIGNATURE OF THE CANADIAN REPRESENTATIVE AND IN THE PLACE RESERVED FOR CANADA WILL APPEAR THE SIGNATURES OF THE MINISTER DELEGATED BY QUEBEC AND OF THE DELEGATES OF THE OTHER PROVINCES DULY IDENTIFIED.

2) GENERAL ASSEMBLY

THE CANADIAN DELEGATION TO THE GENERAL CONFERENCE OF THE AGENCY WILL NOT INCLUDE MORE THAN FIVE DELEGATES, TWO OF WHOM WILL BE DELEGATES FROM QUEBEC. THE OTHER THREE MEMBERS OF THE CANADIAN DELEGATION WILL REPRESENT THE FEDERAL GOVERNMENT AND THE GOVERNMENTS OF THE OTHER PROVINCES JOINING THE AGENCY. THE NUMBER OF ADVISERS WILL BE DETERMINED BY MUTUAL AGREEMENT.

THE QUEBEC MINISTER WILL ACT AS CO-CHAIRMAN OF THE CANADIAN DELEGATION.

THE QUEBEC MINISTER WILL SPEAK ON BEHALF OF QUEBEC ON ALL MATTERS WITHIN THE CONSTITUTIONAL COMPETENCE OF QUEBEC. THE DELEGATES OF THE OTHER PROVINCES WILL DO LIKEWISE. ONE OF THE CO-CHAIRMEN WILL SPEAK ON BEHALF OF THE CANADIAN DELEGATION. POSITIONS TO BE EXPRESSED WILL BE COORDINATED IN ADVANCE AMONG THE GOVERNMENTS CONCERNED.

IN THE EVENT OF A VOTE AT THE CONFERENCE, THE CANADIAN DELEGATION WOULD HAVE ONLY ONE VOTE. IF THE MEMBERS OF THE DELEGATION DO NOT REACH AGREEMENT AMONG THEMSELVES CANADA WOULD ABSTAIN.

IF THERE IS A FORMAL DECISION INVOLVING SIGNATURE OF ANY OFFICIAL DOCUMENT, IMMEDIATELY UNDER THE SIGNATURE OF THE CANADIAN REPRESENTATIVE AND IN THE PLACE RESERVED FOR CANADA WILL APPEAR THE SIGNATURES OF THE MINISTER DELEGATED BY QUEBEC, AND OF THE DELEGATES FROM THE OTHER PROVINCES, DULY IDENTIFIED.

QUEBEC'S PRESENCE WILL BE IDENTIFIED IN THE WAY USUALLY EMPLOYED IN SIMILAR CASES, ACCORDING TO THE PROCEDURES ESTABLISHED BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF QUEBEC.

3) EXECUTIVE COUNCIL

THE CANADIAN REPRESENTATIVE ON THE EXECUTIVE COUNCIL WILL BE DESIGNATED ALTERNATELY BY THE FEDERAL GOVERNMENT AND THE QUEBEC GOVERNMENT THROUGH MUTUAL AGREEMENT. THE NUMBER OF ADVISERS WILL BE DETERMINED BY MUTUAL AGREEMENT.

4) SECRETARIAT

THE CANADIAN DELEGATION WILL ENDEAVOUR TO HAVE A PERSON FROM QUEBEC APPOINTED TO THE POSITION OF SECRETARY GENERAL OF THE AGENCY OR FAILING THIS, TO ONE OF THE ASSISTANT SECRETARY GENERAL POSITIONS.

5) COMMITTEES

QUEBEC WILL PARTICIPATE ON COMMITTEES TO THE EXTENT THAT THEY DEAL WITH MATTERS FALLING WITHIN THE QUEBEC GOVERNMENT'S CONSTITUTIONAL COMPETENCE.

6) FINANCIAL PARTICIPATION

QUEBEC WILL CONTRIBUTE TO THE ADMINISTRATIVE EXPENSES

SECRETARIAT UP TO AN AMOUNT EQUAL TO THAT CONTRIBUTED BY THE GOVERNMENT OF CANADA. THE CANADIAN CONTRIBUTION TO THE COST OF THE AGENCY PROGRAMMES WILL IN PRINCIPLE BE PROVIDED BY THE GOVERNMENT OF CANADA. HOWEVER, IN AGREEMENT WITH THE GOVERNMENT OF CANADA, THE GOVERNMENT OF QUEBEC MAY CONTRIBUTE DIRECTLY TO THE COST OF CERTAIN SPECIAL PROGRAMMES WHICH ARE OF PARTICULAR INTEREST TO IT. THE GOVERNMENTS OF THE OTHER PROVINCES MAY DO LIKEWISE.

TRANSPORTATION AND LIVING EXPENSES FOR MEMBERS OF THE DELEGATIONS MAKING UP THE CANADIAN DELEGATION WILL BE BORNE BY THEIR RESPECTIVE GOVERNMENTS.

7) CHANGES IN LEGAL TEXTS (TEXTES JURIDIQUES)

A NUMBER OF CHANGES WILL BE MADE IN THE LEGAL TEXTS WHICH ARE TO BE SENT TO THE GOVERNMENTS INVOLVED IN ESTABLISHING THE AGENCY. SUCH CHANGES ARE INTENDED TO SIMPLIFY THE WORDING AND TO ACHIEVE GREATER FLEXIBILITY IN THE AGENCY'S OPERATIONS.

(A) ON PAGE 10, UNDER THE HEADING "MEMBERSHIP", REPLACE THE PRESENT TEXT BY THE FOLLOWING:

"EVERY GOVERNMENT THAT TOOK PART IN THE FIRST CONFERENCE OF FRANCOPHONE COUNTRIES HELD IN NIAMEY IN FEBRUARY 1969, EVERY COUNTRY WHERE FRENCH IS AN, OR THE, OFFICIAL LANGUAGE, OR EVERY COUNTRY WHICH NORMALLY AND GENERALLY USES THE FRENCH LANGUAGE MAY ACQUIRE MEMBERSHIP IN THE AGENCY BY BECOMING A PARTY TO THIS CONVENTION IN ACCORDANCE WITH THE PROVISIONS OF ARTICLE XX AND THE PROCEDURE LAID DOWN IN THE CONSTITUTION".

- B) AMEND ARTICLE XX TO CONFORM WITH THE FOREGOING.
- C) REVERSE ARTICLES IV AND V.
- D) REPLACE THE FIRST PARAGRAPH OF THE PREAMBLE (P.5) BY THE FOLLOWING:

"THE PARTIES TO THIS CONVENTION,"

- E) ELSEWHERE IN THE TEXT, EXCEPT IN THE LAST PARAGRAPH AND ON PAGE 10/THE FIRST PARAGRAPH ON PAGE 11, AND PARAGRAPHS 14.1, 14.2, 14.7 AND 14.8 ON PAGES 49 AND 50 WHERE THE WORD "COUNTRY" WILL BE REPLACED BY THE WORD "GOVERNMENT"; WHEREVER THE EXPRESSIONS "STATE", "MEMBER STATE", "COUNTRY", "MEMBER COUNTRY" OR "ADHERING COUNTRY" APPEAR, THEY ARE TO BE REPLACED BY THE WORDS "MEMBER" OR "ADHERING" AS THE CASE MAY BE. ON PAGE 45, FIRST LINE, DELETE THE WORDS "MEMBER COUNTRIES". HOWEVER, THESE CORRECTIONS DO NOT APPLY TO PARAGRAPH 4.3 ON PAGE 39.

QUEBEC IS ALSO PREPARED TO STUDY WITH THE GOVERNMENT OF CANADA THE POSSIBILITY OF MAKING OTHER CHANGES REGARDING THE STRUCTURE AND PROCEDURES OF THE AGENCY, THE EXTENT OF ITS POWERS AND THE SCOPE OF ITS PROGRAMMES.

JANUARY 27, 1970.

ENDS.

T R A N S L A T I O N

NIAMEY, February 9, 1970

His Excellency Mr. Pierre E. Trudeau
Prime Minister
Ottawa, Canada

In accordance with decisions taken at the conference of entirely or partially French-speaking countries held in Niamey February 17 to 20, 1969, I propose to invite the conference to reconvene in Niamey March 16 to 20 next. This second session would be devoted to the consideration and adoption of a constitution and a programme of activities for the Agency for Cultural and Technical Co-operation, the establishment of which was recommended last year. It would thus be highly desirable that your government be represented at the conference by a ministerial delegation endowed with the necessary powers. The provisional Executive Secretariat has forwarded to you direct the proposals it has worked out which would serve as a basis for discussion. The Secretariat will provide you with all necessary information about arrangements for the forthcoming meeting. I would very much appreciate your informing me whether the proposed date meets with your approval.

Very high consideration,

Diori Hamani
President of the Republic of Niger
NIAMEY

T R A N S L A T I O N

(February 12, 1970)

My dear Prime Minister,

We have just received an invitation from President Diiori Hamani of Niger to participate in the founding conference of the Agency for Cultural and Technical Co-operation among francophone countries. The conference is scheduled to begin March 16. I am enclosing a copy of the invitation. The President has also arranged for the documentation (of several hundred pages), prepared for this conference by the staff of the Agency's Provisional Secretariat under the direction of M. Jean-Marc Léger, to be distributed to prospective member countries. We received this documentation last week and immediately forwarded it to you.

We are thus left with only a few weeks to study these texts; to initiate consultations between us, with the other provinces and with francophone countries; and to work out our positions, especially on the political and financial issues raised by this documentation. Moreover, as Canada's support of and contribution to the Agency will probably be an important factor in its success, it is up to us not to give our francophone friends the impression that the issue is a subject of controversy in Canada as this might prove detrimental to the establishment of the Agency. It therefore seems to me to be a matter of urgency that we come to agreement on the arrangements on the role of the Quebec government within Canada's participation in the Agency.

Since the beginning of January, our officials have been discussing this matter. I have, as well, had an opportunity to consider the statements you made to the press on January 28 in which you described your government's attitude to the role Canada will play in the Agency for Cultural and Technical Co-operation. Your preoccupations in this respect seem to parallel those of the Canadian government; that is, to ensure an important role for the Quebec government, while respecting the unity of the country

...2

The Honourable Jean-Jacques Bertrand
Prime Minister of Quebec
Parliament Buildings
Quebec City, P. Q.

and the responsibilities of the Government of Canada in the international field. As this is to be a conference of countries and because it is expected that the Agency will be established on this same basis--in compliance with the Final Resolution of the Niamey Conference and with the draft statutes prepared by the Provisional Secretariat--it is therefore up to us to work out together the terms and conditions that will enable the representatives of the Quebec government to play a major role within the Canadian delegation, both at the conference and in the Agency.

I am taking the liberty of attaching a summary of arrangements to that end. In our view, these proposals represent the outcome which we could arrive at following the discussions between our officials. They are intended to ensure that the Quebec government's representatives take part, as members of the Canadian delegation, in the negotiations leading to the establishment of the Agency and that they subsequently participate in the activities of the major bodies within the Agency. These arrangements are designed to give expression to the importance of the Government of Quebec in this field and the interest it holds for it, while reflecting, at the same time, the full extent of Canada's intended contribution to the francophone world.

I believe these proposals will meet the interests of our two governments, and I hope they will prove acceptable to you.

Yours sincerely,

Pierre Elliott Trudeau

T R A N S L A T I O N

FEB12/70

HIS EXCELLENCY DIORI HAMANI
PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NIGER
NIAMEY NIGER

THANK YOU FOR YOUR MESSAGE OF FEBRUARY 9
INVITING THE GOVERNMENT OF CANADA TO SEND REPRESENTA-
TIVES TO THE CONFERENCE OF ENTIRELY OR PARTIALLY
FRENCH-SPEAKING COUNTRIES, TO BE HELD IN NIAMEY
MARCH 16 TO 20.

I AM PLEASED TO INFORM YOU THAT MY GOVERN-
MENT ACCEPTS YOUR INVITATION FOR THE DATES YOU SUGGEST,
AND THAT IT PLANS TO BE REPRESENTED AT THE CONFERENCE
BY A MINISTERIAL DELEGATION WITH FULL POWERS.

VERY HIGH CONSIDERATION.

PIERRE ELLIOTT TRUDEAU

- T R A N S L A T I O N -

Republic of Niger

FRATERNITY - LABOUR - PROGRESS

Niamey, February 17, 1970

The President of the Republic

No.166/PRN

His Excellency Mr. Pierre E. Trudeau
Prime Minister of Canada
O T T A W A

Dear Mr. Prime Minister,

In accordance with the mandate conferred upon me by the first Conference of wholly or partly Francophone countries, at which your country was represented, I intend, as indicated to you in my telegram of February 8, 1970, to invite the Conference to resume its work in Niamey from March 16 to 20 next. This second session will be devoted to the examination and adoption of the statutes and the program of activities of the Agency for cultural and technical cooperation, the creation of which was, as you will recall, recommended last year in the Final Resolution of the Niamey conference.

If this proposal meets with your approval, I would be most grateful if you would appoint a delegation, at the ministerial level if possible, having the authority to approve at the conclusion of this conference, the constitution of the Agency and to signify your country's adherence thereto.

I shall be delighted to welcome to Niamey, shortly, your appointed representatives.

Yours faithfully,

(Signed)

Diori Hamani.

- T R A N S L A T I O N -

February 20, 1970

The Honourable Mitchell Sharp
Minister of External Affairs.

Dear Mr. Minister,

In a letter dated February 17, His Excellency M. Diouri Hamani, President of the Republic of Niger, recently invited the Prime Minister to appoint a ministerial-level delegation fully empowered to represent your country at the second Conference of wholly or partly Francophone countries which is to take place in Niamey from March 16 to 20, 1970. The Conference will be devoted to the examination and adoption of the draft statutes and the programme of activities of the Agency for cultural and technical cooperation, the creation of which was recommended last year by the Final Resolution of the Niamey conference.

I have been instructed to convey to you all necessary information in connection with the organization of the conference and your country's participation. I wrote you on February 3 last, to send you the documents proposed for consideration at this conference. The conference agenda provides that the opening session be held on Monday morning, March 16. Beginning with the afternoon session of the same day the conference will carry on its work in committees. There will be three of these: the Committee on orientation of the Agency, which will study the Agency's field of activities and consider the four reports of the groups of experts; the Legal Committee, which will be responsible for examining the statutes and texts pertaining thereto; and the Finance Committee, to which the budget and the program of activities will be submitted. The committees will meet from Monday afternoon to Wednesday afternoon. Their reports will be submitted to the Plenary Meeting on Thursday, March 19 and, if necessary, on Friday, March 20. As all delegations will be represented on these three committees, it would seem highly desirable that each delegation consist of at least three members and preferably four. Each government will thus be assured that its views are made known fully in the various committees and that it is contributing its full share to the progress of the work of the conference and the course of the new international organization.

I am pleased to inform you that, during their stay in Niamey, the members of your delegation will be the guests of the Government of Niger. I would therefore appreciate your informing me by telegram of the number and rank of the delegates representing your country who will be taking part in the conference, so that I can make the best arrangements for their accommodation in Niamey. In addition, as a result of arrangements which have been made with the airlines concerned, it will be possible to obtain favourable travel arrangements for the members of your delegation, provided their applications for tickets are routed through the office of the Provisional Executive Secretary. Your officials will find attached hereto all the necessary information in this regard. I would be grateful if you would let me know, before March 1, the arrival and departure dates, that are most convenient to the members of your delegation so that I may make the necessary reservations.

I trust that these arrangements will meet with your approval and will make it easier for your country's delegation to take an active part in all the work of the conference. I should be pleased to provide any additional information you may deem necessary.

Very truly yours,

Jean-Marc Léger,
Provisional Executive Secretary.

I. Summary of ad hoc arrangements for the second Conference of francophone countries

- A - A Minister of the Quebec Government will act as Vice-Chairman of the Canadian delegation. The Canadian delegation will include members of the federal administration, delegates from Quebec and delegates from other provinces;
- B - The delegation will duly meet before its departure, to coordinate Canadian participation in the Conference;
- C - The Canadian delegation will speak through its Chairman or in his absence the Vice-chairman. The Minister of the Quebec Government may speak on any matter within the Quebec government's constitutional competence. The delegates from the other provinces may do likewise. There will be prior consultation on the points of view to be put forward at the Conference;
- D - In the event of a vote at the Conference, the Canadian delegation will have only one vote. If the members of the delegation do not agree among themselves, Canada will vote according to the instructions of the Canadian government in the light of Canada's foreign policy. It shall continue to be understood that such a vote will not in itself commit any provincial government to implement measures in a field within its constitutional competence;
- E - At the time of signing the Convention establishing the Agency, immediately under the signature of the Chairman of the delegation in the place reserved for Canada, there may appear the signature of the Vice-chairman together with that of a delegate from each of the other provinces and that of any other delegate who might be designated for that purpose. Such signatures will be affixed on behalf of Canada on the basis of full powers emanating from the Government of Canada. The following wording will apply for these signatures: "Gérard Pelletier, Secretary of State for Canada"; "Marcel Masse, Minister of Intergovernmental Affairs of Quebec";
- F - The presence of Quebec may be identified in the following manner, in the light of local custom. This

applies as well to the other provinces.

1. During the formal opening session and at the closing session, the Chairman of the meeting, or other speakers, may identify Quebec within the Canadian delegation by an appropriate reference.
2. The Quebec delegate's car will bear a plaque on which will appear the words "Canada" and "Quebec" and flag staffs flying miniature flags of Canada and Quebec.
3. The Quebec flag may fly over the hotel where the Quebec Minister is staying.
4. In the conference hall or outside this hall, if flags are flown, that of Quebec will be displayed provided that it is flown in association with the Canadian flag, precedence being given to the latter.
5. In the conference hall, the Canadian delegation will be identified by a plaque reading Canada. Plaques placed behind the Canadian plaque will identify the provinces represented within the delegation as follows: "Canada-Quebec", etc. The letters indicating the name of Quebec will be the same size as those indicating the name of Canada.

G - The official list of the Canadian delegation will be submitted to the Conference in the following format:
 (The names of the members of the delegation at the first Conference at Niamey are given by way of example).

Delegation of Canada

Chairman and Head of the delegation:	M. Gérard Pelletier, Secretary of State of Canada.
Vice-chairman and Deputy head of delegation:	M. Marcel Masse, Minister of Intergovernmental Affairs of Quebec.
Delegates:	M. Jean-Pierre Goyer, Parliamentary Secretary to the Secretary of State for External Affairs of Canada.
Quebec:	M. Guy Frégault, Commissioner General for Cooperation

New Brunswick:

M. Arthur Tremblay,
Deputy Minister of Education.

M. Armand Saintonge,
Deputy Minister of Education.

M. Euclide Daigle,
Administrative Secretary,
Société nationale des Acadiens.

Ontario:

M. Jean-Marc Tessier,
Assistant Superintendent of
Programmes,
Department of Education.

Manitoba:

Advisers:

M. Julien Aubert,
Director of Cooperation,
Department of Education, Quebec.

M. Henri Gaudefroy,
Director General of Liaison and
Evaluation,
Canadian International De-
velopment Agency.

M. Michel de Goumois,
Counsellor, Embassy of Canada,
Niger.

M. Charles Lussier, Assistant
Under-Secretary of State
of Canada.

M. A. Ouellette, Executive
Assistant to the Secretary
of State of Canada.

M. François Reny, Private
Secretary to the Minister
without Portfolio for the
Quebec Public Service.

M. Paul Tardif,
Department of External Affairs.

Mr. Maxwell Yalden, Executive
Assistant to the Under-Secretary
of State for External
Affairs of Canada.

II. Arrangements concerning the role of the Quebec government in Canadian participation in the Agency

A - General assemblies

The make-up of the Canadian delegation to these conferences will reflect the importance of the role of the Government of Quebec within Canadian participation in the Agency. This will apply to the duties and number of representatives of the Government of Quebec within the delegation.

A member of the Quebec Government will normally be vice-chairman of the delegation. Agreement may be reached as to the chairmanship by a Minister of the Government of Quebec, according to the circumstances and nature of the issues or matters in question at each conference.

In order that the delegation may include a satisfactory number of Quebec and other representatives, it will be proposed that the number of delegates from each country not be limited to five. However, the expenses of additional delegates would not be paid by the Agency.

The delegation will agree on ways and means of ensuring effective representation by Quebec and other representatives on the committees and sub-committees, having regard to conference rules of procedures, to the issues in question and to the number of delegates available.

The ad hoc arrangements planned for the founding Conference will apply to the general assemblies insofar as meetings of the delegation before the conferences, the expression of federal and provincial points of view, voting, identification of Quebec and the list of the delegation are concerned. If changes are required by circumstances, the federal and provincial authorities concerned will ensure that they reach agreement on the matter.

B - Executive Council

Quebec will normally occupy the position of alternate representative on the Executive Council, which will ensure Quebec one of the two positions which Canada has on the Council, pursuant to the statutes of the Agency.

C - Secretariat

So as to have a fair geographical distribution of the positions of Secretary-General and Assistant Secretaries-General, it would be desirable that a Canadian fill one of these three posts.

D - Finance

The Canadian contribution to the Agency budget will be presented in the Agency reports as follows: "Contribution of Canada: \$ _____, of which the central government contributed \$ _____, Quebec: \$ _____, Ontario: \$ _____, etc....."

While noting that the national contributions will be paid in a lump sum to the general budget of the Agency, Quebec intends to compute its share in Canada's contribution on the following basis:

- (A) Administrative costs of the Secretariat: - Quebec's share, up to an amount equal to that contributed by the federal government;
- (B) Agency programmes: - the Canadian contribution to the cost of Agency programmes will in principle be provided by the Federal Government, but Quebec could increase its share in the Canadian contribution depending on its interest in the programmes.

The other provinces may, of course, join in the contribution if they so desire.

- TRANSLATION -

OTTAWA, February 21, 1970

Dear Deputy Minister,

With reference to Prime Minister Trudeau's letter to Prime Minister Bertrand of February 12, 1970, I take the liberty of sending you under cover of this letter the following documents:

- 1) Copy of a letter of invitation which Prime Minister Trudeau received yesterday from President Diiori in connection with the founding Conference of the Agency for cultural and technical cooperation, which is to take place at Niamey, Niger, March 16 to 20, 1970;
- 2) Copy of a telegram dated February 12, 1970, which the Prime Minister has sent to President Diiori. This telegram was sent in answer to the telegram the President had despatched to the Prime Minister on February 9, a copy of which was enclosed with M. Trudeau's letter to M. Bertrand.
- 3) The text of a telegram dated February 20 forwarded by M. Jean-Marc Léger, provisional Executive Secretary of the Agency, to Mr. Sharp. The telegram deals with the organization of the Conference.

We shall no doubt have an opportunity, in the very near future, to discuss the questions raised by M. Léger.

Yours sincerely,

P.A. Bissonnette,
Assistant Under-Secretary.

M. Claude Morin,
Deputy Minister,
Department of Intergovernmental Affairs,
Legislative Buildings,
Quebec, P.Q.

- T R A N S L A T I O N -

Quebec, February 27, 1970

The Right Honourable Pierre Elliott Trudeau
Prime Minister of Canada
Government of Canada
Ottawa

My dear Prime Minister,

I have received your letter of February 12 about the founding conference of the Agency for cultural and technical cooperation among Francophone countries.

After reviewing with my colleagues the new counter-proposals attached to your letter, I should like to let you have my comments and to suggest some changes.

You will certainly agree with me that Quebec has a very special interest in seeing the proposed agency set up and functioning properly. I had occasion to mention this to President Diiori during his visit to Quebec last September. Indeed, he refers to this great interest in the letter which he has just sent me.

Quebec is interested in this agency because it believes it has something original and constructive to contribute to it. However, to ensure that this contribution will be effective and useful, we consider it essential that the terms of our participation in the agency reflect not only the position which Quebec occupies in Canada, but also the relative importance of its French-speaking population in comparison with French-speaking population of the country as a whole. It is also essential that these terms take into account the fact that Quebec has large and numerous Francophone organizations and institutions which are not found in the other provinces and which can be of service to the Agency.

/the
I do not feel that the arrangements you proposed in your letter of February 12 take these facts sufficiently into account. It is all the more important that these facts be reflected since we are dealing with the creation of an agency intended to promote la Francophonie. Historically, in Canada, it is Quebec which has played this role and which, as you are aware, has directly or indirectly prompted all the present reforms aimed at giving French-speaking Canadians and the French language their proper place in Canada. Likewise because of Quebec, the federal government has begun to place more emphasis on Canada's relations with Francophone countries and is attempting to correct the serious imbalance which exists between the cooperative link established with these countries some time ago and the traditionally broader cooperation it maintains with countries of the British Commonwealth. It would therefore appear both logical and in keeping

with this evolution and with the facts of Canadian life itself, that Quebec's participation in the Agency be viewed in the light of this continuity and with respect for the facts to which I have just alluded.

Moreover, the Government of Quebec intends to act in areas where it has constitutional jurisdiction, and the responsibility for which, in accordance with its frequently stated position, it neither can nor wishes to entrust to another government. Now, as you will no doubt agree, the Agency that is to be established in Niamey will touch on all or almost all of these areas. This situation explains both our interest in the Agency and our concern, as a responsible government and as a Francophone government, that we be able to play a major role, readily identifiable and clearly accepted by all our Canadian partners, including the federal government.

What this amounts to therefore, in our opinion, is that the arrangements proposed must clearly recognize the actual position and role of Quebec in the French-speaking community of Canada and in Francophonie in general. In this regard, it must be admitted that no other Canadian province is in the same situation as Quebec.

From this standpoint, therefore, we feel that it is entirely reasonable for Quebec to request recognition of these undeniable facts, and the inclusion of certain guarantees as to the nature of our participation in the Agency once it has been created. Quite simply, it is a matter of assuring us that the important role of Quebec, about which obviously no one is in any doubt today, will not be questioned later on.

These are the general principles which motivated us in preparing the amendments which we should like to see made to the counter-proposals which you sent me. I should now like to stress some specific points concerning these arrangements, as regards both our participation in the founding conference and in the Agency itself.

A - AD HOC ARRANGEMENTS FOR THE SECOND CONFERENCE OF FRANCOPHONE COUNTRIES

1. It seems to us normal that the Quebec minister should be co-chairman of the Canadian delegation and not Vice-chairman. This would in no way interfere with Canada's foreign policy and would reflect the fact that, of all the Canadian provinces, Quebec can make the greatest contribution to la Francophonie because of its people, its government and its institutions. At the two recent international conferences of education ministers from Francophone countries, the minister representing Quebec acted as Chairman of the Canadian delegation. In the present case, and since the subjects to be

discussed are likely to extend to areas of federal jurisdiction, I feel that the federal ministers and Quebec minister could each act as Co-chairman. Incidentally, I wish to point out to you that it is not correct to indicate in the example which you give on page 3 of the Appendix to your letter that M. Marcel Masse acted as Vice-chairman and Deputy Head of Delegation during the first Niamey conference.

2. As for voting, we prefer the principle of the formula already agreed on between us for previous conferences, notably for the first Niamey conference, that is, that Canada abstain if there is no agreement within the delegation. However, to provide for situations involving matters falling entirely within the competence of the federal government, we would agree that this formula should not be applied in such cases and that the Co-chairman appointed by the federal government should then vote in accordance with the instructions of his government.

3. As for signature of the convention, I would refer you to that part of the Appendix to this letter which deals with this question.

B - ARRANGEMENTS CONCERNING THE QUEBEC GOVERNMENT'S ROLE IN PARTICIPATION IN THE AGENCY:

I need not go into detail regarding these arrangements. The changes which I propose in the Appendix stem from principles previously stated.

On page 5 of the Appendix to your letter, you make reference to the juridical statutes of the Agency. I would have preferred you to indicate in your letter what you thought of these proposals. To make them more flexible our officials suggested several changes in our initial proposal. We have never received any official response to these suggestions and your new counter-proposals make no mention of them. On this subject, I would draw your attention to the fact that the changes which we would like to see made in the proposed statutes are aimed essentially at clearly defining the role, place and specific nature of the Quebec government's participation in the Agency, and furthermore to conform with the constitutional positions we have taken. Since we have already suggested that it should be clearly recognized that there be a single Canadian representative having a single vote, I would like to know what you think of the changes we wish to make in the draft constitution in order to dispel any misunderstanding. Even if I do not again refer to them in the Appendix, I would like you to consider these changes as still being an integral part of our proposal.

In short, through this affair, it seems to me essential that we reflect outside the country the constitutional, historical and demographic reality of Canada, as its people know it. It seems essential to me that the aspirations of Quebec and its Government should be respected. In this respect, the changes I would like to see brought about in your counter-proposals are fundamental in nature.

Yours faithfully,

J.J. Bertrand.

PROPOSED CHANGES

- I - Summary of ad hoc arrangements for the Second Conference of Francophone countries
 - A - Substitute Co-chairman for Vice-chairman
 - B - Article accepted as is.
 - C - Replace the first two lines with: The Co-chairman appointed by the federal government or, in his absence, the Co-chairman, will speak for the Canadian delegation. (No change suggested in the remainder of the article).
 - D - Replace the article with the following: In the event of a vote at the Conference, the Canadian delegation would have only one vote. If the members of the delegation did not agree among themselves, Canada would abstain. However, this rule would not apply to votes bearing on matters of exclusive federal competence.
 - E - Replace the article with the following: At the time of signing the Convention setting up the Agency, immediately under the signature of the Co-chairman appointed by the federal government and in the place reserved for Canada, there will appear the signatures of the Quebec minister delegated as Co-chairman and of a delegate from each of the other provinces, duly identified. The following wording will be used for these signatures: M. Gérard Pelletier, Secretary of State of Canada; M. Marcel Masse, Minister of Intergovernmental Affairs of Quebec.
 - F - Article accepted as is.
 - G - Replace this article with the following: The official list of the Canadian delegation will be submitted to the Conference in the following format:

Canadian Delegation

Federal Government: M. Gérard Pelletier,
Secretary of State of Canada,
Co-chairman of the Canadian delegation.

M.....

Quebec: M. Marcel Masse, Minister of Intergovernmental Affairs of Quebec,
Co-chairman of the Canadian delegation

M.....

New Brunswick: M.....

Ontario: M.....

Manitoba: M.....

Advisers: M....., etc.

II - Arrangements concerning the Quebec government's role in
Canada's participation in the Agency

A - General Assemblies:

Delete the first paragraph,

Replace the second paragraph with the following: A member
of the federal government and a member of the Quebec
government will act as Co-chairmen of the Canadian delegation.

Third paragraph accepted, with the exception that formation
of a disproportionately large delegation should be avoided.

Replace the fourth paragraph with: There will be adequate
Quebec representation on committees and sub-committees of the
Agency.

Fifth paragraph accepted as is.

B - Executive Council:

Replace the paragraph with the following: Quebec will occupy
one of the Executive Council positions available to Canada.

C - Secretariat:

The Canadian delegation will arrange to have a person from
Quebec fill one of the three posts in the Secretariat.

D - Finance

Paragraph accepted as is.

Ends.

MESSAGE

FM/DE	EXTERNAL	DATE	FILE/DOSSIER	SECURITY SECURITE
		6/3/70		
TO/A	THE HONOURABLE JEAN-JACQUES BERTRAND	NO	PRECEDENCE	
	PRIME MINISTER OF THE PROVINCE OF QUEBEC		URGENT	
INFO	PARLIAMENT BUILDINGS, QUEBEC CITY, (QUEBEC)			

REF

SUB/SUJ

MY DEAR PRIME MINISTER,

THANK YOU FOR YOUR LETTER OF FEBRUARY 27 ABOUT QUEBEC'S ROLE IN CANADA'S PARTICIPATION IN THE FORTHCOMING NIAMEY CONFERENCE AND IN THE AGENCY FOR CULTURAL AND TECHNICAL COOPERATION. AS YOU KNOW, OUR OFFICIALS HAVE SINCE WORKED OUT ARRANGEMENTS IN THIS AREA TO DEAL WITH MOST OF THE POINTS RAISED IN THE APPENDIX TO YOUR LETTER. I AM THEREFORE ATTACHING A COPY OF YOUR TEXT, SHOWING THE POINTS ON WHICH WE ARE AGREED AND THOSE FEW POINTS ON WHICH FINAL AGREEMENT SHOULD NOW BE POSSIBLE. IT SEEMS TO ME THAT THE SUCCESS OF OUR NEGOTIATIONS TO DATE IS A GOOD ILLUSTRATION OF OUR INTEREST IN LA FRANCOPHONIE AND OUR DESIRE TO DO EVERYTHING POSSIBLE TO ENSURE THE ESTABLISHMENT OF THE AGENCY ON A FIRM FOUNDATION.

YOUR LETTER MENTIONED THAT YOUR OFFICIALS HAD SUGGESTED SUBSTANTIAL CHANGES IN THE AGENCY'S CONSTITUTION, AND YOU ASKED ME WHAT I THOUGHT OF THEIR SUGGESTIONS. IN MY OPINION, THE CHANGES WOULD IN EFFECT ALLOW THE GOVERNMENT OF QUEBEC TO REGARD ITSELF AS HAVING SEPARATE AND DISTINCT MEMBERSHIP IN THE AGENCY. YOUR GOVERNMENT WOULD THUS BE KEEPING

**DISTRIBUTION
LOCAL/LOCALE**

ORIGINATOR/REDACTEUR	DIVISION	TELEPHONE	APPROVED/AUTORISE
SIG.....			SIG.....

AN AVENUE OPEN WHEREBY IT COULD DISSOCIATE ITSELF FROM CANADA AT ANY TIME. I DO NOT SEE HOW THIS ARRANGEMENT COULD BE RECONCILED WITH CANADIAN FEDERALISM, STILL LESS WITH INTERNATIONAL LAW, ACCORDING TO WHICH INTER-GOVERNMENTAL COOPERATION IS TRADITIONALLY CARRIED ON BETWEEN SOVEREIGN STATES. FURTHERMORE, IN ORDER TO GIVE LA FRANCOPHONIE A TRULY EFFECTIVE IMPETUS, IT IS ESSENTIAL THAT IT BE ESTABLISHED AT THE LEVEL OF COUNTRIES AND NOT SET UP ACCORDING TO A HYBRID FORMULA THAT WOULD DETRACT FROM ITS STATUS AS A MAJOR INTERNATIONAL ORGANIZATION.

IT IS NOT SURPRISING THAT THE PRESIDENT OF NIGER AND THE INTERIM SECRETARY-GENERAL, M. JEAN-MARC LEGER (WHO HAS CONSULTED YOU ON THIS), AS EMPOWERED BY THE FIRST NIAMEY CONFERENCE, SHOULD HAVE CONCEIVED THE AGENCY ACCORDING TO UNIVERSALLY-RECOGNIZED INTERNATIONAL NORMS. THE GOVERNMENT OF CANADA WHOLEHEARTEDLY SUPPORTS THE PLAN AND INTENDS TO SUPPORT IT WITH THE UTMOST VIGOUR, ON BEHALF OF ALL CANADIANS, AT THE FORTHCOMING CONFERENCE. I DO NOT SEE WHAT INTEREST QUEBEC WOULD BE SERVING IN NOT SUPPORTING SUCH A POSITION. ON THE OTHER HAND, I SEE VERY CLEARLY WHERE WE WOULD BE IF THE GOVERNMENT OF QUEBEC WERE TO FAVOUR A FUNDAMENTALLY UN-ATTAINABLE PLAN FOR THE AGENCY. DOUBT WOULD BE FELT ABROAD REGARDING THE FULLNESS OF OUR COUNTRY'S SUPPORT FOR THE AGENCY, WHEREAS CANADA MUST BE ONE OF ITS PRINCIPAL SUPPORTERS. IF A FEW FRANCOPHONE COUNTRIES, AND NOTABLY FRANCE (WHETHER OR NOT THE GOVERNMENT OF QUEBEC WISHED IT) SHOULD ON THIS POINT DEPART FROM THE VERY SOLID PROPOSALS PUT FORWARD BY THE PRESIDENT OF NIGER, THEN WE SHOULD BE FACE TO FACE WITH A GRAVE CRISIS IN FRANCOPHONIE.

EVERYTHING POSSIBLE SHOULD BE DONE TO AVOID SUCH A SITUATION, AND I HAVE ALREADY HAD THESE DANGERS BROUGHT TO THE ATTENTION OF THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC. UNDER SUCH CIRCUMSTANCES, IN FACT, THE AGENCY MIGHT VERY WELL NOT SEE THE LIGHT OF DAY. CANADA, YOUR GOVERNMENT AND THE COUNTRIES

OF THE FRANCOPHONE COMMUNITY WOULD ALL BE LOSERS. THIS WOULD PLEASE ONLY THOSE WHO DO NOT BELIEVE IN TRUE MULTILATERALISM AMONG FRANCOPHONE COUNTRIES AND WHO PREFER THE FRAGMENTED COOPERATION BETWEEN FRANCOPHONE COUNTRIES THAT NOW EXISTS. HAVING SOUGHT TO RETAIN FOR ITSELF THE POSSIBILITY OF A SEPARATE PLACE WITHIN THE AGENCY, THE GOVERNMENT OF QUEBEC COULD EVENTUALLY FIND ITSELF BEARING THE RESPONSIBILITY FOR HAVING MADE THE AGENCY AN IMPOSSIBILITY. I HESITATE TO BELIEVE THAT YOU CAN ENVISAGE SUCH AN OUTCOME.

IT WAS FOR THESE REASONS, MY DEAR PRIME MINISTER, THAT WE CONCLUDED THAT IT WAS NECESSARY TO ACCEPT THE CONSTITUTION FOR THE AGENCY AS PROPOSED BY THE SECRETARY-GENERAL AND PRESIDENT DIORI. I TRUST YOUR GOVERNMENT WILL REACH THE SAME CONCLUSION.

I HAVE NOT THE SLIGHTEST DOUBT THAT AGREEMENT BETWEEN OUR TWO GOVERNMENTS ON OUR PARTICIPATION IN THE NIAMEY CONFERENCE AND IN THE AGENCY WILL BENEFIT ALL CANADIANS BY ENABLING US TO FULFIL OUR APPOINTED ROLES.

YOURS FAITHFULLY,

PIERRE ELLIOTT TRUDEAU.

APPENDIX

I. SUMMARY OF AD HOC ARRANGEMENTS FOR THE SECOND CONFERENCE OF FRANCOPHONE COUNTRIES

A. WE WOULD AGREE TO ANY OF THE FOLLOWING FORMULAS: "A MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT WILL ACT AS VICE-CHAIRMAN OF THE CANADIAN DELEGATION. THE CANADIAN DELEGATION WILL INCLUDE MEMBERS OF THE FEDERAL ADMINISTRATION, QUEBEC DELEGATES AND DELEGATES FROM OTHER PROVINCES."

"A MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT WILL BE A MEMBER OF THE CANADIAN DELEGATION, WHICH WILL INCLUDE MEMBERS OF THE FEDERAL ADMINISTRATION AND DELEGATES FROM THE PROVINCES".

"A MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT WILL BE APPOINTED TO THE CANADIAN DELEGATION, WHICH WILL INCLUDE MEMBERS OF THE FEDERAL ADMINISTRATION AND DELEGATES FROM THE PROVINCES".

"THE CANADIAN DELEGATION WILL INCLUDE MEMBERS OF THE FEDERAL ADMINISTRATION, QUEBEC DELEGATES AND DELEGATES FROM OTHER PROVINCES".

B. ARTICLE ACCEPTED AS IS.

C. IF THE VICE-CHAIRMANSHIP IS NOT ACCEPTED BY THE QUEBEC GOVERNMENT, THE FIRST SENTENCE OF THIS ARTICLE WOULD READ: "THE CANADIAN DELEGATION WILL SPEAK THROUGH ITS CHAIRMAN". NO OTHER CHANGE IS SUGGESTED IN THIS ARTICLE.

D. REPLACE THE ARTICLE WITH THE FOLLOWING: "IN THE EVENT OF A VOTE AT THE CONFERENCE, THE CANADIAN DELEGATION WILL HAVE ONLY ONE VOTE. IF THE MEMBERS OF THE DELEGATION DID NOT AGREE AMONG THEMSELVES ON A MATTER UNDER EXCLUSIVE PROVINCIAL LEGISLATIVE COMPETENCE, THE DELEGATION WOULD ABSTAIN, UNLESS ABSTENTION COULD NOT BE RECONCILED WITH CANADA'S FOREIGN POLICY".

THE FOLLOWING SENTENCE COULD BE ADDED IF THE QUEBEC GOVERNMENT SO WISHED: "IN THE LATTER CASE, IT SHALL CONTINUE TO BE UNDERSTOOD

A VOTE WILL NOT COMMIT ANY PROVINCIAL GOVERNMENT TO IMPLEMENT MEASURES IN A FIELD UNDER ITS CONSTITUTIONAL COMPETENCE".

E. REPLACE THE ARTICLE WITH THE FOLLOWING SIMPLIFIED FORMULA: "CANADA'S SIGNATURE WILL BE AFFIXED AS FOLLOWS: IN THE PLACE RESERVED FOR IT, AND IMMEDIATELY UNDER THE SIGNATURE OF THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION THERE WILL APPEAR THE SIGNATURE OF THE MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT, TOGETHER WITH THAT OF A DELEGATE FROM EACH OF THE OTHER PROVINCES. THE FOLLOWING WORDING WILL BE USED: "GERARD PELLETIER, SECRETARY OF STATE OF CANADA"; "MARCEL MASSE, MINISTER OF INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS OF QUEBEC".

F. ARTICLE ACCEPTED AS IS.

G. ARTICLE ACCEPTED, WITH AGREEMENT BETWEEN OUR OFFICIALS ON THE DELETION OF THE WORDS "FEDERAL GOVERNMENT". THE LIST WOULD READ AS FOLLOWS:

"CANADIAN DELEGATION

M. GERARD PELLETIER SECRETARY OF STATE OF CANADA,
CHAIRMAN AND HEAD OF THE DELEGATION.

M.....

QUEBEC

M. MARCEL MASSE, MINISTER OF INTER-
GOVERNMENTAL AFFAIRS OF QUEBEC

M.....

NEW BRUNSWICK

M.....

ONTARIO

M.....

MANITOBA

M.....

ADVISERS

.....

II. ARRANGEMENTS CONCERNING THE QUEBEC GOVERNMENT'S ROLE IN CANADA'S PARTICIPATION IN THE AGENCY

A. GENERAL ASSEMBLIES

- Agreement on deletion of the first paragraph.

- AGREEMENT ON DELETION OF THE SECOND PARAGRAPH IF THE QUEBEC GOVERNMENT DOES NOT ACCEPT THE VICE-CHAIRMANSHIP.
- THIRD PARAGRAPH ACCEPTED AS IS.
- AGREEMENT ON THE WORDING OF THE FOURTH PARAGRAPH AS FOLLOWS:
"THERE WILL BE AN ADEQUATE QUEBEC PRESENCE ON COMMITTEES AND SUBCOMMITTEES, TAKING INTO ACCOUNT REGULATIONS OF THE GENERAL ASSEMBLY."
- FIFTH PARAGRAPH ACCEPTED AS IS.

B. EXECUTIVE COUNCIL

AGREEMENT ON THE WORDING OF THIS ARTICLE AS FOLLOWS: "QUEBEC WILL OCCUPY ONE OF THE EXECUTIVE COUNCIL SEATS OPEN TO CANADA."

C. SECRETARIAT

I AM INFORMED THAT THERE SEEMS TO BE BASIC AGREEMENT ON THIS ARTICLE, BUT THAT THE WORDING HAS NOT YET BEEN SETTLED.

D. FINANCE

PARAGRAPH ACCEPTED AS IS.

MESSAGE

DATE	FILE/DOSSIER	SECURITY SECURITE
MAR13/70		

FM/DE

NO

PRECEDENCE

TO/A THE HONOURABLE JEAN-JACQUES BERTRAND,
PRIME MINISTER OF THE PROVINCE OF QUEBEC,
PARLIAMENT BUILDINGS, QUEBEC, (QUEBEC)

URGENT

INFO

REF

SUB/SUJ

MY DEAR PRIME MINISTER:

THANK YOU FOR YOUR TELEGRAM OF MARCH 12 INFORMING ME THAT YOUR GOVERNMENT WILL BE REPRESENTED IN THE CANADIAN DELEGATION TO THE NIAMEY CONFERENCE.

2. I AM DELIGHTED THAT WE HAVE BEEN ABLE TO REACH AGREEMENT ON THIS MATTER. CANADA'S INTERESTS, INCLUDING THOSE OF QUEBEC, WILL BENEFIT THEREBY. NEEDLESS TO SAY, AS FAR AS THE GOVERNMENT OF CANADA IS CONCERNED, OUR AGREEMENT ON THE AD HOC ARRANGEMENTS, PARTICULARLY THE CHANGES MADE ON MARCH 12, IS BASED EXCLUSIVELY ON THE PRINCIPLES LAID DOWN IN MY TELEGRAM OF THAT DATE.

3. AS YOU KNOW, SINCE OUR LAST EXCHANGE OF TELEGRAMS OUR OFFICIALS HAVE WORKED OUT THE DETAILS OF THE FINAL TEXT OF OUR AD HOC ARRANGEMENTS. I AM ATTACHING THE TEXT OF THOSE ARTICLES THAT WERE AMENDED FOLLOWING THEIR DISCUSSIONS. I TAKE IT THAT MY TELEGRAM OF MARCH 12, AS AMENDED IN THE LIGHT OF TODAY'S TELEGRAM, ESTABLISHES THE FINAL VERSION OF THOSE ARRANGEMENTS.

4. ARTICLE I.A. " A MINISTER OR SENIOR OFFICIAL OF THE QUEBEC GOVERNMENT WILL BE APPOINTED TO THE CANADIAN DELEGATION OF WHICH HE WILL BE THE VICE-CHAIR-

DISTRIBUTION
LOCAL/LOCALE

ORIGINATOR/REDACTEUR

DIVISION

TELEPHONE

APPROVED/AUTORISE

SIG.....

SIG.....

MAN. THE DELEGATION WILL INCLUDE MEMBERS OF THE FEDERAL GOVERNMENT, FEDERAL OFFICIALS AND DELEGATES FROM THE (OTHER) PROVINCES."

ARTICLE I.C. "THE DELEGATION WILL SPEAK THROUGH ITS CHAIRMAN OR, IN HIS ABSENCE, THE VICE-CHAIRMAN. THE MINISTER OR SENIOR OFFICIAL OF THE QUEBEC GOVERNMENT MAY SPEAK FOR QUEBEC ON ANY MATTER WITHIN THE CONSTITUTIONAL COMPETENCE OF THE QUEBEC GOVERNMENT. THE DELEGATES FROM THE OTHER PROVINCES MAY DO LIKEWISE. THERE WILL BE PRIOR CONSULTATION ON THE VIEWS TO BE PUT FOWARD AT THE CONFERENCE."

ARTICLE I.D. "IN THE EVENT OF A VOTE AT THE CONFERENCE, THE CANADIAN DELEGATION WILL HAVE ONLY ONE VOTE. IF THE MEMBERS OF THE DELEGATION DID NOT AGREE ON A MATTER UNDER EXCLUSIVE PROVINCIAL LEGISLATIVE COMPETENCE, THE DELEGATION WOULD ABSTAIN."

ARTICLE I.E. "CANADA'S SIGNATURE WILL BE AFFIXED AS FOLLOWS: IN THE PLACE RESERVED FOR IT, AND IMMEDIATELY UNDER THE SIGNATURE OF THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION, THERE WILL APPEAR THE SIGNATURE OF THE MINISTER OR SENIOR OFFICIAL OF THE QUEBEC GOVERNMENT, TOGETHER WITH THAT OF A DELEGATE FROM EACH OF THE OTHER PROVINCES. THE FOLLOWING WORDING WILL BE OBSERVED: 'GERARD PELLETIER, SECRETARY OF STATE OF CANADA'; 'JULIEN CHOUINARD, SECRETARY-GENERAL OF THE GOVERNMENT OF QUEBEC'."

WITH REGARD TO ARTICLE I.G., THE SECTION THAT REFERS TO THE QUEBEC MEMBERS OF THE DELEGATION WILL READ AS FOLLOWS, WITH NO OTHER CHANGES IN THAT ARTICLE:

QUEBEC M. JULIEN CHOUINARD,
SECRETARY-GENERAL OF THE GOVERNMENT OF
QUEBEC AND DEPUTY MINISTER OF THE EXECUTIVE
COUNCIL, VICE-CHAIRMAN OF THE DELEGATION", ETC.

ARTICLE II. A. "A MEMBER OF THE QUEBEC GOVERNMENT WILL NORMALLY BE VICE-CHAIRMAN OF THE DELEGATION. AGREEMENT MAY BE REACHED ON THE CHAIRMANSHIP OF A MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT, ACCORDING TO CIRCUMSTANCES AND THE

ISSUES OR MATTERS IN QUESTION AT EACH CONFERENCE", ETC.

WHEREVER THE TEXT REQUIRES IT, THE WORDS "OR SENIOR OFFICIAL" ARE TO BE ADDED TO ANY REFERENCE TO THE MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT."

5. THE OTHER CANADIAN PROVINCES CONCERNED HAVE ALREADY HAD AN OPPORTUNITY, AT EARLIER FRANCOPHONE CONFERENCES, TO OBSERVE THE MODALITIES WHICH COULD APPLY TO THE PARTICIPATION OF THEIR REPRESENTATIVE IN THE CANADIAN DELEGATION. I HAVE TAKEN STEPS TO INFORM THE PROVINCIAL GOVERNMENTS CONCERNED OF THE ARRANGEMENTS WHICH PROVIDE THAT PROVINCIAL REPRESENTATIVES ON THE DELEGATION MAY, IF THEY WISH, PARTICIPATE IN CANADA'S SIGNATURE OF THE CONVENTION ESTABLISHING THE AGENCY. IT GOES WITHOUT SAYING THAT, IN GENERAL, THESE PROVINCES MAY AVAIL THEMSELVES, AS IS PROVIDED FOR IN THE AD HOC ARRANGEMENTS, OF THE AGREED MODALITIES FOR IDENTIFICATION OF PROVINCIAL REPRESENTATIVES, EXPRESSION OF THEIR POINTS, AND SO ON.

6. WITH REGARD TO THE PUBLISHING OF OUR CORRESPONDENCE, OUR OFFICIALS WILL DISCUSS THE MATTER NEXT WEEK.

YOURS, ETC.

PIERRE ELLIOTT TRUDEAU.

T R A N S L A T I O N

(INCOMING TELEGRAM)

THE RIGHT HONOURABLE PIERRE ELLIOTT TRUDEAU
PRIME MINISTER, GOVERNMENT OF CANADA
OTTAWA, ONTARIO

MARCH 10, 1970

MY DEAR PRIME MINISTER:

I HAVE RECEIVED YOUR LETTER OF MARCH 7 REGARDING QUEBEC'S
ROLE IN CANADA'S PARTICIPATION IN THE FORTHCOMING NIAMEY
CONFERENCE AND IN THE AGENCY FOR CULTURAL AND TECHNICAL COOPERA-
TION. I HAVE STUDIED THIS LETTER AND ALL THE RELEVANT DOCUMENTS
WITH MY CABINET COLLEAGUES.

WE WERE SORRY TO NOTE THAT AN OBVIOUS DISAGREEMENT PERSISTS
ON A NUMBER OF BASIC POINTS, DESPITE NEGOTIATIONS WHICH HAVE
LASTED SEVERAL WEEKS.

THUS, YOUR MOST RECENT PROPOSALS REGARDING THE CANADIAN
DELEGATION'S VOTE CLEARLY DIVERGE FROM THE SPIRIT OF THE
FORMULA ALREADY AGREED UPON BETWEEN US. THIS SAME FORMULA
HAD, HOWEVER, PROVED SATISFACTORY FOR FOUR MEETINGS OF THE
CONFERENCE OF EDUCATION MINISTERS AND THE FIRST NIAMEY CONFER-
ENCE LAST YEAR. THAT IS WHY WE HAD ADOPTED IT ONCE MORE, WORD
FOR WORD, WHILE TAKING CARE TO ENSURE THAT IT IN NO WAY PREVENTED
THE CANADIAN DELEGATION FROM REGISTERING ITS VOTE ON MATTERS
WITHIN FEDERAL COMPETENCE. THIS ADDITION, WHICH WE OURSELVES
SUGGESTED, WAS DESIGNED TO ALLOW FOR THE POSSIBILITY THAT
MATTERS OF CONCERN TO THE FEDERAL GOVERNMENT MIGHT ARISE IN
CONNECTION WITH THE ESTABLISHMENT OF THE AGENCY. BUT, YOUR
NEW PROPOSAL MEANS, IN EFFECT, THAT THE CANADIAN DELEGATION,
LED BY A FEDERAL MINISTER, COULD VOTE ON ANY MATTER, EVEN
THOSE QUESTIONS WITHIN OUR STRICT COMPETENCE, AND EVEN IF QUEBEC

DID NOT AGREE. YOU IMPLY THAT, IN SUCH A CASE, THE VOTE WOULD NOT BE BINDING ON US. THEN WHY INSIST THAT IT SHOULD BE CAST? THIS WOULD GIVE CURRENCY ABROAD TO A FALSE IDEA OF THE DISTRIBUTION OF POWERS UNDER THIS COUNTRY'S CONSTITUTION, TO SAY NOTHING OF THE FACT THAT SUCH A VOTE, RECORDED IN THE PRESENCE OF QUEBEC DELEGATES, WOULD INEVITABLY GIVE THE IMPRESSION THAT OUR GOVERNMENT REFUSED, AFTER THE EVENT, TO FULFIL COMMITMENTS TO WHICH IT HAD APPEARED TO CONSENT. YOU WILL READILY UNDERSTAND THAT WE DO NOT WISH TO BE PLACED IN A SITUATION WHERE WE WOULD BE LED TO ADOPT WHAT APPEARED TO BE CONSISTENTLY NEGATIVE ATTITUDES.

IN YOUR PROPOSALS YOU ARE ALSO NOT PREPARED TO ALLOW FOR THE POSSIBILITY OF QUEBEC'S SPEAKING IN ITS OWN NAME. IF YOU HAD AGREED TO THE QUEBEC MINISTER'S BEING CO-CHAIRMAN OF THE CANADIAN DELEGATION, IT MIGHT NOT HAVE BEEN NECESSARY, IN THIS CONTEXT, TO HAVE BEEN SO SPECIFIC. BUT THIS, TOO, WAS REFUSED, AND WHAT I INFER FROM YOUR LATEST PROPOSAL IS THAT NOT ONLY WILL THE QUEBEC MINISTER NOT BE CO-CHAIRMAN, BUT YOU DO NOT EVEN AGREE TO HIS SPEAKING IN THE NAME OF QUEBEC. HERE AGAIN, YOU ARE DEPARTING FROM THE ARRANGEMENTS WE HAD AGREED UPON, AT ONE TIME OR ANOTHER, FOR PREVIOUS CONFERENCES. I DO NOT UNDERSTAND THIS FURTHER CHANGE IN ATTITUDE ON YOUR PART. YOU GIVE ME TO UNDERSTAND THAT A FEW FRANCOPHONE COUNTRIES--AND NOTABLY FRANCE--COULD ADOPT AN ATTITUDE SIMILAR TO OURS ON THIS POINT, AND THAT YOU INTEND TO OPPOSE THAT ATTITUDE, AND YOU FEEL THAT THIS COULD PROVOKE A GRAVE CRISIS IN LA FRANCOPHONIE. WE ARE

MOST ANXIOUS THAT SUCH A CRISIS SHOULD BE AVOIDED, FOR IF THERE IS ONE GOVERNMENT THAT REALLY WANTS TO SEE THE FRANCOPHONE COMMUNITY ORGANIZED, IT IS THAT OF QUEBEC. PERHAPS THE BEST WAY OF AVOIDING IT WOULD BE FOR CANADA TO ACCEPT SOME CHANGES IN A CHARTER WHICH IS, AFTER ALL, STILL IN A DRAFT STAGE. I THINK I HAVE DEMONSTRATED TO YOU THAT THERE IS NOTHING SINISTER IN THE REASONS THAT HAVE PROMPTED US TO SUGGEST CHANGES IN THE DRAFT STATUTES. I ALSO FIND IT HARD TO ACCEPT THAT YOU SHOULD ACCUSE US, IN A WAY, OF ENDANGERING LA FRANCOPHONIE EVEN BEFORE THE CONFERENCE BEGINS.

THERE EXISTS FOR QUEBEC, MR. PRIME MINISTER, WHAT I WOULD CALL A THRESHOLD OF DIGNITY WHICH WE CANNOT CROSS. AGAINST THIS BACKGROUND I WILL TAKE THE LIBERTY ONCE MORE OF SUMMING UP THE POINTS WHICH QUEBEC CANNOT ABANDON: FIRST, QUEBEC'S PRESENCE AND ACTIVITY MUST BE ADEQUATELY IDENTIFIED. SECOND, QUEBEC MUST BE ABLE TO SPEAK IN ITS OWN NAME, AND ENTER INTO COMMITMENTS OF ITS OWN IN MATTERS WITHIN ITS COMPETENCE. THIRD, THE VOTING PROCEDURE MUST REFLECT THIS DUALITY BY PROVIDING FOR MANDATORY ABSTENTION IN THE EVENT OF DISAGREEMENT ON MATTERS WITHIN QUEBEC'S COMPETENCE. FOURTH, THE STATUTES OF THE AGENCY MUST BE BASED ON THE SAME PRINCIPLES AND ALLOW FOR DIRECT PARTICIPATION BY QUEBEC IN THE ACTIVITIES OF THE AGENCY.

IN THAT THE DATE OF THE CONFERENCE IS APPROACHING VERY RAPIDLY, I WOULD ASK YOU TO INFORM ME OF YOUR ACCEPTANCE OF THE PRINCIPLES SET OUT ABOVE BY TOMORROW EVENING, SO THAT OUR DELEGATES MAY BE ABLE TO COMPLETE THEIR TRAVEL ARRANGEMENTS IN TIME.

YOURS SINCERELY,

THE PRIME MINISTER OF QUEBEC
JEAN-JACQUES BERTRAND

TRANSLATION

MESSAGE

FM/DE	EXTERNAL AFFAIRS	DATE	FILE/DOSSIER	SECURITY SECURITE
		MAR12/70		
		NO	PRECEDENCE	
TO/A	THE HONOURABLE JEAN-JACQUES BERTRAND		URGENT	
INFO	PRIME MINISTER OF THE PROVINCE OF QUEBEC, PARLIAMENT BUILDINGS, QUEBEC, QUEBEC			

REF

SUB/SUJ

MY DEAR PRIME MINISTER:

I HAVE RECEIVED YOUR TELEGRAM OF MARCH 10 CONCERNING THE ROLE OF QUEBEC IN CANADA'S PARTICIPATION IN THE FORTHCOMING NIAMEY CONFERENCE AND IN THE AGENCY FOR CULTURAL AND TECHNICAL COOPERATION.

YOUR TELEGRAM RAISES QUESTIONS OF VERY GREAT IMPORTANCE AND, FOR THAT REASON, I THOUGHT IT APPROPRIATE TO REVIEW IT WITH MY CABINET COLLEAGUES. I CAN ASSURE YOU THAT WE CONSIDERED IT WITH THE CARE AND SERIOUSNESS WHICH OUR RESPONSIBILITIES DICTATE.

THE ARRANGEMENTS RESPECTING THE PRESENCE OF QUEBEC IN THE CANADIAN DELEGATION AT NIAMEY MUST BE VIEWED IN THEIR PRECISE CONTEXT. THE CONFERENCE IS A MEETING OF COUNTRIES AIMED AT CONCLUDING A FORMAL INTERNATIONAL AGREEMENT. THIS AGREEMENT WILL SET UP AN AGENCY WHICH WILL DEAL WITH NUMEROUS MATTERS -- SUCH AS ECONOMIC AND TECHNICAL COOPERATION -- WHICH RELATE AS MUCH TO THE COMPETENCE OF THE FEDERAL GOVERNMENT AS THEY DO TO THAT OF PROVINCIAL GOVERNMENTS.

CANADA RECEIVED AN INVITATION TO THIS CONFERENCE OF SOVEREIGN STATES,

DISTRIBUTION
LOCAL/LOCALE

ORIGINATOR/REDACTEUR

DIVISION

TELEPHONE

APPROVED/AUTORISE

SIG.....

SIG.....

CONVENED TO EXAMINE DOCUMENTS WHICH ONLY SOVEREIGN STATES CAN ADOPT. ALTHOUGH THIS IS A CONFERENCE AT THE LEVEL OF COUNTRIES, THE GOVERNMENT OF CANADA INVITED THE QUEBEC GOVERNMENT TO PARTICIPATE THROUGH REPRESENTATION ON THE CANADIAN DELEGATION.

IN THE CIRCUMSTANCES, QUEBEC'S PRESENCE THEREFORE FALLS WITHIN A DEFINITE FRAMEWORK WHICH IS DETERMINED BY THE PURPOSES OF THE CONFERENCE AND BY THE CONVENTION WHICH IT IS TO ADOPT. MOREOVER, THE ARRANGEMENTS CONFORM IN EVERY RESPECT TO RECOGNIZED INTERNATIONAL PRACTICE. THE CANADIAN GOVERNMENT IS NEVERTHELESS ANXIOUS TO ENSURE THAT THE GOVERNMENT OF QUEBEC HAS ITS PROPER ROLE AND PLACE WITHIN THIS FRAMEWORK. IN THIS SPIRIT, THE GOVERNMENT OF CANADA IS CONVINCED THAT CANADA MUST BE REPRESENTED AT THE FORTHCOMING NIAMEY CONFERENCE IN ORDER TO MAKE THE IMPORTANT CONTRIBUTION EXPECTED OF IT, IN CONFORMITY WITH ITS FRANCOPHONE POLICY. IT IS EQUALLY HOPED THAT A SIZEABLE REPRESENTATION FROM THE QUEBEC GOVERNMENT WILL ALSO BE ABLE TO MAKE, WITHIN THE DELEGATION, AN ORIGINAL, USEFUL AND RECOGNIZABLE CONTRIBUTION TO THE WORK OF THE CONFERENCE.

IT IS FOR THIS REASON THAT WE SUGGESTED TO YOU ARRANGEMENTS WHICH, WITHIN THE CANADIAN DELEGATION, WILL PRESERVE THE IDENTITY OF QUEBEC AND OF ITS REPRESENTATIVES. THIS ASPECT OF THE ARRANGEMENTS IS THEREFORE AGREED BETWEEN US.

THUS, FOR EXAMPLE, QUEBEC'S NAME WILL APPEAR ON THE LIST OF THE CANADIAN DELEGATION, QUEBEC'S REPRESENTATIVES WILL BE ABLE TO ADDRESS THE CONFERENCE ON MATTERS WITHIN ITS CONSTITUTIONAL COMPETENCE, THE QUEBEC FLAG WILL BE FLOWN AND THE SIGNATURE OF THE NIAMEY AGREEMENT BY CANADA WILL INCLUDE SIGNATURE BY A QUEBEC REPRESENTATIVE.

WE ALSO INSISTED ON INDICATING CLEARLY IN THESE ARRANGEMENTS, THE IMPORTANCE OF QUEBEC'S ROLE IN BOTH THE CONFERENCE AND THE AGENCY. THIS IS WHY WE PROPOSED THAT THE NUMBER OF QUEBEC GOVERNMENT REPRESENTATIVES IN

THE DELEGATION BE SUBSTANTIAL AND THAT A MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT ASSUME THE VICE-CHAIRMANSHIP. WE ALSO SUGGESTED THAT THERE BE QUEBEC REPRESENTATIVES — AND I BELIEVE WE ARE AGREED ON THIS POINT — IN THE MAIN BODIES OF THE AGENCY, THAT IS, THE GENERAL ASSEMBLY AND THE EXECUTIVE COUNCIL.

YOU EXPRESS SURPRISE THAT WE WANTED TO CHANGE THE AD HOC ARRANGEMENT WHICH PREVAILED ON VOTING AT PREVIOUS CONFERENCES, SO AS TO ADAPT IT TO A NEW SITUATION. FIRST, IT SHOULD BE NOTED THAT THE PREVIOUS CONFERENCES PROCEEDED BY WAY OF CONSENSUS, NOT BY VOTE, WHEREAS THE COMING CONFERENCE (AS WELL AS THE ENTIRE OPERATION OF THE AGENCY) WILL BE GOVERNED STRICTLY BY VOTE. IN ADDITION, THE PROCEDURE PROVIDES THAT AN ABSTENTION IS EQUIVALENT TO A FAVOURABLE VOTE, WHICH MEANS THAT THE COMPULSORY ABSTENTION WHICH YOU PROPOSE IN THE EVENT OF DISAGREEMENT WITHIN THE DELEGATION WOULD AT TIMES DEPRIVE CANADA, ALONE AMONG ALL THE PARTICIPANTS, OF ITS RIGHT TO VETO MEASURES WHICH MIGHT AFFECT ITS ESSENTIAL INTERESTS, AND IN REGARD TO CANADA'S FINANCIAL CONTRIBUTION TO THE AGENCY, WHICH COULD BE IN THE MILLIONS WITHIN A FEW YEARS.

IN PRACTICE, IT SEEMS TO ME WISE FOR THE CANADIAN DELEGATION TO ABSTAIN IN CASE OF DISAGREEMENT ON MATTERS WHICH LIE WITHIN THE EXCLUSIVE DOMESTIC COMPETENCE OF THE PROVINCES: THIS WILL NO DOUBT BE POSSIBLE AND DESIRABLE IN THE VAST MAJORITY OF CASES. BUT, HOWEVER USEFUL ABSTENTION MAY BE IN RESOLVING CERTAIN POSSIBLE DIFFERENCES, IT MUST NOT PARALYZE CANADA'S FOREIGN POLICY, OR ITS POLICIES ON ECONOMIC AND TECHNICAL COOPERATION. HENCE, THE EFFORT WE HAVE MADE TO RENDER OUR AGREEMENT ON VOTING MORE PRECISE.

HOWEVER, WE WOULD BE PREPARED TO ACCEPT AN AD HOC AND PURELY PRACTICAL ARRANGEMENT FOR THE COMING NIAMEY CONFERENCE, PROVIDED EVERY EFFORT IS MADE TO CLARIFY THIS POINT EXPLICITLY IN FUTURE, AND WITH THE FULL KNOWLEDGE THAT IT MAY GIVE RISE, WITHIN THE DELEGATION, TO SERIOUS DIFFICULTIES OF INTERPRETATION AT THE CONFERENCE. THIS IS BASED ON THE PRIOR ASSUMPTION THAT THE QUESTION OF VOTING ARRANGEMENTS FOR THE GENERAL ASSEMBLIES OF THE AGENCY WOULD BE LEFT OPEN. I THEREFORE SUGGEST TO YOU THE FOLLOWING TEXT:

" IF THE MEMBERS OF THE DELEGATION DID NOT AGREE AMONG THEMSELVES ON A MATTER FALLING WITHIN THE EXCLUSIVE DOMESTIC COMPETENCE OF THE PROVINCES, THE DELEGATION WOULD ABSTAIN." THIS FORMULA DOES NOT RESOLVE THE PROBLEM OUTLINED ABOVE. IT DOES NOT SATISFACTORILY REFLECT THE EXCLUSIVE RESPONSIBILITY OF THE GOVERNMENT OF CANADA IN THE REALM OF FOREIGN POLICY AND INTERNATIONAL RELATIONS. IT IS THEREFORE MY DUTY TO MAKE IT CLEAR THAT, AT THE CONFERENCE, THE DELEGATION WILL NONETHELESS HAVE TO BE GUIDED BY CANADA'S FOREIGN POLICY. IN PARTICULAR, THE AD HOC ARRANGEMENT WOULD NOT PREVENT THE DELEGATION FROM VOTING ON QUESTIONS RELATED TO SUCH MATTERS AS THE BUDGET AND STATUTES OF THE CONFERENCE.

YOU ALSO REQUEST THAT IT ~~BE~~ AGREED THAT THE MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT MAY SPEAK "IN THE NAME OF QUEBEC". THESE WORDS WERE IN FACT USED IN THE AD HOC ARRANGEMENTS AGREED BETWEEN US FOR EARLIER CONFERENCES. YOUR LETTER OF FEBRUARY 27 ACCEPTED A TEXT, ON THE EXPRESSION OF PROVINCIAL POINTS OF VIEW, WHICH DID NOT INCLUDE THIS PHRASEOLOGY. HOWEVER, THAT TEXT DID RECOGNIZE THE QUEBEC GOVERNMENT MINISTER'S RIGHT TO SPEAK ON ANY MATTER WITHIN QUEBEC'S CONSTITUTIONAL COMPETENCE. FROM THE STANDPOINT OF THE CANADIAN DELEGATION, IT IS OBVIOUS THAT, IN SUCH CASES, THIS MINISTER WILL SPEAK "IN THE NAME OF QUEBEC" SINCE HE WILL THEN PUT FORWARD PROVINCIAL EXPERIENCE AND POINTS OF VIEW. IT IS JUST AS EVIDENT THAT, FROM AN INTERNATIONAL STANDPOINT, HE WILL SPEAK AS A MEMBER OF THE CANADIAN DELEGATION. THERE WOULD THUS BE NO QUESTION OF RECOGNIZING FOR QUEBEC OR HER REPRESENTATIVES IN THE CANADIAN DELEGATION AN INTERNATIONAL STATUS SEPARATE FROM THAT OF CANADA. RATHER, IT IS FORESEEN THAT CANADA'S CONTRIBUTION TO THE CONFERENCE WILL INCLUDE STATEMENTS BY PROVINCIAL MEMBERS OF THE DELEGATION, DERIVED FROM THEIR PROVINCE'S EXPERIENCE AND INTERESTS. ON THAT BASIS, I ACCEPT THE ADDITION OF THE WORDS "IN THE NAME OF QUEBEC" TO THE RELEVANT PARAGRAPH OF OUR ARRANGEMENTS FOR THE NIAMEY CONFERENCE.

SINCE THIS LETTER CONSTITUTES A POSITIVE REPLY TO THE TWO AMENDMENTS

WHICH YOU PROPOSED, I ASSUME THAT YOU ACCEPT THE OTHER TERMS OF THE PROPOSAL WHICH I MADE ON FRIDAY. FOR GREATER CLARITY, I TAKE THE LIBERTY OF REPRODUCING IN AN APPENDIX TO THIS LETTER THE TEXT OF OUR AD HOC ARRANGEMENTS.

YOURS VERY TRULY,

PIERRE ELLIOTT TRUDEAU

APPENDIX

APPENDIX

I. SUMMARY OF AD HOC ARRANGEMENTS FOR THE SECOND CONFERENCE OF
FRANCOPHONE COUNTRIES

A. WE WOULD AGREE TO ANY OF THE FOLLOWING FORMULAS:

" A MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT WILL ACT AS VICE-CHAIRMAN OF THE CANADIAN DELEGATION. THE CANADIAN DELEGATION WILL INCLUDE MEMBERS OF THE FEDERAL ADMINISTRATION, QUEBEC DELEGATES AND DELEGATES FROM OTHER PROVINCES."

" A MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT WILL BE A MEMBER OF THE CANADIAN DELEGATION WHICH WILL INCLUDE MEMBERS OF THE ADMINISTRATION AND DELEGATES FROM THE (OTHER) PROVINCES."

" A MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT WILL BE APPOINTED TO THE CANADIAN DELEGATION, WHICH WILL INCLUDE MEMBERS OF THE FEDERAL ADMINISTRATION AND DELEGATES FROM THE (OTHER) PROVINCES."

" THE CANADIAN DELEGATION WILL INCLUDE MEMBERS OF THE FEDERAL ADMINISTRATION, QUEBEC DELEGATES AND DELEGATES FROM OTHER PROVINCES."

B. THE DELEGATION WILL DULY MEET, BEFORE ITS DEPARTURE, TO CO-ORDINATE CANADIAN PARTICIPATION IN THE CONFERENCE;

C. THE CANADIAN DELEGATION WILL SPEAK THROUGH ITS CHAIRMAN, OR IN HIS ABSENCE, THE VICE-CHAIRMAN. THE MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT MAY SPEAK IN THE NAME OF QUEBEC ON ALL MATTERS WITHIN THE CONSTITUTIONAL COMPETENCE OF THE QUEBEC GOVERNMENT. THE DELEGATES FROM THE OTHER PROVINCES MAY DO LIKEWISE. THERE WILL BE PRIOR CONSULTATION ON THE POINTS OF VIEW TO BE PUT FORWARD AT THE CONFERENCE; (IF THE VICE-CHAIRMANSHIP IS NOT ACCEPTED BY THE QUEBEC GOVERNMENT, THE FIRST SENTENCE OF THIS ARTICLE WOULD READ AS FOLLOWS:

" THE CHAIRMAN WILL SPEAK FOR THE CANADIAN DELEGATION. THE CANADIAN DELEGATION WILL SPEAK THROUGH ITS CHAIRMAN.")

D. IN THE EVENT OF A VOTE AT THE CONFERENCE, THE CANADIAN DELEGATION WILL HAVE ONLY ONE VOTE. IF THE MEMBERS OF THE DELEGATION DID NOT AGREE AMONG THEMSELVES ON A MATTER FALLING WITHIN THE EXCLUSIVE DOMESTIC COMPETENCE OF THE PROVINCES, THE DELEGATION WOULD ABSTAIN.

E. REPLACE THE ARTICLE BY THE FOLLOWING SIMPLIFIED VERSION:

"CANADA'S SIGNATURE WILL BE AFFIXED AS FOLLOWS: IN THE PLACE RESERVED FOR IT, AND IMMEDIATELY UNDER THE SIGNATURE OF THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION, THERE WILL APPEAR THE SIGNATURE OF THE MINISTER OF THE QUEBEC GOVERNMENT, TOGETHER WITH THAT OF A DELEGATE FROM EACH OF THE OTHER PROVINCES. FOR THESE SIGNATURES THE FOLLOWING FORMULA WILL BE OBSERVED: "GERARD PELLETIER, SECRETARY OF STATE OF CANADA"; "MARCEL MASSE, MINISTER OF INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS OF QUEBEC".

F. QUEBEC'S PRESENCE MAY BE IDENTIFIED AS FOLLOWS, IN THE LIGHT OF LOCAL CUSTOM. THIS APPLIES AS WELL FOR THE OTHER PROVINCES.

1. DURING THE FORMAL OPENING SESSION, AS WELL AS DURING THE CLOSING SESSION, THE CHAIRMAN OF THE MEETING, OR OTHER SPEAKERS, MAY IDENTIFY QUEBEC WITHIN THE CANADIAN DELEGATION WITH AN APPROPRIATE REFERENCE.

2. THE QUEBEC DELEGATE'S CAR WILL BEAR A PLAQUE ON WHICH WILL APPEAR THE WORDS "CANADA" AND "QUEBEC", AND FLAG-STAFFS FLYING MINIATURE FLAGS OF CANADA AND QUEBEC.

3. THE QUEBEC FLAG MAY FLY OVER THE HOTEL IN WHICH THE QUEBEC MINISTER IS STAYING.

4. IN THE CONFERENCE HALL OR OUTSIDE THIS HALL, IF FLAGS ARE FLOWN, THAT OF QUEBEC WILL BE DISPLAYED PROVIDED THAT IT IS FLOWN IN ASSOCIATION WITH THE CANADIAN FLAG, PRECEDENCE BEING GIVEN TO THE LATTER.

5. IN THE CONFERENCE HALL, THE CANADIAN DELEGATION WILL BE IDENTIFIED BY A PLAQUE READING "CANADA". A PLAQUE PLACED BEHIND THE CANADIAN PLAQUE WILL IDENTIFY QUEBEC WITHIN THE DELEGATION, AS FOLLOWS: "CANADA-QUEBEC". THE LETTERS INDICATING THE NAME OF QUEBEC WILL BE THE SAME SIZE AS THOSE INDICATING THE NAME OF CANADA.

G. THE OFFICIAL LIST OF THE CANADIAN DELEGATION WILL BE SUBMITTED TO THE CONFERENCE IN THE FOLLOWING FORMAT:

DELEGATION OF CANADA

M. GERARD PELLETIER

SECRETARY OF STATE OF CANADA,
CHAIRMAN AND HEAD OF THE DELEGATION

QUEBEC

M. MARCEL MASSE, MINISTER OF
INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS OF QUEBEC

M.

NEW BRUNSWICK

M.

ONTARIO

M.

MANITOBA

M.

ADVISERS:

..... "

II ARRANGEMENTS CONCERNING THE ROLE OF THE QUEBEC GOVERNMENT IN CANADIAN
PARTICIPATION IN THE AGENCY

A. GENERAL ASSEMBLIES

A MEMBER OF THE QUEBEC GOVERNMENT WILL NORMALLY BE VICE-CHAIRMAN OF THE DELEGATION. AGREEMENT MAY BE REACHED TO HAVE A QUEBEC GOVERNMENT MINISTER ACT AS CHAIRMAN, ACCORDING TO THE CIRCUMSTANCES AND THE NATURE OF THE ISSUES OR MATTERS IN QUESTION AT EACH CONFERENCE. (AGREE TO DELETE THIS PARAGRAPH IF THE VICE-CHAIRMANSHIP IS NOT ACCEPTED BY THE QUEBEC GOVERNMENT.)

IN ORDER THAT THE DELEGATION INCLUDE A SATISFACTORY NUMBER OF QUEBEC AND OTHER REPRESENTATIVES, IT WILL BE PROPOSED THAT THE NUMBER OF DELEGATES FROM EACH COUNTRY NOT BE LIMITED TO FIVE. HOWEVER, THE EXPENSES OF ADDITIONAL DELEGATES WOULD NOT BE PAID BY THE AGENCY. THERE WILL BE ADEQUATE QUEBEC REPRESENTATION ON COMMITTEES AND SUB-COMMITTEES, HAVING REGARD TO CONFERENCE RULES OF PROCEDURE.

THE AD HOC ARRANGEMENTS MADE FOR THE FOUNDING CONFERENCE WILL APPLY TO THE GENERAL ASSEMBLIES INSOFAR AS MEETINGS OF THE DELEGATION BEFORE THE CONFERENCES, THE EXPRESSION OF FEDERAL AND PROVINCIAL POINTS OF VIEW, THE IDENTIFICATION OF QUEBEC AND THE LIST OF THE DELEGATION. IF CHANGES ARE REQUIRED BY CIRCUMSTANCES,

THE FEDERAL AND PROVINCIAL AUTHORITIES CONCERNED WOULD SEE TO IT THAT AGREEMENT WAS REACHED ON THIS SUBJECT.

B. EXECUTIVE COUNCIL

THERE WILL BE CONSULTATION WITHIN THE DELEGATION CONCERNING A CANADIAN CANDIDATURE FOR THE SECRETARIAT GENERAL.

D. FINANCE

THE CANADIAN CONTRIBUTION TO THE AGENCY BUDGET WILL BE PRESENTED AS FOLLOWS IN THE AGENCY REPORTS: "CONTRIBUTION OF CANADA: \$ _____, OF WHICH THE CENTRAL GOVERNMENT CONTRIBUTED \$ _____, QUEBEC \$ _____, ONTARIO \$ _____, ETC."

WHILE NOTING THAT THE NATIONAL CONTRIBUTIONS WILL BE PAID IN A LUMP SUM TO THE GENERAL BUDGET OF THE AGENCY, QUEBEC INTENDS TO COMPUTE ITS SHARE IN CANADA'S CONTRIBUTION ON THE FOLLOWING BASIS;

- (A) ADMINISTRATIVE COSTS OF THE SECRETARIAT: QUEBEC'S PARTICIPATION UP TO AN AMOUNT EQUAL TO THAT CONTRIBUTED BY THE FEDERAL GOVERNMENT;
- (B) AGENCY PROGRAMMES: THE CANADIAN CONTRIBUTION TO THE COST OF AGENCY PROGRAMMES WILL IN PRINCIPLE BE PROVIDED BY THE FEDERAL GOVERNMENT, BUT QUEBEC COULD INCREASE ITS SHARE IN THE CANADIAN CONTRIBUTION DEPENDING ON ITS INTEREST IN THE PROGRAMMES.

THE OTHER PROVINCES MAY, OF COURSE, JOIN IN THE CONTRIBUTION IF THEY SO DESIRE.

APPENDIX ENDS

- T R A N S L A T I O N -

URGENT URGENT

QUEBEC CITY,

MARCH 12, 1970

THE RIGHT HONOURABLE P.E. TRUDEAU,
PRIME MINISTER OF CANADA,
GOVERNMENT OF CANADA,
OTTAWA.

MY DEAR PRIME MINISTER:

I AM REPLYING AT ONCE TO YOUR TELEGRAM, RECEIVED THIS AFTERNOON,
WHICH DEALS WITH QUEBEC'S PARTICIPATION AT THE NIAMEY CONFERENCE.

I AM PLEASED TO NOTE YOUR GOVERNMENT'S ACCEPTANCE OF THE PRINCIPLES
WE WISH TO SEE RESPECTED, AND WHICH I OUTLINED IN MY TELEGRAM OF LAST TUESDAY.
FOR THE MOMENT, I WILL NOT REFER TO CERTAIN ASSERTIONS IN YOUR LETTER THAT
SEEM TO ME TO WARRANT COMMENT. I SHALL HAVE OCCASION TO RETURN TO THEM LATER.

I AM THUS PLEASED TO INFORM YOU THAT QUEBEC WILL PARTICIPATE IN
THIS CONFERENCE. I AM ACCORDINGLY ASKING M. CLAUDE MORIN, THE DEPUTY MINISTER
OF INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS, TO GET IN TOUCH WITH YOUR REPRESENTATIVES TO
SETTLE THE VARIOUS QUESTIONS THAT MAY STILL BE OUTSTANDING.

I WOULD LIKE TO PUBLISH THE LETTERS AND (TELEX) MESSAGES WE HAVE
EXCHANGED ON THIS MATTER SINCE THE MONTH OF JANUARY. I DO NOT THINK YOU
WOULD OBJECT TO SUCH A PROPOSAL. WOULD YOU BE GOOD ENOUGH TO CONFIRM YOUR
AGREEMENT ON THIS POINT.

YOURS, ETC.

J.-J. BERTRAND.

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 14, 1970

M. MARC LALONDE
OFFICE OF THE PRIME MINISTER
PARLIAMENT BUILDINGS
OTTAWA

I ACKNOWLEDGE RECEIPT OF THE MESSAGE TRANSMITTED BY THE
PRIME MINISTER OF CANADA TO M. JEAN-JACQUES BERTRAND, PRIME
MINISTER OF QUEBEC, CONCERNING THE NIAMEY CONFERENCE.

I SHALL BRING THIS MESSAGE TO THE ATTENTION OF M. BERTRAND
DURING THE WEEK-END, AT THE LATEST MONDAY.

YOURS TRULY,

CLAUDE MORIN
DEPUTY MINISTER
DEPARTMENT OF INTER-
GOVERNMENTAL AFFAIRS

MESSAGE

	DATE	FILE/DOSSIER	SECURITY SECURITE
	MAR 17/70	30-10-FRAN-NIAMEY	UNCLAS
FM/DE	EXTER	NO	PRECEDENCE
TO/A	PREMIER EDWARD SCHREYER, LEGISLATIVE BUILDING,		FCO-109
	WPEG, MANITOBA		
INFO			

REF

SUB/SUJ

I UNDERSTAND THAT YOU HAVE EXPRESSED AN INTEREST IN RECEIVING INFORMATION ABOUT THE IMPLICATIONS OF THE PROPOSED SIGNATURE, BY REPRESENTATIVES OF PROVINCES ON THE CANADIAN DELEGATION TO THE NIAMEY CONFERENCE OF FRANCOPHONE COUNTRIES, OF THE CONVENTION WHICH WOULD SET UP THE PROPOSED FRANCOPHONE AGENCY FOR CULTURAL AND TECHNICAL COOPERATION.

2. THE FEDERAL GOVERNMENT DECIDED THAT IT SHOULD INVITE OFFICIALS OF PROVINCES TO SIGN THIS CONVENTION ON BEHALF OF CANADA ALONG WITH REPRESENTATIVES OF THE FEDERAL GOVERNMENT. IN THE HOPE THAT THIS INVITATION WOULD BE ACCEPTED THE GOVERNOR GENERAL IN COUNCIL HAS AUTHORIZED THE ISSUANCE OF QUOTE FULL POWERS UNQUOTE WHICH I HAVE SIGNED NAMING THE SECRETARY OF STATE OF CANADA M GERARD PELLETIER (OR M JEAN PIERRE GOYER, MY PARLIAMENTARY SECRETARY) AND OFFICIALS OF THE FOUR PROVINCES REPRESENTED ON THE CANADIAN DELEGATION TO THE NIAMEY CONFERENCE. THESE FULL POWERS (COPY OF WHICH I

PAGE TWO FCO-109 UNCLAS

AM SENDING YOU IN A SEPARATE TELEGRAM)EMPOWER THE PERSONS NAMED TO SIGN THE CONVENTION IN THE NAME OF THE GOVERNMENT OF CANADA.(INCIDENTALLY AS YOU WILL APPRECIATE, THERE ARE NO/NO RESTRICTIONS ON THE GOVERNOR GENERAL IN COUNCIL AS TO THE PERSONS THAT MAY BE AUTHORIZED TO SIGN INTERNATIONAL AGREEMENTS ON BEHALF OF CANADA.)

3.THE REASONS THE GOVERNMENT TOOK THIS STEP ARE TWO-FOLD. FIRST,WE BELIEVE THAT SIGNATURE BY PROVINCIAL OFFICIALS COULD IN FACT BE A CONSTRUCTIVE AND POSITIVE MOVE,SO LONG AS THAT SIGNATURE WAS MADE IN THE NAME OF CANADA AS A WHOLE.IT WAS FELT THAT THE FOUNDING OF AN INTERNATIONAL FRANCOPHONE AGENCY WAS A MATTER OF GREAT INTEREST TO ALL CANADIANS.THUS,ONE OFFICIAL EACH FROM MANITOBA,NEW BRUNSWICK,ONTARIO AND QUEBEC HAS BEEN AUTHORIZED TO SIGN ALONG WITH M PELLETTIER IF THE CONVENTION IS OPENED FOR SIGNATURE AT THE NIAMEY CONFERENCE. OUR SECOND REASON WAS THAT ONE PROVINCE WAS PROPOSING RATHER DIFFERENT PROCEDURES WHICH MIGHT HAVE GIVEN THE IMPRESSION THAT ITS REPRESENTATIVE ON THE CANADIAN DELEGATION WOULD BE SIGNING THE CONVENTION IN THE PROVINCES OWN NAME AND ON ITS OWN AUTHORITY.SINCE THE CONFERENCE IS ONE OF SOVEREIGN STATES AND THE AGENCY WOULD BE AN ORGANIZATION WHOSE MEMBERS ARE SOVEREIGN STATES,WE FELT STRONGLY THAT ANY SUCH ACTION MIGHT CARRY WITH IT IMPLICATIONS INCONSISTENT WITH AND HARMFUL TO CANADIAN UNITY.

4.WE ARE VERY GRATEFUL THAT MANITOBA,LIKE THE OTHER THREE PROVINCES REPRESENTED ON THE DELEGATION,HAS DEMONSTRATED ITS

...3

PAGE THREE FCO-109 UNCLAS

SOLIDARITY WITH THE GOVERNMENT OF CANADA IN GENERAL SUPPORT OF THE CONCEPT OF FRANCOPHONIE BY DESIGNATING AN OFFICIAL WHO HAS BEEN NAMED TO THE DELEGATION BY THE FEDERAL GOVERNMENT.

5. BECAUSE SOME SUBJECTS TO BE DISCUSSED AT NIAMEY TOUCH UPON FIELDS WHICH, WITHIN CANADA, ARE OF PROVINCIAL LEGISLATIVE COMPETENCE, SUCH AS EDUCATION, THE GOVERNMENT HAS ALSO DECIDED THAT PROVINCIAL REPRESENTATIVES ON THE DELEGATION MAY SPEAK AT THE CONFERENCE IN THE NAME OF THEIR PROVINCES ON THE BASIS OF PROVINCIAL EXPERIENCE IN SUCH FIELDS.

6. SIMILARLY IF THERE SHOULD BE VOTES TAKEN AT THE CONFERENCE THE GOVERNMENT HAS DECIDED THAT IF THE DELEGATION CANNOT/NOT AGREE AMONG THEMSELVES ON AN ISSUE RELATING TO A FIELD OF EXCLUSIVE PROVINCIAL LEGISLATIVE COMPETENCE THE DELEGATION WILL ABSTAIN FROM VOTING. THIS ARRANGEMENT DOES NOT/NOT DEROGATE FROM THE CANADIAN GOVERNMENTS EXCLUSIVE RESPONSIBILITY FOR FOREIGN POLICY AND INTERNATIONAL RELATIONS. ANY VOTE BY THE DELEGATION WHERE THE FOREIGN POLICY OF CANADA WAS INVOLVED, FOR EXAMPLE IN A VOTE ON THE STATUTES OR BUDGET OF THE AGENCY, WILL BE DECIDED UPON IN ACCORDANCE WITH THAT POLICY. THE CANADIAN DELEGATION LIKE ALL OTHER NATIONAL DELEGATIONS AT THE CONFERENCE WOULD HAVE ONLY ONE VOTE.

7. THE MATTER OF SIGNATURE OF THE CONVENTION SHOULD THEREFORE BE SEEN AS PART OF THE GENERAL PACKAGE OF ARRANGEMENTS WHICH APPLY TO ALL PROVINCES REPRESENTED ON THE CANADIAN DELEGATION.

8. SIGNATURE OF THE CONVENTION FOR CANADA BY ANY OR ALL OF THE PERSONS NAMED IN THE FULL POWERS WOULD DEMONSTRATE THE CANADIAN GOVERNMENTS SUPPORT OF THE OBJECTIVES OF THE AGENCY.

PAGE FOUR FCO-109 UNCLAS

SIGNATURE BY CANADA WILL HOWEVER BE SUBJECT TO RATIFICATION BY THE GOVERNMENT OF CANADA, WHICH WOULD PROPOSE TO CONSULT ALL ^{INTERESTED} PROVINCES. ON THE OTHER HAND, SIGNATURE FOR CANADA BY A PROVINCIAL OFFICIAL WOULD IN NO SENSE, MORAL, LEGAL, FINANCIAL OR OTHERWISE, COMMIT HIS GOVERNMENT TO ANY SUBSEQUENT ACTION OF ANY KIND; NOR WOULD IT CREATE ANY NEW STATUS OR POWER FOR THAT GOVERNMENT. LIKE THE PRESENCE OF PROVINCIAL OFFICIALS ON THE DELEGATION, SUCH SIGNATURE IS BUT A FURTHER MANIFESTATION OF THE GENERAL INTEREST PROVINCIAL GOVTS AND ALL CANADIANS HAVE IN CANADIAN PARTICIPATION IN FRANCOPHONIE AND IN PARTICULAR IN THE AGENCY FOR CULTURAL AND TECHNICAL COOPERATION.

9. IF YOU SHOULD HAVE ANY VIEWS OR COMMENTS ON THE FOREGOING I SHOULD BE VERY GRATEFUL TO RECEIVE THEM.

YOURS SINCERELY,

MITCHELL SHARP
SECRETARY OF STATE
FOR EXTERNAL AFFAIRS

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20042400 3

CA1 EA 70C52 FRE DOCS
[Correspondance sur le deuxieme
conference des pays francophones]
43270754

DOCS
CA1 EA 70C52 FRE
[Correspondance sur le Deuxieme
conference des pays francophones].
--
43270754